

Tourisme durable

Valorisation
du *patrimoine*

Implication
de la *population*

Conservation
de la *nature*

Numéro 95, 4^e trimestre 2013

La revue Liaison Énergie-Francophonie est publiée trimestrielle-ment par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD).

L'IFDD est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie.

56, rue Saint-Pierre, 3^e étage
Québec G1K 4A1 Canada
Téléphone: 1 418 692-5727
Télécopie: 1 418 692-5644
Courriel: ifdd@francophonie.org
Site Internet: www.ifdd.francophonie.org

Directeurs de la publication

Fatimata Dia Eric Poppe

Rédacteurs en chef invités

Ouidad Tebbaa et Gérard Ruiz

Coordonnatrices

Faouzia Abdoulhalik E. Lionelle Ngo-Samnick

Comité éditorial interne

Faouzia Abdoulhalik Rajae Chafil
Ibrahima Dabo Louis-Noël Jail
Tounao Kiri Marcel Lacharité
Jean-Pierre Ndoutoum

Comité scientifique

Samir Allal Sibi Bonfils
Mickael Chauvin Evens Emmanuel
Yves Gagnon Paule Halley
Mame Aly Konte Jacques Percebois
Bernadette Sanou Dao Jean-Philippe Waaub

Traductrice et collaboratrice à l'édition

Thi Ngoc Anh Nguyen

Collaborateurs à l'édition

Kodjo Klassou, Thi Ngoc Anh Nguyen, Jacinthe Potvin

Secrétariat, diffusion et abonnements

Jacinthe Potvin

Édition et réalisation graphique

Interscript

Photos de la couverture

- Asie-Pacifique: Village de Duong Lam, Vietnam. Photo: Minh Phuong.
- Caraïbes: Cascade Nanso, un des lieux de culte de la ville de Saut-d'Eau, Haïti. Photo: Fernney Piou.
- Océan Indien/Afrique de l'Est: Propithèque du village sacré, Madagascar. Photo: Claude-Anne Gauthier.
- Afrique de l'Ouest: Animation dans un campement villageois. Photo: Office du Tourisme du Sénégal
- Magrheb/Moyen-Orient: Merja Zerka, Maroc. Photo: Mohammed Elaklaa.
- Afrique Centrale: Éléphants sur la plage, Parc National de Loango, Gabon. Photo: l'ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux).
- Europe: Biarritz, France. Photo: Gregory Guivarch.
- Amérique du Nord: Pêche en hiver sur la rivière Ouiatchouan. Photo: Isabelle Tremblay

Tirage

2 800 exemplaires
300 exemplaires en format PDF sur cédérom

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives du Canada

ISSN 0840-7827

Les textes et les opinions n'engagent que leurs auteurs. Les appellations, les limites, figurant sur les cartes de LEF n'impliquent de la part de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable aucun jugement quant au statut juridique ou autre d'un territoire quelconque, ni la reconnaissance ou l'acceptation d'une limite particulière.

Prix de l'abonnement annuel (4 numéros)

40 \$ CAD

Poste-publications – Convention N° 40034719

Imprimé au Canada

SOMMAIRE

Le Tourisme Durable

Mot des directeurs 4

Fatimata DIA, IFDD et Eric POPPE, Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Océan Indien de l'OIF

Éditorial 6

Ouidad TEBBAA, Doyenne de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Marrakech, Maroc et Gérard RUIZ, Ex-président du Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable

Réflexion pour un tourisme durable inclusif dans l'espace francophone..... 9

Faouzia ABDLOULAHIK, Spécialiste de programme, IFDD et E. Lionelle NGO-SAMNICK, Spécialiste de programme, BRAC-OIF

Tourisme: Le tour du monde, les pieds sur terre 11

Des normes pour un tourisme durable en Afrique..... 12

Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable: de nouvelles perspectives et une continuité dans l'action 13

Le Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable..... 14

DE NOUVEAUX CONCEPTS POUR UN TOURISME DURABLE

L'innovation verte dans les services touristiques..... 15

Alain DUPEYRAS, Responsable du tourisme, OCDE

Tourisme durable, tourisme responsable!!!..... 19

ONG JVE International, Lomé Togo

Le modèle inclusif dans le secteur du tourisme..... 20

Guillaume CROMER, ID-Tourism, Paris, France

UNE MÉTHODOLOGIE À METTRE EN ŒUVRE

Tourisme durable et développement local: la voie proposée par le tourisme équitable et solidaire 25

Gilles BÉVILLE, Association pour un tourisme équitable et solidaire

Comores: séminaire gouvernemental sur le développement durable 28

Durabilité territoriale et durabilité touristique : quelles articulations?29

Maria CHEGGOUR, École Supérieure de Commerce de Marrakech, Maroc et Bouchra LEBZAR, École Nationale de Commerce et de Gestion, Marrakech, Maroc

DES STRATÉGIES DE TOURISME DURABLE À ÉLABORER

Îles Comores : l'écotourisme, une source durable de revenus économiques35

Ouledi AHMED, Université des Comores, Comores et Hachime ABDÉRÉMANE, ONG Ulanga-Ngazidja, Comores

Écotourisme dans le bassin du Congo : utopie ou solution durable pour la croissance nationale?40

Christian JOHNSON-OGOULA, Université Omar Bongo, Libreville, Gabon et Aristide KASSANGOYE, Université Omar Bongo, Libreville, Gabon

Écotourisme communautaire dans le village Sette Cama45

Conservation de la biodiversité et développement durable des communautés riveraines46

Romain BEVILLE, ONG PROGRAM, Tchibanga, Gabon

Madagascar : destination touristique naturellement durable48

Patrick Hermann RAMONJAVELO, Amadeus France, Paris, France

LE TOURISME DURABLE, UNE NOUVELLE SOURCE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Tourisme Rural Intégré en Basse Casamance : un tourisme par et pour les populations, mise en place et gouvernance52

Modou DIOUF, Office de tourisme de Casamance, Casamance, Sénégal et Ousmane BASSE, Université de Ziguinchor, Casamance, Sénégal

Le tourisme durable dans le Chouf Souayjani : la valorisation des patrimoines culturels et naturels pour une économie verte56

Nouha GHOSSEINI, Université Libanaise, Beyrouth, Liban

Vers un tourisme durable dans les zones rurales du Vietnam61

DUONG Van Sau, Université de la Culture de Hanoi, Vietnam

Premier village du Vietnam à être reconnu comme vestige historico-culturel65

TUONG Huyen-Tram, Université de Versailles Saint-Quentin, Versailles, France

LE TOURISME DURABLE POUR VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

Processus d'invention culturelle et tourisme durable en milieu rural : le cas d'«Anne... la maison aux pignons verts»66

Marie LEQUIN, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada et Jean-Bernard CARRIÈRE, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada

Le Projet pilote bioculturel d'Antrema à Madagascar : 15 années de valorisation d'un patrimoine naturel et culturel71

Claude-Anne GAUTHIER, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris, France

Économie verte et tourisme religieux à Saut-d'Eau, Haïti78

Jean Fernney PIOU, Ministère du Tourisme, Haïti

Les ressources culturelles festives classées au patrimoine national au service de la durabilité touristique : une réflexion autour du Tour des Yoles Rondes de la Martinique82

Fabiola NICOLAS-BRAGANCE et Pascal SAFFACHE

La maison de l'écotourisme86

La Maison de l'Écotourisme de Mohéli

Mot des directeurs



Fatimata DIA et Eric POPPE

Fatimata DIA, Directrice de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)

Eric POPPE, Directeur du Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'océan Indien de l'organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Libreville, Gabon.

La Francophonie mène depuis de nombreuses années des actions en faveur du tourisme. Dès l'origine de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), l'ancêtre de l'Organisation internationale de la Francophonie, un programme original de promotion du tourisme et de l'artisanat avait été initié. Au-delà des enjeux économiques et sociaux considérables qu'il met en lumière, le tourisme constitue en effet un outil précieux de valorisation des patrimoines et de promotion du dialogue des cultures. Il n'existe sans doute pas d'autre secteur économique qui favorise autant l'ouverture des peuples et le dialogue entre eux-ci.

C'est donc opportunément que, lors du Sommet de Québec de 2008, nos Chefs d'État et de gouvernement ont encouragé la Francophonie « à mener, à travers ses programmes existants, des activités de formation et de développement des capacités destinées aux pays francophones du Sud et visant à renforcer le secteur touristique ». Des activités de sensibilisation et de concertation ont ainsi été entreprises dans le cadre d'initiatives internationales et régionales.

Les enjeux politiques, culturels et environnementaux portés par le tourisme durable, de même que l'intérêt stratégique qu'il revêt, confèrent une portée originale à l'action francophone. Il est important de rappeler que l'engagement de la Francophonie en la matière contribue au combat en faveur de la diversité culturelle, qui a pris une nouvelle dimension avec la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Au-delà des opportunités économiques et du bien-être qu'il procure aux populations concernées, le tourisme durable mêle harmonieusement plusieurs valeurs qui sont au cœur de l'idéal francophone, telles que la diversité, le développement et les droits de l'Homme. Deux ans avant le lancement des objectifs de développement durable, nous voulons dire, par ce numéro de la revue LEF, combien le tourisme durable peut être une chance pour le développement. Ceci est particulièrement vrai pour les petits états insulaires, notamment francophones, qui sont en soi des laboratoires du développement durable, où les enjeux culturels, sociaux, économiques et environnementaux sont étroitement mêlés.

Les possibilités de coopération francophone pour le développement durable sont multiples et variées. La voie du tourisme durable que nous examinons dans cette revue nous semble riche d'avenir. À cet égard, nous souhaitons remercier chaleureusement la **Professeure Ouidad TEBBAA**, doyenne de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, et monsieur **Gérard RUIZ**, Président sortant du Partenariat mondial pour le Tourisme durable, qui ont généreusement accepté de partager leur savoir, leur expertise et leur réseau de compétences afin de donner forme, cohérence et substance aux précieux témoignages des auteurs. Ils n'ont ménagé aucun effort pour mobiliser les auteurs, donner des éclairages et rehausser la qualité de ce numéro de la revue. Avec méthode, professionnalisme et disponibilité, ils ont su lui donner un cachet particulier.

La qualité de ce numéro est également due à la participation active de l'ensemble des auteurs, qui nous aident, par leurs articles, à mieux comprendre les défis du tourisme durable. À leur manière et avec talent, ils ont su montrer que le tourisme

fatimata.dia@francophonie.org
eric.poppe@francophonie.org

durable se place sous le signe du respect de l'avenir de notre planète, de l'espérance en un monde meilleur et de la solidarité humaine.

Au nom du Secrétaire général de la Francophonie et de l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, nous adressons nos plus vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué à ce numéro.

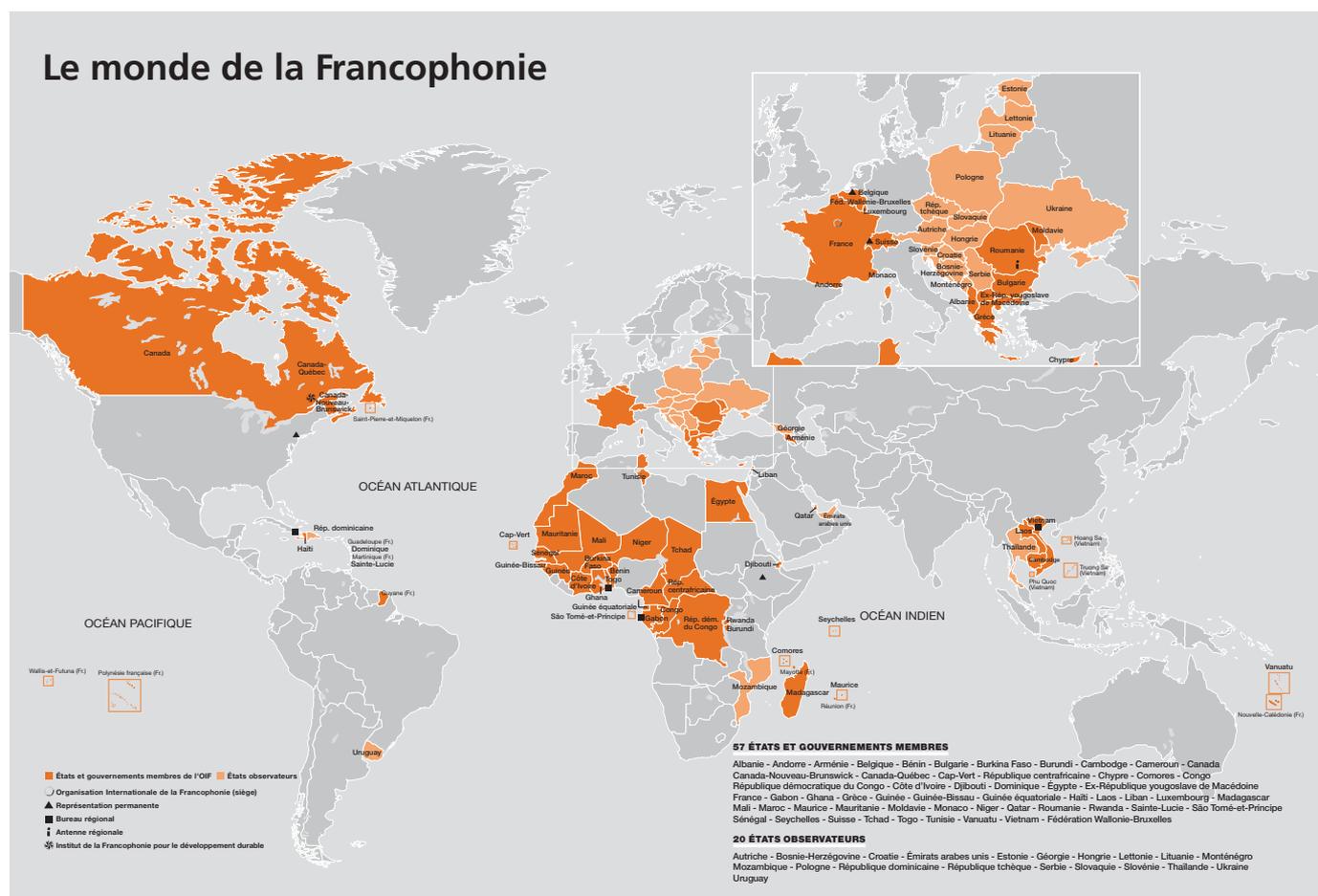
Plus que jamais, nous devons évaluer nos actions à l'aune de l'impact qu'elles peuvent avoir pour notre planète et prendre conscience du fait que l'avenir de celle-ci dépend de ce que nous aurons su faire ensemble pour préserver et valoriser ses ressources naturelles. Cela n'est possible que si nous avons la ferme volonté de donner à chacun, au-delà de son espérance de vie, une espérance en un monde meilleur.

Le tourisme durable nous interroge également sur notre rapport à la solidarité et au « vivre ensemble ». En effet, la vraie plus-value du développement durable

est de conjuguer harmonieusement les priorités en valorisant les interdépendances entre le local et le global, entre la culture et la nature, entre l'efficacité économique, l'équité sociale et la durabilité écologique, et au-delà, entre les générations. Il s'agit là du message essentiel que porte ce numéro, qui a pour ambition d'accompagner les institutions étatiques et non étatiques dans la définition et la régulation des filières touristiques.

Chers lecteurs,

Nous vous invitons à faire vôtres les acquis de ces témoignages concrets et à favoriser l'émergence et le renforcement des réseaux d'échanges et de solidarité en matière de tourisme durable. Nous espérons que ce numéro de la revue saura vous inciter à participer à la coopération francophone en faveur de celui-ci. 🌟



Éditorial



Ouidad TEBBAA et Gérard RUIZ

Madame Ouidad TEBBAA est doyenne de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines et responsable d'une Licence, d'un Master et d'une formation doctorale dans le domaine du tourisme et du patrimoine, à l'Université CADI AYYAD, Marrakech, Maroc. Elle est également Secrétaire générale du Prix Averroès et auteure de nombreuses publications dont la plus récente publiée en 2011 : « De l'immatérialité du patrimoine culturel », Actes du colloque de juin 2009 à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, Publication de l'UNESCO, Marrakech. Elle a été expert-consultant de plusieurs organisations internationales pour des projets relatifs au tourisme.

Président du Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable de 2011 à 2013, il est maintenant Inspecteur général honoraire de l'Administration Française du Développement Durable et a réalisé de nombreux rapports concernant l'économie du tourisme, la valorisation des espaces naturels ou l'ingénierie touristique française à l'international. Il a été Conseiller technique au cabinet de la Secrétaire d'État au Tourisme de 1998 à 2001, Inspecteur général du tourisme de 2002 à 2005 et nommé à la présidence du groupe de travail international sur le développement du tourisme durable en 2010.

Le souhait de la revue Liaison Énergie-Francophonie de consacrer un numéro spécial au tourisme durable dans l'espace francophone sur le thème de la valorisation des patrimoines culturels et naturels vers une économie verte correspond à la prise de conscience de l'importance du tourisme dans l'économie mondiale et de ses conséquences sur notre environnement.

Dans sa feuille de route pour la réalisation de ce numéro spécial, l'équipe de la revue a exprimé le souhait qu'il soit :

- abordé la question des politiques, stratégies et approches cohérentes pour le développement du tourisme durable,
- traité de la valorisation des mécanismes volontaristes dans la mise en place des solutions concrètes,
- présenté, à l'échelle de l'espace francophone, des partenariats réussis et des modèles touristiques viables sur le long terme,
- identifié les pièges et les écueils le cas échéant autour de la mise en place d'une démarche de tourisme durable et qu'on propose des objectifs et des critères appropriés de durabilité à encourager.

Il s'agissait là d'une demande visant à mettre en avant toutes les facettes de la problématique actuelle du tourisme dans le monde.

Le défi était pour le moins intéressant et l'enjeu d'importance.

Le poids du tourisme à l'échelle internationale

Aujourd'hui, l'activité touristique figure parmi les activités de services les plus importantes dans le monde. L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et le World Travel and Tourism Council (WTTC) fournissent annuellement des chiffres impressionnants sur son poids dans l'économie mondiale : pour l'année 2012, cela représente globalement 6 600 milliards de dollars de contribution au PIB mondial (environ 9%), 1 200 milliards de dollars de recettes d'exportations (5% du total des exportations mondiales), 760 milliards de dollars d'investissements (5% des investissements mondiaux) et 260 millions d'emplois (soit un emploi sur onze dans le monde). De plus, cette activité connaît une croissance régulière de l'ordre de 4 à 5% chaque année depuis une décennie et les prévisions tablent sur une croissance de 4,4% pour les dix ans à venir.

Pour certains pays récepteurs, le tourisme constitue une activité exportatrice¹ essentielle, pouvant atteindre 20 à 40% du PIB. Il s'agit, pour l'essentiel, de petits États insulaires ou de pays ne disposant pas d'autres revenus liés à une activité primaire ou secondaire. Ainsi, « entre 1998 et 2008, les arrivées de touristes dans les PMA (pays les moins avancés) ont triplé, affichant un taux moyen de croissance record de 13%. 30 des 49 PMA ont misé sur le tourisme en tant que secteur important de croissance et de développement. Enfin, le tourisme représente la

o.tebbaa@uca.ma
gruiz3@free.fr

1. L'arrivée de touristes étrangers dans un pays réceptif, génère des recettes qui sont assimilées à des recettes d'exportation de services pour ce pays.

principale exportation de services dans les PMA, soit 33 % de leurs exportations et 65 % pour les pays insulaires.»

Le tourisme international a donc souvent un poids significatif dans l'économie globale de ces pays comme source de devises et d'emplois.

Notons que le tourisme représente entre 6 et 9 % du PIB des grands pays touristiques du Sud de l'Europe, France comprise.

Conséquences et reconnaissance

Mais, paradoxalement, jusqu'à ces dernières années, le tourisme n'a jamais bénéficié d'une attention particulière de la part des dirigeants politiques de la planète, à l'exception de ceux des pays pour lesquels il constitue une ressource essentielle de devises.

Jusqu'à présent, les acteurs du tourisme international, publics et privés, se sont peu préoccupés des conséquences liées au développement touristique dans les pays récepteurs. Seule l'attractivité des destinations et leur rentabilité, mesurées au regard de la masse de touristes voyageant vers ces destinations, constituaient le critère décisif d'implantation d'équipements de standard international, de nature à sécuriser le touriste au détriment des particularités locales.

Ce manque de prise en considération au niveau international a permis le développement d'un tourisme aux conséquences ambivalentes :

- L'aspect négatif du tourisme se traduit par la destruction de richesses et de paysages naturels ou de patrimoine culturel lorsqu'il ne fait l'objet d'aucune régulation locale, lorsque ces richesses ne bénéficient pas d'une réglementation protectrice, ou lorsque n'existe aucune infrastructure adaptée pour absorber les effets de la fréquentation touristique. En effet, le secteur touristique est fortement émetteur de gaz à effet de serre liés aux déplacements (surtout aériens), il est également producteur de déchets et consommateur de ressources naturelles au détriment de populations locales qui ne possèdent pas toujours la technicité nécessaire pour atténuer ces effets négatifs. De plus, il génère une augmentation du coût de la vie dans les sites touristiques et auprès des communautés rurales et indigènes, entraînant délinquance et prostitution chez les plus pauvres. Enfin, selon les réglementations et le niveau de corruption, les retombées économiques locales peuvent être très faibles.

- À l'inverse, le tourisme peut avoir des répercussions positives lorsqu'il participe à une stratégie globale visant à son encadrement et à la valorisation des ressources patrimoniales des pays récepteurs. Ainsi, le tourisme, par ses retombées économiques directes, peut participer efficacement à la lutte contre la pauvreté et contribuer à la création d'emplois pour les populations locales, en constituant notamment un débouché pour l'artisanat et le commerce local. Le tourisme peut également contribuer à la protection des espaces naturels et des sites historiques, ainsi qu'à la valorisation des richesses patrimoniales et culturelles locales. Il peut, de plus, favoriser la formation des jeunes pour pourvoir les emplois dont il a besoin localement, pousser à la réalisation d'infrastructures et d'équipements pouvant bénéficier aux populations autochtones (routes, aéroports, stations d'épuration, réseaux de distribution d'eau et d'énergie), et donc contribuer à l'élévation du niveau de vie des populations concernées.

Mais les choses évoluent et des changements se produisent au plus haut niveau de la gouvernance mondiale, telles les conclusions de la conférence de RIO+20 qui, dans les points 130 et 131 de son document final², a inspiré de nouvelles réflexions sur la durabilité de l'économie et sur le rôle que le tourisme durable peut jouer comme instrument d'une croissance verte. Il s'agit là d'une prise de conscience de l'impact que le tourisme peut avoir sur les modes de croissance des économies nationales.

Les nouvelles formes de tourisme au cœur de la dynamique du développement durable

De nouvelles formes de tourisme se sont développées depuis de nombreuses années, visant à promouvoir un type de tourisme vertueux, au bénéfice des populations locales. Les concepts de tourisme solidaire, tourisme responsable, tourisme équitable, tourisme communautaire ont ainsi été développés par des opérateurs spécialisés, pour des consommateurs attentifs à la manière dont ils pratiquent leur tourisme et en visant une répartition plus équitable des recettes générées par le tourisme en faveur des populations locales.

Ces diverses formes de tourisme vertueux constituent cependant des segments de l'offre touristique s'adressant à des catégories de consommateurs ayant fait la démarche de consommer de manière durable.

2. Résolution 66/288, «L'avenir que nous voulons», adoptée par l'Assemblée générale, 123^e séance plénière, 27 juillet 2012, A/RES/66/288.

Le tourisme durable, lui, participe d'une autre approche. Il ne se veut pas un segment isolé, mais se conçoit comme un principe de développement durable applicable à tous les types d'activités touristiques, agissant sur les comportements des consommateurs et des producteurs du secteur, et supposant une évolution de ceux-ci motivée par une culture du changement. Il constitue alors un outil d'intégration de «l'économie verte» dans la production et la consommation durable des produits touristiques. Au final, il correspond à une prise de conscience collective de la nécessité de produire et consommer durablement dans toute la chaîne de l'offre et de la demande.

Le tourisme durable ne peut s'inscrire que dans une stratégie de long terme, impliquant la prise en compte des évolutions nécessaires tant dans ses processus de production que dans les modes de consommation à tous les niveaux décisionnaires : gouvernements nationaux et régionaux, responsables locaux, population locale, etc.

Il a besoin de développer des méthodologies et des outils d'évaluation de ses retombées économiques, sociales et environnementales sur les territoires.

L'analyse de ces évolutions implique de se placer non dans une perspective de court terme, mais plutôt de moyen et long terme, qui correspondent davantage au temps nécessaire au changement des comportements des futures générations de touristes, ainsi qu'aux évolutions dans les modes de production des professionnels du tourisme.

Le Partenariat Mondial pour un Tourisme Durable

C'est pour soutenir et accélérer ces évolutions qu'a été institué en 2010 le Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable (PMTD), sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), initialement sous présidence de la France – qui en a transmis la présidence au Maroc lors de la conférence annuelle qui s'est tenue à Bonn fin mars 2013 –, avec un secrétariat assuré par le PNUE en lien avec l'OMT.

Les objectifs poursuivis par le PMTD visent à transformer la manière dont les activités touristiques se réalisent à travers le monde en soutenant des politiques claires, des projets exemplaires et en favorisant le partage des connaissances et de l'expérience. Il privilégie les projets répondant à des domaines d'actions thématiques significatifs d'un développement touristique durable : la promotion de cadres stratégiques et d'une gouvernance efficaces, la participation à la lutte

contre le réchauffement climatique, la promotion du tourisme durable comme outil de réduction de la pauvreté, la préservation du patrimoine naturel et culturel, la protection de l'environnement et de la biodiversité, l'aide au secteur privé à adopter des pratiques de gestion durable, l'intégration de la durabilité dans les financements et les investissements.

Un numéro spécial de LEF consacré au tourisme durable

L'initiative de la revue *Liaison Énergie-Francophonie* de publier une série d'articles consacrés à des expériences ou à des politiques en cours dans les diverses régions de la francophonie, participe à cette initiative de vouloir faire progresser les comportements en faveur d'une forme de tourisme plus compatible avec les priorités du développement durable.

Certes dans ce numéro ne sont pas traités les aspects touchant aux comportements de consommation touristique, car ce n'était pas l'objet de la feuille de route adressée aux auteurs.

Mais le lecteur y trouvera des articles portant, pour certains sur des stratégies nationales mises en place par des gouvernements soucieux de protéger leurs ressources tout en les valorisant, d'autres abordant des questions de méthode ou sur des outils d'évaluation indispensables pour réussir des actions en faveur d'un tourisme durable, d'autres encore mettent en avant les innovations qui ont cours auprès des producteurs pour mieux intégrer les problématiques du développement durable dans le processus de production touristique. Enfin, un certain nombre d'articles présentent des projets locaux de développement en faveur des populations résidentes en s'appuyant sur leurs richesses patrimoniales tant culturelles que naturelles et en soulignant les conditions de leur faisabilité.

La richesse des cas présentés laisse entrevoir que dès à présent, le tourisme durable n'est plus une aspiration à être une activité vertueuse en matière de développement, mais qu'il est en train de devenir une réalité, même si le chemin est encore long pour qu'il soit le mode normal de production et de consommation touristique.

En cela, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, en consacrant ce numéro spécial de la revue *Liaison Énergie-Francophonie* au tourisme durable y contribue efficacement.

Que l'équipe de la revue qui s'est largement investie dans sa préparation ainsi que tous les auteurs qui ont bien voulu apporter le témoignage de leur expérience en soient remerciés. 

Réflexion pour un tourisme durable inclusif dans l'espace francophone



Faouzia ABDOLHALIK
et E. Lionelle NGO-SAMNICK

Spécialiste de programme à l'IFDD, Faouzia ABDOLHALIK est chargée du projet Maîtrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement (MOGED). D'abord titulaire d'une maîtrise en sciences de l'environnement et chimie analytique de l'Université de Provence Aix-Marseille I, elle poursuit sa formation universitaire en droit international de l'environnement à l'Université de Limoges.

Spécialiste de programme au BRAC-OIF, E. Lionelle NGO-SAMNICK est en charge du suivi de la mise en œuvre des projets de développement durable et solidaire en Afrique centrale et dans l'océan Indien. Ingénieur agro-socio-économiste (Université de Dschang – Cameroun), elle est également titulaire d'un Master II en sciences humaines et sociales (Spécialité – information et communication) de l'Université de Paris X.

Le tourisme, en plein essor, est reconnu comme l'une des plus grandes industries au monde, offrant un extraordinaire potentiel aux pays développés tout comme aux pays en développement en termes de recettes en devises, de sources de revenus et d'emplois.

Le tourisme est aussi un important promoteur de sensibilisation, de soutien et de revenus pour le patrimoine naturel et culturel. Il peut également être un outil très précieux pour le développement durable inclusif, y compris dans les zones rurales des pays en développement, où très peu de perspectives économiques s'offrent à des populations majoritairement pauvres.

La progression rapide du tourisme ouvre de grandes opportunités mais suscite également de grands défis. Il convient en effet de gérer cette progression de manière durable en respectant la capacité de charge des écosystèmes. On estime par exemple que ce secteur représente 5% du total des émissions de gaz à effet de serre, essentiellement en raison des transports et du logement. Il est également un grand consommateur d'eau et d'énergie et a été à l'origine de la disparition d'habitats naturels et des espèces qui y vivaient, notamment dans les régions côtières sensibles. La pression exercée sur ces habitats et les conditions de travail difficiles dans le secteur peuvent, d'une part, affecter de manière préjudiciable le bien-être des populations locales et, d'autre part, alourdir l'empreinte écologique.

L'industrie touristique dépend fortement de la qualité du milieu naturel et des destinations, car les touristes privilégient les lieux qui offrent un intérêt esthétique ou culturel. Si elle n'est pas gérée de manière appropriée, elle peut porter atteinte aux ressources qui garantissent même son succès et sa durabilité.

C'est ainsi qu'une bonne politique touristique doit nécessairement intégrer une approche de développement durable et de réduction de la pauvreté. Elle doit également démontrer un engagement de tous les acteurs, des gouvernements nationaux et locaux aux consommateurs, en passant par les opérateurs privés et organisations de la société civile, vis-à-vis d'objectifs communs de gestion intégrée des activités touristiques.

Le tourisme durable s'applique à toutes les formes de tourisme, dans tous les types de destinations, y compris au tourisme de masse et aux divers créneaux du tourisme de niche. Les principes de durabilité concernent les aspects environnementaux, économiques et socioculturels du développement touristique. Pour garantir sur le long terme la durabilité de ce dernier, un bon équilibre entre ces trois aspects doit être trouvé. Le tourisme peut donc aussi contribuer au redressement économique mondial en suivant une stratégie de neutralité climatique, en innovant dans l'emploi d'énergies plus propres et en utilisant plus efficacement les ressources.

faouzia.abdoulhalik@francophonie.org
lionelle.ngo-samnack@francophonie.org

Entretien d'une relation spécifique avec l'environnement et les communautés locales, le tourisme doit être planifié pour que ses impacts négatifs soient minimisés et ses retombées positives maximisées en vue de soutenir la richesse locale, la biodiversité et le patrimoine culturel. Promouvoir un tourisme durable suppose une approche à trois dimensions, qui se complètent et se renforcent : la valorisation du patrimoine naturel et culturel, la conservation et l'utilisation rationnelle de la nature et l'implication de tous les acteurs, en particulier des populations locales.

Dans la perspective d'encourager cette forme de tourisme dans l'espace francophone, le numéro 95 de la revue *Liaison-Énergie Francophonie* s'est donné pour objectif de présenter des politiques et des stratégies modèles en termes de conservation et utilisation rationnelle des ressources naturelles, de valorisation du patrimoine naturel et culturel et, enfin, en termes de respect de l'authenticité socioculturelle et des valeurs traditionnelles des communautés d'accueil ainsi que du partage équitable des avantages économiques avec ces communautés.

Ce numéro se fixe également comme objectif de valoriser les programmes de renforcement des capacités, notamment à travers la formation et la mutualisation des connaissances et expériences, les mécanismes financiers disponibles dans le secteur et l'approche participative. Les articles de ce numéro nous présentent plusieurs expériences devant permettre aux praticiens du secteur d'identifier les pièges et les écueils dans la mise en place d'une démarche de tourisme durable équitable et solidaire.

À l'échelle de l'espace francophone, quels seraient les partenariats réussis et les modèles touristiques viables sur le long terme offrant à toutes les parties prenantes

des bénéfices équitablement répartis, notamment des emplois décents, des services sociaux et communautaires? Le présent numéro tente d'examiner les expériences des grandes régions francophones pour répondre à cette question.

Les témoignages présentés ici abordent différents aspects du tourisme durable :

- la planification du tourisme sous forme de politiques ou de stratégies sectorielles, ou sous forme intégrée dans un programme global d'économie verte ;
- l'environnement naturel et ses composantes, sa contribution dans l'organisation du secteur et les impacts du secteur sur le milieu ;
- le patrimoine culturel et naturel, son apport au tourisme et sa préservation ;
- la responsabilité sociétale des organisations et la réduction de la pauvreté, à travers des actions de développement local et de création d'emplois verts.

Les expériences existantes démontrent que le tourisme durable offre de très bons atouts pour une économie verte dans une perspective de développement durable. Les pronostics laissent présager une augmentation des touristes internationaux. Pour que chaque pays ou chaque région s'approprie une part de cette demande, il doit s'assurer de certaines conditions de planification, d'investissements, de capacités humaines et de préservation du capital naturel.

Ce numéro devrait susciter l'intérêt du lecteur, alimenter la réflexion sur les modèles, les pratiques et les innovations dans le secteur touristique et, enfin, créer des ponts entre les experts de cette industrie et tous les acteurs désireux d'expérimenter une démarche de tourisme durable. 🌻

Château Tamberma au Togo

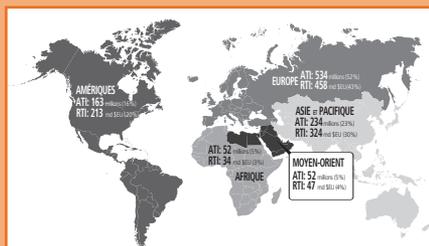


Photo : Emilienne Kougnakou

TOURISME: Le tour du monde, les pieds sur terre

LE TOURISME DANS LE MONDE

En tête des destinations, l'Europe se démarque très nettement. Elle a accueilli l'an passé 51,6 % des voyageurs, suivie par l'Asie et le Pacifique. http://dtxtg4w60xqpw.cloudfront.net/sites/all/files/pdf/unwto_highlights13_fr_lr_0.pdf



↓ Le tourisme international en 2012 – tendances clés et perspectives. OMT-2013 http://dtxtg4w60xqpw.cloudfront.net/sites/all/files/pdf/unwto_highlights13_fr_lr_0.pdf

Le tourisme est responsable de

→ 5%

des émissions mondiales de CO₂

TOURISME DURABLE

Le tourisme durable est un mode de développement de l'industrie touristique qui préserve les ressources locales, améliore les conditions des habitants et l'intégrité culturelle du pays. Cette approche transversale s'applique à tous les types d'activités, d'opérations ou d'entreprises. Elle inclut notamment l'écotourisme, qui repose sur la découverte de la nature et des modes de vie des communautés locales et contribue de manière directe à la conservation de la nature. www.tourisme-durable.net



AUX CARAÏBES, LES BATEAUX DE CROISIÈRE REJETENT PLUS DE 70 000 TONNES DE DÉCHETS CHAQUE ANNÉE.

20% DES RÉCIFS DE CORAIL DU MONDE ONT ÉTÉ DÉTRUITS ET NE MONTRENT AUCUNE PERSPECTIVE IMMÉDIATE DE RÉTABLISSEMENT.

Source : <http://www.globalissues.org/article/173/coral-reefs>



↓ Près des trois quart des côtes méditerranéennes entre l'Espagne et la Sicile ont été défigurées par des complexes hôteliers.

Le tourisme dans le monde : chiffres clés

- 9% du PIB - impact direct, indirect et induit
- 1 emploi sur 11
- 1.300 milliards de dollars EU en exportations
- 6% des exportations mondiales
- de 25 millions de touristes internationaux en 1990 à 1.035 millions en 2012
- de 5 à 6 milliards de touristes internes
- 1,8 milliard de touristes internationaux prévus en 2030

http://dtxtg4w60xqpw.cloudfront.net/sites/all/files/pdf/unwto_highlights13_fr_lr_0.pdf



↓ Les objets-souvenirs réalisés à partir d'espèces protégées menacent la biodiversité.

QUELQUES IDÉES DE MISE EN ŒUVRE

Pour les particuliers :

- sélectionner les prestations en tenant compte de leur impact sur l'environnement, la société et l'économie locale (tour-opérateurs et hôtels labellisés, structures engagées sur la protection du site...) → se renseigner, avant de partir, sur les coutumes locales et les respecter → rapporter ses déchets dans des lieux où l'on est sûr qu'ils seront recyclés et préférer les piles rechargeables → utiliser eau et électricité avec modération → favoriser les entreprises et produits locaux (guides, souvenirs issus de l'artisanat...) → ne pas collecter ni emporter de souvenirs élaborés à partir d'espèces protégées



Pour les entreprises :

- organiser des voyages d'entreprise qui respectent les règles du tourisme durable → impliquer le comité d'entreprise, proposer un catalogue d'activités éthiques pour les adultes et les enfants → faire participer le personnel à des chantiers écotouristiques organisés par des ong

Pour les collectivités :

- favoriser le développement du tourisme durable par la formation des acteurs, la mise en place d'agendas 21 ou de politiques appropriées → faciliter l'installation de structures touristiques durables par la mise en place d'aides techniques et financières → gérer l'accès aux sites touristiques (bus, pistes cyclables) et améliorer les plans de circulation → mettre en place des jumelages de villes, ainsi que des échanges culturels et scolaires



Extrait du site du PNUE

<http://www.unep.fr/shared/publications/other/DT1x0531xPA/tourisme.pdf>, mise à jour par, Helena Rey de Assis et Catalina Etcheverry (PNUE)

Des normes pour un tourisme durable en Afrique

Mémoire des membres du RNF et de l'ORAN/ARSO

Les recommandations de ce mémoire sont issues du rapport du forum « Normes pour l'Afrique » tenu les 19 et 20 février 2013 à Yaoundé par le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF) et deux partenaires camerounais : l'Organisme national de Normalisation (ANOR) et l'Association des communicants sur la normalisation (COMNOR). Le premier des sept éléments stratégiques et opérationnels contenus dans le mémoire se lit comme suit : « Respecter les principes du tourisme durable, à savoir : les conventions et normes internationales sur le développement durable, la protection de l'environnement et la responsabilité sociétale des entreprises... ».

Le mémoire a été signé le 5 juin dernier par les dirigeants des organismes membres du RNF et de l'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN – ou ARSO). Ce document vise surtout à constituer un éventail de normes de référence de niveau international. Les signataires souhaitent en outre qu'il soit associé directement à un renforcement parallèle des enseignements et formations adressées aux cadres et personnels du tourisme. Il devra faire aussi l'objet d'une large communication pour sensibiliser tout particulièrement les populations locales des zones touristiques.



Le RNF a été fondé en 2007 par le BNQ (Bureau de normalisation du Québec) et l'AFNOR (Association française de normalisation). Le RNF comprend 60 organismes de normalisation, associations de promotion de la normalisation, qualité, métrologie, laboratoires et organismes d'enseignement dans 27 pays de la Francophonie – son secrétariat est à Québec.



L'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN) ou en langue anglaise «African organisation for standardisation» (ARSO), elle a été fondée en 1977 et comprend 34 organismes nationaux de normalisation du continent africain. Son siège est à Nairobi.

Pour trouver le Mémoire Des normes pour un tourisme durable en Afrique, veuillez consulter le moteur de recherche du site Normes & Qualité :

http://www.normes-qualite.com/index.php/component/docman/search_result?Itemid

Habitations sur pilotis au Bénin



Photo: Julien Gérard

Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable

De nouvelles perspectives et une continuité dans l'action



ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DU TOURISME

Direction de la Réglementation
du Développement et de la Qualité



THE GLOBAL PARTNERSHIP FOR
SUSTAINABLE TOURISM

Le Maroc a été élu le 26 mars 2013 à Bonn, en Allemagne, à la présidence du Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable (PMDT). Cette distinction témoigne d'une reconnaissance des efforts déployés par le Maroc dans le domaine de la promotion du tourisme durable, pilier fondamental de la stratégie touristique marocaine (Vision 2020).

Le mandat du Maroc (2013-2015) à la tête du PMDT s'inscrit sous le signe de l'action. Ainsi, les deux prochaines années d'activités du Partenariat seront consacrées à l'opérationnalisation des procédures et des outils de travail, développés de manière collaborative par les membres du PMDT entre 2011 et 2013.

Ainsi, pour aller davantage vers l'action d'accompagnement et pouvoir communiquer par le succès, le Partenariat devrait être en mesure, à présent, d'apporter l'appui et le soutien nécessaires aux projets touristiques remplissant des prérequis de durabilité, conformément aux critères développés et testés par le PMDT en 2012. Ces projets pourront servir de portes étendards de la durabilité et inspirer d'autres acteurs du tourisme en montrant l'exemple.

En effet, plateforme internationale d'échange et de partage de bonnes pratiques, le PMDT a pour vocation principale la mise en relation des parties prenantes du tourisme au niveau mondial et de mettre à la disposition de ses membres un réseau international de bailleurs de fonds et d'organismes de développement, à même d'apporter un appui technique et financier pour la mise en place des principes du développement durable.

Par ailleurs, le PMDT aspire à développer davantage le volet sensibilisation et renforcement des capacités des opérateurs du tourisme. À cet effet, il participera et organisera des rencontres professionnelles (séminaires, ateliers, conférences, symposium) en vue, d'une part de diffuser les retours d'expériences, les outils et les bonnes pratiques de tourisme durable, et d'autre part, d'étoffer continuellement son portefeuille de membres et de partenaires.

Enfin, le Partenariat ambitionne d'accueillir en son sein davantage de pays pour pouvoir agir en amont, en sensibilisant les représentants gouvernementaux à l'enjeu de durabilité pour l'intégrer dans les diverses stratégies et orientations de développement du tourisme dans le monde.

<http://www.tourisme.gov.ma/>
<http://www.globalsustainabletourism.com/>

Le Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable

Le Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable est inscrit comme « **un Partenariat des Nations Unies de type II sur le développement durable** ». C'est une initiative volontaire multipartite visant à encourager les parties prenantes du tourisme à mettre conjointement en œuvre des projets modèles. Développé sur la base des réalisations du réseau de membres du Groupe de Travail International sur le Développement du Tourisme Durable (GTI-DTD), il a été décidé en 2009 de poursuivre l'action de ce groupe de travail au travers un Partenariat onusien afin de se doter d'une structure pérenne à même de lui conférer une meilleure visibilité et des moyens plus importants. Cette structure a pour vocation d'intégrer les principes de durabilité dans les stratégies du tourisme, en intégrant ces principes au niveau de toute la chaîne de valeurs et du cycle de vie du produit touristique lui-même.

Le PMDT est composé de pays (représentants gouvernementaux), d'organisations internationales de coopération et de développement, de représentants du secteur privé (associations et fédérations), et d'ONG.

Le Partenariat agit de manière structurée autour de sept domaines d'action : la promotion des systèmes de gouvernance efficaces, l'encouragement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, la durabilité environnementale, la promotion du tourisme comme outil de réduction de la pauvreté, l'encouragement de la promotion du patrimoine culturel et naturel, l'inscription de la durabilité dans les financements des investissements et enfin, la promotion des bonnes pratiques de gestion durable dans le secteur privé. 🌸

Mausolée Mohammed V au Maroc



Photo : Ivaylon Nikolov

L'innovation verte dans les services touristiques

Cet article est un résumé d'une étude de l'OCDE sur le tourisme

Le tourisme et l'économie verte

La publication de l'OCDE vers une croissance verte précise que la croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. À cette fin, il convient de stimuler l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques.

Une économie verte peut se définir comme une économie sobre en carbone, efficiente en ressources et intégratrice socialement. Dans une économie verte, la progression des revenus et de l'emploi doit être animée par des investissements qui réduisent les émissions de carbone et la pollution, renforcent l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources, et évitent la perte de biodiversité et de services écosystémiques.

Le tourisme est l'un des moteurs de la croissance les plus prometteurs pour l'économie mondiale, et il est un guide clé des tendances qui définiront le passage à une économie verte. Grâce à son caractère transversal et aux liens étroits qu'entretient le tourisme avec de nombreux secteurs dans les destinations et au niveau international, des avancées même ténues vers la durabilité peuvent avoir des répercussions importantes sur le passage à une croissance économique plus durable, plus propre et sobre en carbone.

À l'instar de nombreux autres secteurs, le tourisme est confronté à une myriade d'enjeux significatifs concernant le développement durable. Toutefois, la reconnaissance croissante de la nécessité et de l'intérêt de préserver le patrimoine naturel, social et culturel incite de plus en plus les secteurs privé et public à investir pour rendre le tourisme plus durable.

L'innovation – en particulier verte – a un rôle fondamental à jouer pour améliorer la durabilité et maximiser les apports potentiels du tourisme d'un point de vue environnemental, social et culturel, dans la transition vers une économie verte. En adoptant et en encourageant le développement de technologies et de procédés innovants, les entreprises peuvent améliorer l'efficacité de la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets, tout en protégeant la biodiversité et en créant les conditions de la croissance et du développement durable des milieux locaux.



Alain DUPEYRAS

En tant que responsable du tourisme à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Alain Dupeyras conduit, avec le soutien des gouvernements, les travaux du Comité du tourisme. Le Comité du tourisme de l'OCDE aide les pays membres et partenaires à développer des politiques qui répondent aux principaux défis auxquels l'industrie doit faire face (innovation verte, emplois de qualité, compétitivité, facilitation des voyages), à promouvoir une approche gouvernementale intégrée, à améliorer la mesure et l'analyse de l'économie du tourisme et encourage la coopération internationale dans le domaine du tourisme. Avant de rejoindre l'OCDE, M. Dupeyras était en charge de projets d'études pour des investissements dans le domaine du tourisme et des loisirs à l'OSEO en France. Il est diplômé de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne en économie du tourisme, de l'Université du Maine en sciences économiques et de l'école hôtelière Jean Drouant en gestion des entreprises.

 alain.dupeyras@oecd.org

Le contexte de l'intervention des pouvoirs publics en faveur de l'innovation verte dans le tourisme

Définie comme l'introduction de produits, procédés ou méthodes entièrement nouveaux ou représentant une amélioration significative, l'innovation recouvre un large éventail d'activités qui peuvent être nouvelles pour l'entreprise, le marché ou le monde. Elle recouvre par conséquent tout autant l'adoption réussie d'un procédé ou d'une méthode mise au point par d'autres entreprises ou organismes que le lancement d'un tout nouveau produit sur le marché.

L'innovation verte est un concept quelque peu difficile à cerner, mais que l'on reconnaît à son impact bénéfique sur l'environnement. Elle peut être définie comme l'innovation ayant pour effet de diminuer l'impact environnemental ou d'optimiser l'utilisation des ressources pendant toute la durée du cycle de vie des activités concernées.

Il est essentiel que les pouvoirs publics interviennent pour configurer l'« environnement » de la croissance verte. Toutefois, comme pour l'innovation en général, il semble qu'il n'y ait pas de recette unique pour animer l'innovation verte. Il existe au contraire une diversité d'approches possibles en fonction du contexte, sachant toutefois qu'une gouvernance efficace est centrale pour le processus.

La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation dégage cinq principes susceptibles d'aider les pouvoirs publics à utiliser l'innovation (y compris l'innovation verte) pour dynamiser la performance économique, relever les défis de société et améliorer le bien-être : i) donner aux gens la capacité d'innover ; ii) libérer l'innovation ; iii) créer des connaissances et les appliquer ; iv) mettre en œuvre l'innovation pour relever les défis mondiaux et sociaux ; et v) améliorer la gouvernance et l'évaluation des politiques en faveur de l'innovation.

De façon générale, le processus d'innovation ne s'inscrit pas dans le quotidien des entreprises de tourisme, et dans la mesure où l'on n'attend généralement pas de celles-ci des innovations fondamentales, les innovations y prennent souvent la forme de petites avancées ou de progrès par paliers. Cependant, la concurrence étant plus vive sur le marché mondial, les innovations de « procédés » (comme l'introduction de systèmes de gestion environnementale et de nouveaux modèles

d'entreprise, et l'évolution des méthodes de commercialisation ou d'organisation) revêtent une importance croissante pour réduire les coûts des opérateurs du secteur du tourisme, en particulier ceux des économies développées, entraînant améliorations de la qualité, baisses des prix et hausses de la rentabilité.

Compte tenu du rôle de plus en plus central de l'innovation dans l'atteinte d'un large éventail d'objectifs environnementaux, économiques et sociaux (y compris un développement plus durable), il est nécessaire d'adopter une approche gouvernementale intégrée, plus stratégique, associant une coordination horizontale et verticale, et une meilleure intégration de politiques multiples (transports, énergie, environnement, etc.).

Les résultats de l'enquête réalisée par l'OCDE auprès des pays sur l'innovation verte dans le tourisme soulignent l'importance d'une approche coordonnée de la promotion de cette thématique. Plus de la moitié des pays interrogés identifient des initiatives en faveur de l'innovation verte, pertinentes pour les entreprises de tourisme et accessibles par elles, logées dans au moins trois secteurs de gouvernement. Ces témoignages démontrent clairement la nécessité d'une approche coordonnée et gouvernementale intégrée afin de maximiser les synergies et de diminuer les redondances dans les aides accessibles aux entreprises de tourisme.

Voici quelques exemples des approches diverses adoptées par les pays pour promouvoir « une amélioration de la performance environnementale ou du développement durable » qui encouragent également des pratiques innovantes dans le secteur du tourisme :

- élaboration de stratégies et définition d'objectifs pour améliorer la performance environnementale ;
- adoption d'initiatives pour renforcer la capacité des organismes et entreprises de tourisme à améliorer la performance environnementale et le développement durable à travers l'innovation ;
- mise en place de groupes consultatifs pour soutenir la croissance verte.

L'innovation verte dans les modèles d'entreprise du tourisme

L'objectif consistant à renforcer la durabilité environnementale crée à la fois des défis et de nouveaux débouchés pour les entreprises virtuellement dans

tous les secteurs. Ces opportunités et défis concernent toutefois fréquemment le secteur du tourisme de façon plus immédiate, car son attrait dépend souvent directement de l'environnement naturel. L'une de ces opportunités est l'adoption d'une approche plus stratégique des modèles d'entreprise, et notamment de l'innovation verte dans ces modèles.

De façon générale, les modèles d'entreprise privilégient une démarche systémique ou globale explicitant le fonctionnement de l'entreprise. Ils cherchent à expliquer à la fois la création de valeur et l'appropriation de valeur, et la façon dont les entreprises parviennent à se différencier de la concurrence.

Les modèles d'entreprise peuvent engendrer indirectement des bienfaits pour l'environnement. Ils sont associés à l'efficacité de ressources et à l'efficacité énergétique, et à l'emploi de technologies et de nouveaux produits plus performants sur le plan environnemental. Une application plus répandue de l'innovation verte dans les modèles d'entreprise peut aussi avoir des impacts sociétaux (création d'emplois ou amélioration de la qualité de vie, en particulier).

Le projet conjoint de l'OCDE et de Nordic Innovation¹ sur l'innovation verte dans les modèles d'entreprise (BMI) exploite le cadre de l'outil « radar de l'innovation »² avec un radar de l'innovation verte³ (comprenant enquête et ateliers) appliqué à un total de 28 entreprises de tourisme participantes, issues des pays suivants : Autriche, Corée, Danemark, Finlande, Islande, Mexique, Norvège, Portugal, Russie et Suède.

Le projet a pour objectif de guider les entreprises de tourisme dans la pratique de l'« innovation verte dans les modèles d'entreprise » et de mettre en œuvre les changements nécessaires pour le passage à une innovation verte plus stratégique. L'analyse des résultats indique que seulement 15 % des entreprises participantes sont dotées d'une démarche stratégique ou ciblée d'innovation dans leur modèle d'entreprise (contre un taux d'environ 20 % au terme d'une étude portant sur des entreprises de divers secteurs), et que 7 % seulement disposent d'une stratégie d'innovation verte.

Les résultats indiquent également qu'une fois que les entreprises se lancent dans une démarche d'innovation verte dans leur modèle d'entreprise, les opportunités d'innovations de « partenariat » augmentent considérablement. Les commentaires d'un grand nombre d'entreprises participant au projet indiquent que, de façon générale, les clients ne sont pas encore prêts à payer davantage pour bénéficier de produits et de services écologiques. Beaucoup de multinationales demandent cependant de plus en plus des preuves de la mise en œuvre d'une politique verte pour leurs salons ou événements importants. On peut par conséquent en conclure qu'aujourd'hui, les entreprises pourraient plus facilement exploiter avec profit des offres écologiques ciblant les entreprises, et que ce marché sera plus prompt que celui des particuliers à mettre en œuvre l'innovation verte dans les modèles d'entreprise.

Moteurs et obstacles de l'innovation verte dans le tourisme

Les conditions propices à l'innovation verte sont, pour la plupart, les mêmes que celles qui favorisent l'innovation en général. Les moteurs et obstacles fondamentaux sont similaires, et l'innovation verte prospère dans un environnement favorable à l'innovation en général.

Parmi les moteurs communs à tous les secteurs, on peut citer un environnement favorable à l'innovation en général, le cadre de la politique de l'environnement et l'existence de signaux clairs et stables adressés aux marchés, ou d'instruments gérant les externalités associées aux enjeux environnementaux. Ces signaux renforcent, pour les entreprises, les incitations à adopter et développer des innovations vertes, et montrent l'engagement des pouvoirs publics en faveur d'une croissance plus verte.

Parmi les principaux moteurs soutenant les décisions d'investissement dans le tourisme durable figurent : l'évolution de la demande des consommateurs ; les mesures que prennent les entreprises pour diminuer

1. Le rapport final de Nordic Innovation (2012) s'intitule « Green business model innovation in the tourism and experience economy » ; il est disponible à l'adresse suivante : <http://www.nordicinnovation.org/Publications>.

2. M. Sawhney, R. C. Wolcott et I. Arroniz – J. Chen & M. Sawhney, sloanreview.mit.edu & hbr.org & Kellogg School of Management, 1er avril 2006 & 2010.

3. Les déclinaisons vertes de l'enquête et du profil du radar de l'innovation ont été élaborées en 2011 à titre d'expérience pilote par Jiyao Chen (Oregon State University) pour ce projet conjoint de l'OCDE et de Nordic Innovation.

leurs charges d'exploitation et renforcer leur compétitivité; la cohérence des réglementations et politiques pour la protection de l'environnement; les progrès de la technologie; les efforts privés en faveur de la responsabilité sociale et environnementale et de la préservation des ressources naturelles. La méconnaissance de la valeur créée par le verdissement du tourisme constitue toutefois un obstacle transversal.

En réponse à l'enquête sur l'innovation verte dans le tourisme, les pays recensent particulièrement, parmi les moteurs, une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et des demandes des consommateurs, et mentionnent le plus souvent comme obstacles le manque d'informations et le coût perçu ou potentiel des investissements pour les entreprises.

Du point de vue des acteurs du secteur, les résultats du projet BMI sont généralement conformes aux réponses des pays à l'enquête; toutefois, et peut-être sans surprise, les priorités concernent davantage les implications financières probables de la mise en œuvre d'initiatives d'innovation verte. Par exemple, le moteur le plus souvent mentionné par les chefs d'entreprise est l'économie de coûts résultant des innovations de procédé, suivie de l'état de nécessité qu'engendre la rareté des ressources naturelles, puis de la détermination et de la motivation générales qu'affichent les fondateurs de l'entreprise pour un modèle écologique. De la même façon, les obstacles les plus cités sont le financement (l'argent) pour mettre en œuvre les changements, la réticence des clients à payer plus cher les services verts, et la rareté ou l'inadéquation des mécanismes de soutien des pouvoirs publics.

Les résultats de l'enquête auprès des pays font apparaître une légère incohérence entre la perception qu'ont les pouvoirs publics de la demande des consommateurs comme moteur de l'innovation verte dans le tourisme et la perception qu'en a le secteur (telle qu'exprimée par les entreprises ayant participé au projet BMI), à savoir que les clients sont généralement réticents à payer un surcoût pour disposer de produits ou de services écologiques. Cette divergence et l'identification d'autres obstacles liés aux informations lacunaires des entreprises (et des consommateurs) et au coût perçu des investissements pour les PME permettent de penser que les pouvoirs publics pourraient peut-être jouer un rôle important en informant davantage le grand public et les entreprises de tourisme des gains financiers et environnementaux qu'ils peuvent engranger en adoptant et en soutenant l'innovation verte.

Orientations pour l'action publique

L'éventail des mesures nécessaires pour soutenir et promouvoir l'innovation en général, et plus spécifiquement l'innovation verte, dépend de nombreux facteurs, y compris du fait que les performances de l'innovation et les caractéristiques des entreprises diffèrent au sein des secteurs et d'un pays à l'autre.

Une approche universelle ne convient donc pas. Une démarche de stimulation de l'innovation plus stratégique faciliterait l'atteinte des objectifs centraux de la politique publique.

Les travaux précédents réalisés par l'OCDE et d'autres organisations internationales, les résultats de l'enquête adressée aux pays sur l'innovation verte dans le tourisme et les conclusions du projet BMI ont permis d'identifier les domaines d'intervention potentiels suivants pour améliorer la diffusion, renforcer les marchés et modifier les attitudes des consommateurs vis-à-vis l'innovation verte dans le secteur du tourisme :

- Une approche plus stratégique de la promotion de l'innovation et d'un environnement plus propre et plus durable nécessite une coordination horizontale et verticale des dispositifs et une intégration plus étroite des diverses politiques (transports, énergie, environnement, etc.), ce qui est particulièrement important pour le tourisme, compte tenu de sa nature transversale.
- Il est essentiel, pour promouvoir l'innovation verte, d'améliorer dans son ensemble l'environnement des entreprises en matière d'innovation et de mettre en œuvre une stratégie globale de promotion de l'innovation.
- Des signaux stables et à long terme, adressés aux marchés en se fondant sur la prise en compte du coût des externalités environnementales, sont la base d'une stratégie puissante et globale pour la croissance verte et l'innovation verte.
- Des politiques de la demande bien conçues, pour par exemple la passation des marchés publics, les normes et la réglementation, peuvent contribuer à soutenir le développement de marchés pour l'innovation verte, en particulier dans les domaines où les signaux de prix sont inefficaces.
- Les politiques en faveur de l'innovation verte profiteront d'une évaluation et d'un suivi permanents visant à améliorer leur efficacité et leur efficience

sur la durée. Il conviendra de peser toute modification issue de l'évaluation au regard des avantages d'une stabilité des politiques sur la durée.

- Les résultats de l'enquête auprès des pays indiquent que les pouvoirs publics pourraient jouer un rôle important en informant davantage le grand public et les entreprises de tourisme des gains financiers et environnementaux qu'ils peuvent engranger en adoptant et en soutenant l'innovation verte.
- De la même façon, plusieurs obstacles à l'innovation verte recensés par les pays et les entreprises participantes, comme le manque d'information, la réticence des consommateurs, les capacités du secteur, le coût des investissements, les contraintes budgétaires et l'accès aux financements font écho au rôle identifié de l'information et des incitations
- comme facteurs de succès, mettant en évidence des domaines potentiels d'intervention pour les pouvoirs publics.
- Les conclusions de l'enquête BMI montrent qu'une fois que les entreprises commencent à mettre activement en œuvre des initiatives d'innovation verte, les opportunités de développement de l'innovation de partenariat augmentent considérablement. En réponse, les pouvoirs publics pourraient élaborer des mesures visant à renforcer les compétences nécessaires aux entreprises pour développer des partenariats efficaces, ce qui les aiderait, à court terme, à monétiser plus efficacement les investissements verts et à consolider l'écosystème de l'innovation verte à tous les niveaux. 🌻

Tourisme durable, tourisme responsable !!!

L'envie de découvrir est innée et satisfait la curiosité de l'homme, il enseigne et lui ouvre l'esprit. L'on ne saurait faire la liste exhaustive de toutes les merveilles de la planète qui attire l'homme. Mais l'action de l'homme, si elle est ingrate impacte négativement notre écosystème : de petits gestes qui causent de grands ennuis. Par contre si ce tourisme est responsable il contribue à la vie de la planète, car il peut faire vivre plus de 12 % de la population du monde.

Le tourisme durable participe au développement des populations et des territoires d'accueils au Nord comme au Sud tout en contribuant aux enjeux du XXI^e siècle : lutte contre les changements climatiques, protection de la biodiversité et des milieux fragiles et lutte contre les atteintes aux droits humains.

Mais qu'est ce qui fait entorse au tourisme durable ? Le voyageur est bien entendu un acteur essentiel du développement durable du tourisme, d'une part par le choix de sa destination, de son tour opérateur le cas échéant, et des hébergements qu'il utilise pendant ses vacances, et d'autre part, en adoptant la bonne attitude vis-à-vis de ses hôtes et de la nature, bref, il tient compte des principes de développement durable. Mais son empreinte écologique est considérable, tel la destruction d'écosystèmes pour la construction de complexes, l'urbanisation sur des espaces naturels fragiles (Philippines, Côte Tunisienne, Côte d'Azur,

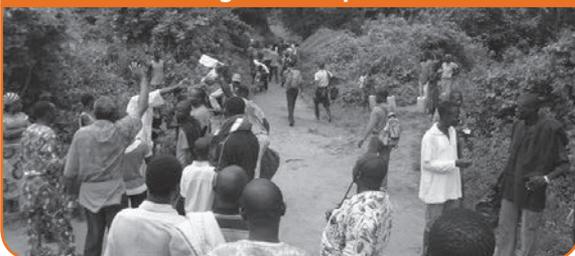
Cancun au Mexique, etc...), la pollution des espaces (bouteilles, plastiques, canette, emballage, etc.), des eaux..., la surconsommation d'eau parfois même au détriment de la population locale à cause de la consommation d'eau en chambre d'hôtel, des piscines, de l'arrosage des pelouses, des golfs, le dérangement de la faune et de la flore (écrasement ou prélèvement des herbes ou espèces rares, aliénation ou capture d'animaux, bruit).

En plus, 20 % des GES (Gaz à Effet de Serre) responsable du réchauffement de la planète proviennent des déplacements touristiques : en avion, nous créons 20 g/passager/km de GES, 18 g/passager/km contre 2 g/passager/km en TGV.

Nous n'allons pourtant pas cesser de voyager à travers notre belle planète, car si le tourisme est réalisé d'une manière responsable, tant au niveau du voyageur que de l'organisateur et du réceptif, il peut apporter de vrais bénéfices à l'homme et à sa terre. Parmi ces richesses nous mentionnons les échanges interculturels, partage, enrichissement, modes de vie, niveau de développement, liberté de penser ou d'agir, place des hommes, des femmes et des enfants, art culinaire, faune et flore, religions, traditions. Toujours, le tourisme durable peut dynamiser une région ou un lieu, être une alternative économique, apporter des revenus (aux commerces, à la communauté, aux pays...), faire revivre ou préserver des traditions ou des coutumes, donner confiance aux populations locales pour être autonomes à long terme et contribuer à la préservation de la nature par le biais d'un écotourisme volontaire et maîtrisé. JVE est dans cette logique et conduit d'ores et déjà une étude pour rendre la forêt classée d'Assimé (Préfecture de Kpélé) un lieu de tourisme Eco responsable.

Pour y arriver, les touristes sont tenus d'avoir des comportements éco responsables, qui protègent leur lieu d'accueil. Ainsi faisant la planète ne souffrira plus quand ses habitants s'offriront le bonheur de découvrir les merveilles et satisfaire leur désir.

Une équipe de JVE juste après une visite dans les montagnes de Kpélé



ONG JVE International, Lomé Togo
yvetogo@hotmail.com

Le modèle inclusif dans le secteur du tourisme



Guillaume CROMER

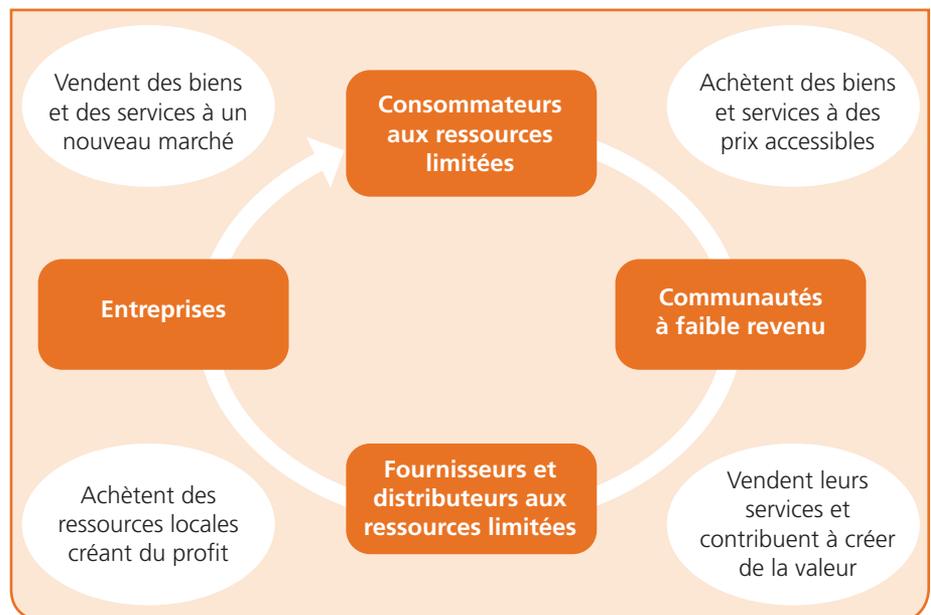
Guillaume CROMER est directeur-gérant d'ID-Tourism et consultant spécialisé en ingénierie touristique intégrant les principes de développement durable. Il a travaillé pour de nombreuses missions en France et à l'international pour accompagner des entreprises et territoires dans leur positionnement, dans leur stratégie et dans leur intégration du concept de développement durable.

Administrateur de la Coalition Internationale pour un Tourisme Responsable et du réseau national Acteurs du Tourisme Durable (ATD), il coordonne depuis 2007 la Journée Mondiale pour un Tourisme Responsable, un événement participatif organisé tous les 2 juin à Paris et aux quatre coins du monde. Il est également formateur en tourisme durable au sein de plusieurs écoles de commerce et autres universités en France.

Qu'est-ce qu'une entreprise inclusive ?

Le modèle « inclusif » (en anglais *Inclusive Business*) est un concept pouvant s'intégrer à des initiatives entrepreneuriales qui cherchent à construire des liens entre les entreprises et les communautés à faible revenu, liens qui se doivent d'être bénéfiques aux deux parties.

Aujourd'hui, près des 1/3 de la population mondiale vit en situation de pauvreté, avec un manque généralisé d'accès aux services de base. Par ailleurs, le secteur des entreprises est largement reconnu comme un acteur clé de lutte contre la pauvreté dans le monde. Le modèle inclusif permet donc d'intégrer ces communautés à faible revenu au sein même de la chaîne de valeur de l'entreprise tout en permettant à cette dernière de suivre son objectif de dégager des profits.



L'idée de ce cercle vertueux est de permettre aux communautés à faible revenu de développer leurs compétences au profit de produits et de services simples, facilement identifiables par les entreprises.

Ainsi, dans de nombreux secteurs d'activité, des modèles inclusifs ont déjà été développés. En agriculture, certains projets de commerce équitable s'appuyant sur les communautés locales à faible revenu ont permis de structurer les réseaux de petits producteurs et d'avoir ainsi un accès à l'exportation (par exemple, Max



Havelaar¹). Dans le même secteur, il est possible de créer des projets similaires avec des coopératives laitières au profit des petits producteurs, que ce soit dans les pays du Nord ou dans les pays du Sud (voir Candia – Oui aux petits producteurs²).

Il est également possible de le voir plus en aval avec la grande distribution qui se met à intégrer ce modèle, développant des contacts directs avec certains producteurs à faible revenu, limitant les intermédiaires et réduisant ainsi les coûts pour les consommateurs.

Or, quelles différences avec la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) ?

La RSE est l'intégration volontaire par les entreprises d'une stratégie de développement durable qui doit permettre de trouver un équilibre pour l'entreprise et l'ensemble des parties prenantes entre les trois piliers, économique, social et environnemental. C'est donc une vision très globale qui peut intégrer, pour certaines entreprises, cette vision du modèle inclusif. Cela dépend de la nature des produits et services réalisés et des caractéristiques des parties prenantes.

Les entreprises ayant un lien direct ou indirect avec des communautés à faible revenu peuvent réfléchir à l'intégration de ce modèle et en analyser les potentialités et opportunités.

Quid du tourisme ?

Le tourisme est une industrie multisectorielle représentant aujourd'hui 9,3% du PIB mondial³. Les exportations du tourisme représentent plus de 30% des exportations mondiales de services commerciaux et 6% des exportations de biens et de services. En 2012, l'économie globale du secteur a pourvu à plus de 250 millions d'emplois directs, ce qui représente environ 8% du nombre total d'emplois dans le monde. Les femmes représentent entre 60 et 70%⁴ de la main-d'œuvre et la moitié de cette main-d'œuvre a moins de 25 ans. On peut dénombrer également près de 400 millions d'emplois indirects à travers le secteur.

Entre 1998 et 2008, les arrivées de touristes dans les PMA (Pays les Moins Avancés) ont triplé, affichant un taux moyen de croissance record de 13%.

30 des 49 PMA ont misé sur le tourisme en tant que secteur important de croissance et de développement. Enfin, le tourisme représente la principale exportation de services dans les PMA, soit 33% de leurs exportations et 65% pour les pays insulaires.

Le secteur du tourisme et ses composantes informelles procurent ainsi un grand nombre d'emplois aux travailleurs ayant peu ou pas de formation scolaire. Ils peuvent offrir des débouchés aux personnes qui souffrent d'un grave désavantage social ou d'un déficit de compétence, alors que d'autres milieux de travail n'offrent pas toujours de telles possibilités.

Du tourisme durable ? Du tourisme communautaire ? Du tourisme propauvre ?

Ces 15 dernières années ont vu apparaître de très nombreuses formes et concepts de tourisme dit durable ou intégrant une logique de développement durable comme le tourisme responsable, l'écotourisme, le tourisme éthique, le tourisme équitable, le tourisme solidaire, le tourisme participatif, le volontariat, le tourisme communautaire ou indigène ou encore le tourisme dit propauvres.

Ces nombreux concepts cachent des réalités et des méthodologies bien différentes dans la conception et l'intégration des problématiques économiques, sociales et environnementales auprès des parties prenantes.

Intéressons-nous ici plus aux concepts qu'aux nouvelles formes de tourisme que sont l'écotourisme, le tourisme équitable et solidaire, le volontariat ou le tourisme participatif.

Les tourisms dits communautaires et dits propauvres sont des concepts largement utilisés depuis ces dernières années par certaines institutions internationales et autres agences de coopération internationale pour utiliser le tourisme comme un outil de lutte contre la pauvreté dans les pays les moins avancés particulièrement.

Le tourisme communautaire est un concept qui met la communauté locale d'accueil au cœur du projet touristique. C'est elle qui va gérer, développer et promouvoir une offre touristique basée sur les patrimoines naturels, culturels et humains du territoire. La

1. <http://www.maxhavelaarfrance.com/>

2. <http://www.ouiauxpetitsproducteurs.fr/>

3. Chiffres UNWTO (Organisation Mondiale du Tourisme).

4. Chiffres OITS (Organisation Internationale du Tourisme Social).

Au Kirghizstan, Helvetas (Agence de coopération suisse) a lancé en 2000 un projet de coopération technique – Kirghiz Community Based Tourism Association – pour développer un système de tourisme communautaire sur l'ensemble du territoire. Plus de 10 ans plus tard, c'est l'un des projets de référence dans le monde de tourisme communautaire avec un réseau de 16 groupes de communautés offrant des services de guidage, d'hébergement, de restauration, de taxis, d'objets artisanaux, d'évènements, de location de chevaux, etc., pour les touristes internationaux, créant ainsi de très nombreux emplois pour ces communautés.



communauté va donc s'organiser (au sein d'une association, d'une ONG ou d'un groupement économique), définir les rôles de chacun des habitants et transformer les connaissances et les compétences de chaque individu en prestation de services pour les touristes (organisés ou non).

Le concept de tourisme propauvre a été développé par trois universitaires anglais en avril 2001 à travers un rapport publié sous le nom «Pro-Poor Tourism Strategies: Making Tourism Work for the Poor» (En français, Stratégies de tourisme propaivres: faire de tourisme un travail pour les pauvres), réalisé avec la collaboration de l'ODI (Overseas Development Institute), l'IIED (International Institute for Environment & Development) et le CRT (Center for

Responsible Tourism). Six études de cas ont ainsi été analysées en Afrique du Sud, en Namibie, en Ouganda, au Népal, à Sainte Lucie et en Équateur.

L'analyse de ces études de cas a montré que les projets pouvaient générer localement de nouvelles opportunités et des bénéfices pour les plus pauvres. En revanche, la difficulté de l'analyse a été marquée par le fait que les projets étaient très différents les uns des autres, car les concepts précis peuvent différer. Il s'agissait d'appuis techniques et financiers d'ONG locale ou internationale, de méthodes de tourisme dit communautaire (Namibie, Ouganda), de petites ou grandes agences réceptrices ou encore de programmes d'aide et de développement mis en place par les régions ou les États.

Les auteurs ont néanmoins précisé trois types de stratégies différentes :



Il est également précisé que l'ensemble des parties prenantes ont un rôle clé à jouer pour développer ce concept, que ce soit le secteur privé, les gouvernements locaux et nationaux, les communautés à faible revenu, les ONG ainsi que les donateurs.

Enfin, les quatre facteurs clés de succès pour la réussite de projets de tourisme propauvres sont précisés ainsi :

- **Permettre aux pauvres d'accéder au marché** (localisation géographique, contraintes sociales – castes par exemple, élites économiques – liens avec les tours-opérateurs puissants) ;
- **Viabilité économique des projets** (qualité des prestations et prix, marketing, intérêt de la destination pour les touristes, etc.)
- **Cadre politique** (foncier, contexte réglementaire, planification, capacité et volonté du gouvernement sur ces questions, etc.)
- **Défis de mise en œuvre dans le contexte local** (combler le fossé des compétences, gestion des coûts et des attentes, maximiser la collaboration entre les parties prenantes.

Vers un modèle de tourisme inclusif ?

En comparant ces différentes procédures et concepts, il apparaît clairement que le modèle inclusif appliqué au secteur du tourisme est une procédure appliquée du concept de tourisme propauvre développé par les universitaires anglais. Le tourisme communautaire, lui, est en revanche un exemple de modèle inclusif en permettant à des communautés locales à faible

revenu de proposer des prestations à des entreprises comme des tours-opérateurs étrangers, améliorant ainsi leurs conditions de vie et valorisant leurs patrimoines locaux.

En revanche, nous ne pouvons pas dire que le tourisme communautaire est la seule forme appliquée du modèle inclusif dans le secteur du tourisme.

Il faut bien comprendre que le secteur du tourisme comprend non pas uniquement le *tour-operating*, mais également l'hébergement, la restauration, l'artisanat, l'aérien, etc.

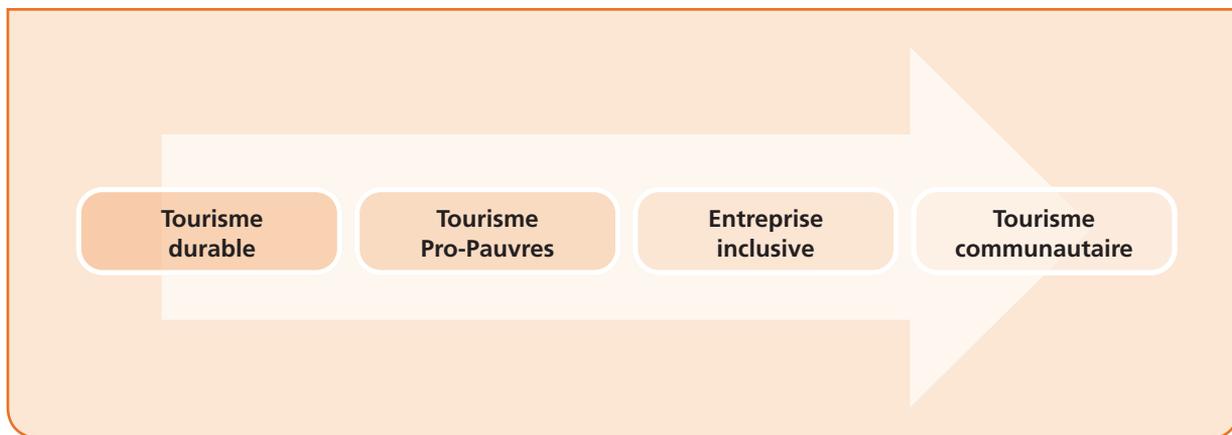
Ainsi, plusieurs modèles inclusifs peuvent être développés dans le secteur du tourisme :

Le tourisme communautaire :

Comme nous l'avons vu précédemment, le tourisme dit communautaire peut être un outil de lutte contre la pauvreté en intégrant un modèle inclusif, mettant ainsi en relation des communautés locales, transformées en prestataires de services touristiques auprès d'agences de voyages basées dans le pays d'accueil (réceptif) ou dans les pays émetteurs de touristes (tours-opérateurs). Les populations proposent ainsi des services de guides, de restauration, de transports, de locations d'animaux de bât ou à monter, d'hébergement chez l'habitant, etc.

Le tourisme équitable et solidaire :

Des tours-opérateurs français proposent aujourd'hui de partir à la rencontre des populations locales avec une offre de voyages centrés sur ce partage. Il s'agit



principalement de membres de l'ATES (Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire). Le concept est de travailler directement avec les prestataires comme dans le commerce équitable, évitant ainsi les intermédiaires, ce qui permet de payer équitablement les populations rencontrées. Outre cet aspect, un fonds de développement local est créé à partir d'un pourcentage de l'argent payé par les clients pour permettre aux communautés locales de réaliser un projet de développement qui va bénéficier à l'ensemble de la communauté locale, par exemple la construction d'un puits, d'une école ou d'une case de santé.

Les politiques d'achat responsable dans les hôtels :

L'une des caractéristiques principales d'une stratégie de développement durable ou RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) pour un hôtel est d'intégrer une politique d'achat responsable. Cette politique permet à l'hôtel de s'approvisionner auprès de fournisseurs dans une démarche écoresponsable, c'est-à-dire en réduisant les impacts environnementaux et en améliorant les impacts sociaux pour les parties prenantes (fournisseurs, clients, salariés, etc.). C'est dans cette vision-là qu'une société d'hébergement peut intégrer un modèle inclusif. Elle peut ainsi orienter ses achats de produits alimentaires, d'artisanat, de mobilier, de décoration et de construction auprès de populations environnantes offrant ces produits et services.

Les politiques d'intégration des hôtels sur leur territoire :

Dans le cadre d'une stratégie de développement durable d'un hébergement, il y a la possibilité d'aller encore plus loin que la politique d'achat responsable. Par exemple, un hôtel a la possibilité de s'intégrer le mieux possible au territoire d'accueil, que ce soit au niveau économique, social ou environnemental dans

une vision inclusive. Ainsi, un hôtel peut décider d'orienter son recrutement vers les populations environnantes et ainsi mettre en place un système de formation initiale. L'hôtel y gagnera en qualité de services, en gestion de sa politique de recrutement et en diminution des conflits possibles entre les touristes étrangers et les populations locales. Un même travail peut être réalisé en appuyant des ONG internationales (Agrisud, par exemple) qui appuient les populations locales dans la création et la gestion de micro-entreprises agricoles, capables de générer ensuite des produits adaptés aux besoins de l'hôtel. Enfin, un hôtel peut également appuyer la création de projets environnementaux autour du site qui auront un impact direct sur la qualité de l'établissement et l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est le cas par exemple de la gestion des déchets (création d'une usine de retraitement des déchets pour l'hôtel et son territoire), de la propreté des plages et des jardins ou encore de la gestion d'énergies renouvelables.

En conclusion, le concept de modèle inclusif dans le secteur du tourisme n'est pas connu en tant que tel, mais a déjà été abordé par des universitaires dans sa théorie globale ou par des agences de coopération dans son application concrète.

Il existe de nombreuses voies intéressantes à développer pour faire intégrer ce concept au sein des entreprises touristiques de toutes sortes, ayant conscience de l'intérêt du développement durable pour l'ensemble de leurs parties prenantes.

Nous sommes encore dans un domaine en recherche d'innovation ou les exemples sont encore trop rares et méritent d'être développés pour un tourisme de qualité, aux conséquences positives pour les territoires, les Hommes qui y vivent et ceux qui les visitent. ✨

Tourisme durable et développement local

La voie proposée par le tourisme équitable et solidaire

L'activité touristique est porteuse, pour les sociétés locales, d'effets socio-économiques ambivalents, d'une part, en tant qu'instrument d'un développement économique durable qui profiterait aux populations d'accueil et aux plus défavorisés, favoriserait les rencontres et l'ouverture au monde extérieur, et, d'autre part, comme élément potentiellement destructeur de sociétés et de cultures, impactant fortement l'environnement des communautés concernées.

Depuis Rio (1992), et surtout Johannesburg (2002), pour le secteur du tourisme, la notion de développement durable est devenue essentielle. L'importance de cette notion pour le tourisme s'explique principalement par la très forte expansion du tourisme au niveau mondial, les inégalités de cette expansion et les dégâts de plus en plus importants occasionnés dans les pays du Sud.

Cette notion de développement durable s'est également trouvée enrichie depuis la prise en compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 2000-2015), prônés par les institutions onusiennes et reprises par toutes les coopérations bi et multi latérales mettant en première ligne la réduction de la pauvreté dans le monde et notamment dans les pays en développement.

Le tourisme durable, facteur de réduction de la pauvreté et des inégalités, et son intégration dans les politiques nationales de développement représentent aujourd'hui un réel enjeu pour les pays les moins avancés. En effet, le tourisme, malgré un manque de données sur son impact réel sur la pauvreté, est perçu comme un moteur potentiel de développement très important. Trois arguments génériques militent en sa faveur : il est l'un des secteurs d'exportation les plus importants dans les pays en développement, il est un secteur créateur de nombreux emplois, intensif en main d'œuvre et il participe à l'amélioration des moyens d'existence locaux. Des études empiriques sur le plan micro démontrent l'accroissement des revenus ainsi que d'autres bénéfices pour tous ceux qui sont impliqués dans des entreprises de tourisme et notamment lorsque des initiatives en faveur des pauvres sont mises en place afin d'améliorer la redistribution de ces bénéfices et de faciliter l'accès aux marchés des petits entrepreneurs.



Gilles BÉVILLE

Après des études d'histoire et de sociologie et une spécialisation en information et documentation à l'IEP de Paris, j'ai consacré ma carrière professionnelle à la mise en place de systèmes d'information professionnelle dans différents secteurs (recherche médicale, sciences humaines, économie et technologies) et dans différents pays (Gabon, Guinée, Madagascar), dans le secteur privé puis pour le compte de la Coopération française. À mon retour en France en 2000, j'ai intégré le ministère des Affaires étrangères et me suis consacré à, d'une part, appuyer le développement des petites entreprises, notamment en Afrique, ainsi que celui du commerce équitable, et, d'autre part, à développer une stratégie française d'appui à un tourisme responsable, outil de développement et de lutte contre la pauvreté. Sollicité par les acteurs de l'ATES, j'ai été élu Président de l'Association en juin 2009 et y consacre une partie de mon temps depuis ma retraite en janvier 2012.

Président de l'ATES (Association pour un tourisme équitable et solidaire)



beville.gilles@orange.fr

À cela s'ajoute un contexte favorable compte tenu d'une part, de l'évolution de l'attitude des touristes qui se préoccupent de plus en plus de leur empreinte sur les territoires dans lesquels ils se rendent et, d'autre part, de celles des opérateurs du secteur qui, soit tendent à intégrer les notions de durabilité dans leurs modes de fonctionnement, soit créent des démarches entièrement axées sur les principes du développement durable.

Pourquoi le développement d'un tourisme équitable et solidaire est-il une opportunité pour les pays les moins avancés et au-delà ?

Avant de tenter de donner quelques pistes de réflexion sur cette interrogation, penchons-nous quelques instants sur la signification du concept de tourisme équitable et solidaire.

Le tourisme équitable et solidaire (TES) s'inscrit dans le courant du commerce équitable dont l'objectif principal est d'aboutir à des relations commerciales plus justes, mieux réparties entre les différents acteurs de la chaîne, notamment entre acteurs du Nord et du Sud. Le tourisme industriel, secteur très concurrentiel, développe des politiques de bas prix entraînant le plus souvent des conditions de travail et de rémunération plutôt mauvaises¹. Le TES remet en cause cette vision d'une concurrence toujours plus forte et de rapports de force entre acteurs économiques qui ne profitent le plus souvent qu'aux groupes industriels des pays développés. Les notions de prix juste et de contractualisation de la relation économique dans la durée sont les deux fondements qui sous-tendent les actions des opérateurs du TES.

Parallèlement à ces notions, celle de solidarité « implique à la fois un objectif d'utilité collective et un mode de fonctionnement particulier, basé sur le consensus et la prise de décision démocratique ».² Cette solidarité débouche sur des relations équilibrées entre partenaires hôtes, voyageurs et voyageurs. La notion implique également un objectif de développement des communautés hôtes, notamment dans le contexte des relations entre pays en développement et pays industrialisés.

Le TES fait donc partie intégrante de la vision d'une économie sociale et solidaire dont les rapports marchands ne sont qu'un outil au service de l'amélioration du bien-être des individus impliqués dans la chaîne de valeurs ainsi que de la gestion durable de leur environnement au sens large.

Les économies des pays les moins avancés ont pour principale caractéristique de dépendre majoritairement d'un ou de quelques produits de base agricoles ou miniers qui sont extraits ou ponctionnés par les économies des pays du Nord à leur propre bénéfice, ce qui les rend très dépendantes des variations des prix des dits produits de base. Ces économies sont encore majoritairement des économies de biens primaires, notamment agricoles, dont très peu sont transformés sur place pouvant ainsi générer de la valeur ajoutée locale.

Les économies émergentes sont des économies qui ont pu ou su faire des choix de diversification de leurs activités économiques, notamment en « manufacturisant » localement un certain nombre de leurs ressources. Cette diversification des économies des pays en développement est donc un impératif et le tourisme durable peut en devenir un élément.

Mais ces économies encore très agricoles ne sont pour la plupart que très peu pourvues d'un environnement institutionnel adapté au secteur touristique, d'infrastructures répondant aux besoins du tourisme industriel et d'une économie suffisamment diversifiée permettant ainsi des synergies entre secteurs et des retombées locales importantes. Le tourisme « classique » ne produit des effets de dynamisation globale que dans le cas des économies déjà structurées et ouvertes. Sinon, il ne produit que des « fuites » importantes (jusqu'à 80 % dans la plupart des économies des pays les moins avancés !) et génère des impacts lourds sur les territoires.

Un tourisme équitable et solidaire, se référant à l'agritourisme développé en Italie et en France il y a quelques décennies afin de combattre la déshérence de nombreux territoires ruraux, peut injecter dans les économies locales des pays les moins avancés des ferments de développement économique et d'ouverture sur le monde extérieur pour des territoires dont la biodiversité locale, les traditions et savoir-faire

1. Cf. B. Schéou. Du tourisme durable au tourisme équitable. De Boeck, 2009, p. 172

2. Cf. B. Schéou. Idem, p. 171

sont des actifs économiques attractifs qui peuvent rencontrer une demande réelle chez de nombreux voyageurs.³

Les caractéristiques du TES permettent d'envisager le développement d'un tourisme maîtrisé au profit des communautés hôtes dans le respect de leur identité et de leur environnement. Il doit ainsi devenir, notamment dans la définition des politiques publiques, un contributeur reconnu aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités.

Qu'en est-il aujourd'hui de son impact sur les territoires ?

Contrairement au commerce équitable qui a pu bénéficier de fonds publics et privés pour évaluer ses impacts sur le terrain, le TES est encore à la recherche de moyens afin d'engager des études rigoureuses d'analyse de ses effets sur le plan micro et méso notamment.

Cependant, l'Association pour un tourisme équitable et solidaire a pu bénéficier du travail d'une doctorante qui, durant trois années (2009-2012), a étudié les relations de partenariat entre voyageurs du Nord et réceptifs et hébergeurs du Sud afin de mettre en place un cadre d'évaluation des pratiques du tourisme équitable et solidaire. Ce travail d'analyse a permis de réaliser deux guides méthodologiques d'évaluation de ces pratiques, l'un concernant les structures du Nord et l'autre celles du Sud. Ce système de garantie est aujourd'hui en phase de mise en œuvre pour les voyageurs français et sera testé avant la fin de l'année à Madagascar.

Des différentes pratiques et des différents effets constatés, tant dans le cadre de ce travail qu'au travers de quelques publications et rapports, il ressort que les effets du tourisme équitable et solidaire sont visibles et majoritairement positifs sur le plan micro.

Sur le plan économique, le TES permet d'apporter une nouvelle source de revenus aux acteurs engagés directement dans l'activité. Les différences dans la répartition de ces revenus proviennent du nombre plus ou moins grand de personnes impliquées : une

famille, plusieurs familles, l'ensemble de la communauté. Les gains sont majoritairement utilisés pour répondre à des besoins de base, alimentation, éducation, énergie, logement, etc.

Mais dans tous les cas, que ce soit dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest⁴, du Maghreb⁵ ou de l'Amérique latine⁶, l'activité touristique reste une activité complémentaire aux activités agricoles. Elle permet le maintien d'une agriculture familiale et participe à l'amélioration des conditions de vie. Dans un certain nombre de cas, le TES, du fait des apports extérieurs en connaissances et technologies apportées par les visiteurs ou développées au travers de formations, permet des évolutions notables des techniques agricoles, notamment vers le bio.

Dans tous les cas, le TES introduit une dynamique économique dans la communauté grâce aux liens qu'il permet avec d'autres secteurs d'activités, notamment la production artisanale. Il peut devenir ainsi un moteur économique pour l'ensemble de la communauté.

Sur le plan social, les avantages constatés sont nombreux, allant de la réunion des habitants autour d'un projet commun, au renforcement des capacités au travers des nombreuses formations dispensées, en passant par la stabilisation des jeunes et la réduction de l'émigration, la valorisation des modes de vie locaux et donc le renforcement de l'identité culturelle de la communauté.

Sur le plan environnemental, les effets négatifs du tourisme, notamment en terme d'émissions de gaz à effet de serre, sont neutralisés par des opérations de reboisement, de reforestation. La nécessité, sur le plan touristique, de villages sains et propres aboutit également à une meilleure gestion des déchets. L'utilisation des matériaux locaux et des ressources locales, tant dans la construction et les équipements des hébergements que dans la nourriture des voyageurs, évite des fabrications et transports polluants.

La maximisation des effets positifs sur le territoire et ses populations et la minimisation des effets négatifs n'est pas partout évidente et dépend bien souvent

3. Cf. D. Requier-Desjardins. Le tourisme rural peut-il contribuer au développement local durable dans les pays du Sud. In : G. Froger. *Tourisme durable dans les Suds*?. Peter Lang S.A., 2010, pp 87-110

4. G. Amoussou, H. Boko, G. Bosman. *Community-based ecotourism strengthening identity and economic development of the Somba ethnics in the North Benin*, July 2010

5. A. Southon. *Rapport de mission Maroc. PICRI, évaluer les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire*. Paris : Ates, CEMOTEV, CR Ide F, Juillet 2010

6. L. Parra, M. Carré. *Études d'impact du tourisme solidaire*. Paris : ministère des Affaires étrangères, 2006

des modes d'organisation du TES. Ainsi, dans certains cas, les bénéfices globaux du TES peuvent être concentrés sur quelques personnes ou familles alors que dans d'autres cas, il est réparti plus largement grâce à une rotation des voyageurs parmi les familles de la communauté.

Mais les pratiques participatives du TES en font un levier pour une meilleure gestion démocratique tant dans le projet de tourisme lui-même que par extension dans la vie villageoise.

En guise de conclusion provisoire...

De nombreux exemples montrent la grande difficulté à développer un tourisme durable impliquant les populations locales dès lors que le tourisme est susceptible de se massifier et de devenir source potentielle de profit pour de grandes structures ou entreprises⁷.

Le TES propose donc une approche du développement territorial par celui d'un tourisme de niche, à petite échelle, dont les retombées sont certes limitées aujourd'hui par rapport aux communautés, mais dont la multiplication des offres et leur connexion pourraient avoir un impact plus large.

C'est la vision d'un tourisme « horizontal » réparti sur un territoire, qui l'irrigue, le dynamise, sans concentration massive aux impacts destructeurs. Ce développement diffus peut permettre, dès qu'une certaine masse critique est atteinte, le développement d'infrastructures locales et le changement d'échelle sur le plan régional, voire national.

Le TES doit donc être pris en compte et intégré, notamment dans les pays les moins avancés, dans les politiques de développement touristique. ✨

7. S. Preuil. Le Tonle Sap au Cambodge : vers une exploitation touristique à trois voies? In : S. Bourjoui, O. Tebbaa. Tourisme et pauvreté.- Paris, Ed des archives contemporaines, Agence universitaire de la francophonie, 2011, pp. 177-188

Comores : séminaire gouvernemental sur le développement durable

Le 08 octobre 2013 s'est tenu à l'hôtel Khartala de Moroni (Union des Comores) un séminaire Gouvernemental sur le Développement durable qui a été marqué par la présence personnelle de SEM Dr. Ikililou Dhoinine, Président de l'Union des Comores.

Le séminaire gouvernemental a débuté le matin sous la présidence du Ministre de l'éducation nationale assurant l'intérim du Ministre en charge de l'Environnement. Le Ministère des Affaires étrangères en charge de la Francophonie a prononcé le discours de l'OIF au nom du Secrétaire Général SEM le Président Abdou DIOUF.

Le séminaire a duré toute la journée et a permis aux membres du Gouvernement et à l'ensemble des Secrétaires Généraux des Ministères d'échanger avec les experts mis à disposition par la Francophonie à travers son Organe Subsidaire l'IFDD, et son bureau régional Afrique Centrale et Océan indien



Photo : Séminaire gouvernemental, Journal Al-watwan, Octobre 2013

(BRAC) sur le concept du développement, ses enjeux et les perspectives de l'agenda de développement des Nations Unies pour l'après 2015.

Ce séminaire a été précédé de l'ouverture d'un atelier de formation de quelques 52 experts nationaux comoriens à la grille d'analyse du développement durable de la Chaire en éco-conseil de l'université du Québec à Chicoutimi (UQAC) du Canada. Il sera suivi par un autre séminaire parlementaire le vendredi 11 octobre 2013. ✨

Durabilité territoriale et durabilité touristique

Quelles articulations ?

Le rôle des indicateurs de tourisme durable

Le tourisme est une activité hautement spatialisée dont le territoire est la première ressource. Au-delà d'une esthétisation des espaces dans une quête d'attractivité touristique, le développement durable du tourisme passe par la recherche de l'identité locale, la mise en valeur des attributs territoriaux et le respect des priorités territoriales en matière de développement. Il permet également une réhabilitation des espaces et une valorisation ou revalorisation de la dimension festive et de loisirs des territoires. Cette identification de l'identité, des valeurs et des ambitions territoriales est importante dans toute mise en tourisme.

Cet article explore les articulations entre tourisme durable et développement territorial durable, et le rôle que peuvent jouer les indicateurs dans l'intégration du tourisme dans le projet de développement territorial durable, et ce, à travers la proposition d'une grille d'indicateurs pour la ville de Marrakech.

Présentation de la grille et de la démarche d'élaboration

La grille proposée est composée de 42 indicateurs regroupés sous 12 thématiques du tourisme durable. Les indicateurs dans la grille ont été référencés par rapport aux thématiques du tourisme durable identifiées comme correspondant aux enjeux du territoire touristique : tourisme et eau, tourisme et efficacité énergétique, atténuation de l'impact du tourisme sur le climat, gestion des déchets solides sur le territoire, trafic et système de transport public, emploi et formation, planning et contrôle du développement touristique, conservation du patrimoine culturel, satisfaction de la population locale, satisfaction des touristes, lutte contre la pauvreté, et durabilité des pratiques touristiques. Pour chaque thématique, des indicateurs allant de 1 à 4 sont proposés et dans certains cas, des variantes de l'indicateur de base sont également proposées pour montrer les différents usages pouvant être faits de l'indicateur en question.

Dans ce travail, la grille d'indicateurs a permis de dégager les corrélations entre développement d'un tourisme durable sur le territoire et développement territorial durable. Dans l'élaboration de cette grille, le point de départ a été le territoire avec ses différentes composantes, y compris les acteurs touristiques territoriaux. À partir des principes de tourisme durable et du diagnostic territorial, les enjeux et les axes prioritaires de développement territorial et touristique



Maria CHEGGOUR
et Bouchra LEBZAR

Titulaire d'un doctorat en Tourisme, patrimoine et développement durable, Maria CHEGGOUR est professeure-chercheuse à l'École Supérieure de Commerce de Marrakech (Maroc). Ses domaines d'expertise portent sur le tourisme durable, la durabilité organisationnelle et le développement territorial.

Bouchra LEBZAR occupe le poste de professeure-chercheuse agrégée à l'École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG) de Marrakech (Maroc). Son expertise se situe dans les domaines du marketing social, de la consommation responsable et de la durabilité organisationnelle.

mariacheggour@yahoo.com
b_lebzar@yahoo.fr

durable ont pu être identifiés et ont servi de base pour la sélection des indicateurs composant la grille.

Dans un même temps, les indicateurs identifiés sont présentés également suivant le modèle PSR (Pression, État, Réponse). Cette architecture facilite la compréhension des indicateurs, leurs champs d'application et leurs unités de mesure. Le modèle permet également d'identifier le type d'actions à entreprendre et de différencier entre les causes éventuelles et les résultats de ces causes. Cette architecture répond aux objectifs de cette grille qui sont de permettre aux différents acteurs d'évaluer la trajectoire de développement du tourisme sur le territoire dans une perspective de durabilité et d'apprécier les pratiques touristiques et territoriales en termes de promotion de la durabilité sur le territoire.

Identité touristique et identité territoriale

Le territoire touristique appelle à plusieurs interrogations. Le concept de territoire inclut les dimensions géographique, culturelle, économique, politico-administrative, sociale et affective. Pour le territoire touristique, il faudrait ajouter à toutes ces composantes celle de la perception par les touristes et par les acteurs du secteur, y compris la population locale. La volonté politique seule, quoique indispensable pour le développement de l'activité, ne suffit pas à faire d'un territoire une destination touristique. Les valeurs intrinsèques d'un territoire jouent un rôle important dans la mise en tourisme et dans une optique de durabilité, elles permettent un développement en accord avec les spécificités et ambitions territoriales, ce qui va dans le sens de la durabilité dans ses dimensions sociale, culturelle et éthique. Cela permet également de développer une identité touristique unique facilitant la visibilité et la compétitivité territoriale.

À un autre niveau, les différentes représentations territoriales avec les différentes charges affectives qui les accompagnent sont très importantes dans la mise en tourisme d'un territoire. Le tourisme étant une activité basée sur l'expérience, tout ce qui est de l'ordre du perçu et du ressenti revêt une importance capitale. La valeur touristique d'un territoire, dépend autant des attributs matériels dont il dispose que des représentations de ces attributs par la population, les acteurs et les touristes. La dimension symbolique associée à un territoire est également importante. L'image rattachée à un territoire à travers ses productions culturelles, symboliques, son histoire et son patrimoine participent à façonner ses différentes représentations.

La durabilité dans le tourisme implique de développer l'image territoriale à partir d'une réelle recherche identitaire, ce qui non seulement forge une identité commerciale unique mais renforce le sentiment d'appartenance et de fierté territoriale, et préserve l'intégrité culturelle et sociale du territoire. Le tourisme durable, en ce sens, joue un rôle crucial dans le renforcement de la cohésion sociale et culturelle et participe à la durabilité territoriale. Inversement, une identité territoriale touristique « imposée » nuit à terme à l'intégrité socioculturelle du territoire et à la durabilité de l'activité touristique.

Les indicateurs de tourisme durable s'intéressent entre autres à la sauvegarde de l'intégrité culturelle des territoires touristiques, notamment à travers la communication commerciale. Dans le cas de Marrakech, cette question n'est pas apparue comme étant prioritaire dans le contexte actuel. En l'absence d'un cadre stratégique de développement durable, l'élaboration de la grille s'est faite à partir du diagnostic des besoins territoriaux en matière de durabilité, et seuls les aspects ayant été retenus par les différentes parties prenantes ont été retenus. Dans ce cas, les enquêtes ont révélé une concordance entre le territoire perçu et le territoire vécu, entre les représentations que se font les touristes de la ville en tant que territoire touristique et le positionnement choisi par les opérateurs du secteur. Néanmoins, d'autres aspects de l'intégrité culturelle sont ressortis comme étant plus prioritaires tels que la sauvegarde et la promotion du patrimoine bâti.

Multipllicité des acteurs et ancrage territorial

Le tourisme est une activité hautement fragmentée où interviennent plusieurs acteurs. Au niveau territorial, cela implique les collectivités locales, les différentes administrations territoriales, des secteurs variés tels que les transports, la restauration, l'hébergement, l'animation, l'énergie, l'assainissement et toute autre instance dont le travail participe à l'aménagement, l'embellissement ou la gestion territoriale, en plus des activités destinées exclusivement ou partiellement à l'usage des touristes, et ce, sans oublier la population locale. Les stratégies et les intérêts de ces différents intervenants ne convergent pas toujours, d'où la nécessité d'une concertation entre les différents acteurs territoriaux. Là encore, développement territorial et développement touristique se rencontrent.

L'utilisation du territoire par le tourisme dépasse largement celle que peuvent en faire les autres activités économiques dans le sens où le tourisme utilise

les ressources naturelles, humaines, culturelles et spirituelles. Le tourisme est également un « produit » qui se consomme sur le lieu même de sa production, le touriste devant obligatoirement se déplacer pour consommer le produit touristique qui s'avère être en grande partie le territoire lui-même¹. La prise en compte des besoins de la population locale en termes de bénéfices économiques, de respect des valeurs locales et d'amélioration du niveau de la qualité de vie conditionne la durabilité de l'activité. Ceci renvoie à la participation du tourisme dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la recherche, de l'aménagement territorial, du logement, et ce sont ces questions qui apparaissent comme étant prioritaires pour la ville de Marrakech. Les indicateurs socio-économiques et environnementaux servent justement à mesurer cette participation.

Il est évident encore une fois que les articulations entre développement touristique durable et développement territorial durable sont très fortes. Parmi les indicateurs sélectionnés, ceux relatifs à l'utilisation des ressources par le tourisme, à l'aménagement des espaces et à la participation du tourisme au développement social à travers l'emploi, la formation et la recherche reflètent les priorités territoriales en matière de développement durable, en même temps qu'ils explicitent les besoins en termes d'évaluation de l'apport du tourisme dans le cadre d'un développement territorial durable.

La grille d'indicateurs développée dans le cadre de ce travail ne rend pas compte de la diversité des réalités et des pratiques territoriales en matière de tourisme durable. Elle est conçue pour permettre l'évaluation de l'activité touristique dans son ensemble dans une optique de durabilité. En l'absence d'un cadre stratégique territorial pour le développement durable, cadre que la grille d'indicateurs peut aider à définir par ailleurs, les pratiques touristiques sur le territoire sont loin d'intégrer tous les principes de tourisme durable. Les enquêtes révèlent que le développement d'une culture de la durabilité même dans sa version purement commerciale est largement tributaire de la demande des touristes et du degré de développement de cette culture dans les pays émetteurs. Les préoccupations des touristes en matière de durabilité ne couvrent pas et ne coïncident pas toujours avec tous les besoins du territoire en termes de développement durable ; notamment ceux relatifs aux questions environnementales et sociales. Pour tous les acteurs

enquêtés, ce concept est assimilé à un nouveau produit touristique dont les composantes répondent à la demande d'une nouvelle clientèle internationale. Cette approche « produit » exclut les produits dits classiques qui représentent l'essentiel de l'offre touristique territoriale. Par ailleurs, elle n'inclut aucunement la dimension managériale du tourisme durable.

Dans le contexte urbain, la durabilité se traduit essentiellement par l'adoption de quelques mesures d'économie énergétique et de gestion de l'eau et uniquement lorsque celles-ci n'impliquent pas un investissement important de la part des opérateurs. En termes de gestion territoriale, l'absence d'indicateurs de durabilité ne permet pas d'apprécier la durabilité des pratiques et des politiques de développement. En même temps, la grille d'indicateurs suggère les aspects devant être renseignés et donc devant faire l'objet d'actions.

Tourisme et équité intraterritoriale

Dans le contexte urbain, le développement du tourisme pose les questions d'accessibilité et de mobilité urbaine qui, elles-mêmes, rappellent la notion d'équité au sein du territoire. Dans le cas de la ville de Marrakech par exemple, celle-ci ne peut être considérée dans sa totalité comme espace touristique. Certaines parties de la ville restent en dehors du champ touristique. Ces parties sont également tenues à l'écart de l'effort d'embellissement urbain que connaissent les parties touristiques de la ville. Une tranche importante de la population locale vit dans ces parties et ne bénéficie pas vraiment des aménagements touristiques ni des infrastructures urbaines mises en place pour le développement touristique. La mise en valeur territoriale se fait parfois au détriment des anciens habitants qui se voient désappropriés de leurs espaces et relogés dans des zones périphériques. Cela se fait dans le cadre d'initiatives des autorités locales ou sous la pression de la demande privée, comme c'est le cas des quartiers de l'ancienne médina et de la nouvelle zone touristique de la ville ocre. L'équité ici peut être envisagée en termes d'accès aux ressources territoriales (infrastructures, services en tout genre) mais aussi en termes de qualité de cadre de vie. Un développement touristique durable peut être un facteur d'embellissement et d'aménagement des espaces visant à rendre le cadre de vie plus agréable et attractif pour les touristes et pour la population locale. Il évite le développement

1. Dans certains cas, les touristes ne consomment qu'une petite partie du territoire. C'est le cas des resorts et des stations balnéaires intégrés.

territorial à deux vitesses, caractéristique des territoires touristiques des pays en développement comme cela est d'ailleurs le cas à Marrakech. Au-delà des implications en termes d'équité intraterritoriale, donc de durabilité sociale, l'accessibilité permet la consommation de la ville en tant qu'espace de plaisir et de loisir, et renforce la dynamique économique et touristique du territoire. Parmi les indicateurs sélectionnés, celui relatif à la satisfaction de la population par le tourisme répond à cette question puisqu'il évalue le degré de satisfaction des habitants des infrastructures, des transports, de la propreté et de l'accessibilité des ressources en plus du niveau de vie, qualité et disponibilité des logements.

Dans cette même ligne d'idée, le développement du tourisme durable à l'échelle du territoire permet de revaloriser son patrimoine matériel et immatériel en utilisant la valeur touristique qu'il peut avoir auprès des touristes et les revenus générés par l'activité. Il est néanmoins important de définir le type de tourisme souhaité et la trajectoire de développement choisie en fonction de l'identité territoriale d'une part et des attentes des touristes d'autre part. Dans le cas des territoires touristiques dans les pays en développement, mettre en place un projet territorial touristique dans une optique de durabilité présente certaines difficultés. Le système touristique international étant ce qu'il est, le rôle joué par les opérateurs internationaux et à travers eux par les touristes dans la définition des choix de développement touristique l'emporte sur les considérations d'ordre éthique ou identitaire. Le besoin en termes de ressources économiques, la non-polyvalence des territoires et le manque d'option de développement sont autant de facteurs qui peuvent rendre les territoires dépendants envers les acteurs étrangers porteurs de projets dont les objectifs ne coïncident pas toujours avec les intérêts du territoire en termes de la nature du développement touristique souhaité et des effets escomptés. Les aspects les moins renseignés dans les enquêtes terrain auprès des acteurs aussi bien que dans les chiffres officiels sont ceux relatifs à la nature et la qualité des emplois dans le secteur touristique. Pourtant, la question de l'emploi est évidemment une priorité autant à l'échelle territoriale qu'à l'échelle nationale. Cependant, et sans doute à cause de cela, les données sur l'emploi dans le tourisme restent très sommaires.

Par ailleurs, le choix d'un développement territorial et touristique durable implique des coûts qu'il est important d'internaliser et qui peuvent, à court terme, diminuer la compétitivité touristique du territoire

dans un contexte international de forte concurrence. Les rôles des touristes et des intermédiaires sont donc cruciaux d'où l'intérêt d'œuvrer au niveau des marchés émetteurs pour la sensibilisation des touristes et des opérateurs touristiques aux enjeux du développement touristique durable dans les territoires touristiques. De même, des efforts de sensibilisation doivent également être consentis envers les opérateurs privés territoriaux. Leur appropriation des enjeux de durabilité territoriale est une condition à la réussite du projet de développement territorial touristique durable. Dans les deux cas, les différents acteurs doivent pouvoir donner un sens aux principes de durabilité touristique et au projet de développement territorial pour ensuite intégrer dans leurs logiques et dans leurs pratiques des notions telles que l'identité territoriale, l'intégrité sociale et le respect de l'environnement. Les indicateurs peuvent s'avérer très utiles.

Dans cette démarche, la durabilité territoriale et la durabilité touristique se trouvent étroitement liées et ne peuvent être envisagées séparément. En même temps, le développement d'un tourisme durable sur le territoire encourage les pratiques de consommation durable de la part des populations locales et participe ainsi au renforcement de la culture de durabilité au sein du territoire.

Les indicateurs de tourisme durable

À l'échelle du territoire touristique, la réussite d'un projet territorial durable passe par la production de normes locales inspirées par les principes globaux et ayant comme base les réalités, valeurs et besoins du territoire dans son ensemble, mais également les besoins des marchés internationaux. Dans le cadre du tourisme, l'activité est si fragmentée que l'une des pistes de solutions serait une production multiple de normes en fonction des secteurs touristiques concernés avec comme défi majeur la nécessité d'intégrer ces différentes initiatives dans le cadre d'un projet de développement touristique territorial durable. Cela permettrait la production d'une identité territoriale visible et le développement d'une marque territoriale forte. Les implications en termes de durabilité touristique et territoriale sont évidentes.

Dans ce sens, les indicateurs peuvent jouer un rôle crucial dans l'intégration du tourisme dans un projet de développement territorial durable. L'intérêt des indicateurs est leur capacité à rendre compte de phénomènes souvent complexes en les simplifiant afin

que les acteurs concernés puissent mieux les appréhender. Ils permettent de mesurer, de projeter, d'anticiper et de suivre le développement touristique sur le territoire. Ils renseignent sur la concordance du développement touristique avec les objectifs de durabilité territoriale établis *a priori* ou alors, en l'absence de stratégie et d'objectifs préétablis, ils permettent d'évaluer la trajectoire de développement touristique par rapport aux principes de développement durable. Pour ce travail, les *check-lists* utilisées lors des enquêtes auprès des acteurs touristiques privés reprenaient certains des indicateurs de tourisme durable ; la compréhension des enjeux s'en est trouvée facilitée.

Les indicateurs ont la capacité de définir les enjeux majeurs de durabilité et les risques liés à l'activité sur un territoire donné et de faciliter la prise de décision

concernant les actions à entreprendre et les réactions à avoir pour aller dans le sens d'un tourisme durable ou d'un développement durable du tourisme. Ils doivent, en ce sens, couvrir les aspects sociaux, économiques et commerciaux ainsi qu'environnementaux de manière interdépendante et non exclusive puisque l'équilibre entre ces trois dimensions majeures reste l'une des bases du concept de durabilité.

Dans une perspective de tourisme durable, les indicateurs sont utiles pour :

- la prise de décision,
- la prévention,
- l'évaluation de la performance,
- la réduction des risques,
- le *reporting*,
- le suivi.

Méthodologie pour la sélection d'indicateurs de tourisme durable pour Marrakech

Définition des principes de tourisme durable



Définition des enjeux du territoire touristique



Définition des axes stratégiques



Relier les axes stratégiques aux thèmes du tourisme durable



Choix des critères de sélection

Choix du modèle

Choix des grilles de référence



Sélection des indicateurs

Mais l'utilité que peuvent avoir les indicateurs dans le développement durable du tourisme dépend du contexte du territoire touristique : le degré de développement et de maturité de l'activité, la présence ou l'absence de stratégie de développement touristique et la présence ou l'absence de stratégie de développement durable du tourisme sur le territoire touristique en question. Dans le cadre de territoires touristiques confirmés et en présence de stratégies de développement touristique, les indicateurs renseignent sur l'adéquation de la stratégie mise en œuvre et de la trajectoire de développement choisie avec les objectifs et les principes du tourisme durable. Cela peut servir pour mener des actions correctives ou préventives qui aideront dans les processus de prise de décision, d'évaluation et de suivi.

En cas d'absence de stratégie de développement touristique claire, comme c'est le cas pour Marrakech, les indicateurs proposés peuvent aider à l'élaboration d'une telle stratégie et à sa mise en œuvre puisqu'ils renseignent sur l'impact des actions de développement touristique et des projets touristiques sur les territoires, sur les risques encourus par l'activité et par les territoires suite au développement touristique, sur les opportunités que représente le territoire pour le développement durable du tourisme et celles que représente le développement durable du tourisme pour le développement durable du territoire. Les indicateurs développés localement ont également l'avantage de répondre aux spécificités naturelles, culturelles, sociales et politiques des territoires. Afin de garantir cela, la démarche proposée est la suivante.

Conclusion

En l'absence de référence, les indicateurs proposés sont à utiliser comme indicateurs de trajectoire. Ils permettent d'évaluer la durabilité du tourisme sur le territoire à partir des enjeux de durabilité territoriale, mais également à partir des pratiques et perceptions des acteurs du secteur. Leur utilisation peut également servir d'outil d'information et de sensibilisation quant aux effets du développement touristique sur le territoire et le développement du territoire sur la durabilité du tourisme. Ces indicateurs révèlent les connexions

entre durabilité territoriale et durabilité touristique, et le rôle que peut jouer le développement touristique dans le projet de développement territorial durable.

La grille présentée en résultat de ce travail couvre les enjeux prioritaires qui sont ressortis du travail de diagnostic et d'analyse ; d'autres indicateurs sont néanmoins à envisager pour répondre aux besoins de sous-territoires spécifiques tels que la zone de la Palmeraie et l'ancienne médina de Marrakech, et ce, même si certains aspects relatifs à ces zones ont été couverts par les indicateurs proposés.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ce travail. Tout d'abord, les données et les informations relatives au développement touristique dans la ville sont, de manière générale, très insuffisantes et quasiment inexistantes lorsqu'il s'agit de la question de la durabilité du tourisme sur le territoire. Cette réalité reflète le manque de réflexion autour de la question de développement touristique sur le territoire. En effet, la ville de Marrakech qui est l'une des principales destinations touristiques marocaines ne dispose pas encore d'un plan de développement touristique. Ce cadre est pourtant nécessaire pour le développement durable de l'activité sur le territoire. L'absence d'une stratégie de développement touristique et *à fortiori* de développement touristique durable explique pourquoi la nature des données touristiques disponibles sont toutes relatives aux aspects économiques et commerciaux tels que le taux d'occupation, le nombre de touriste et le nombre de nuitées. Elle a représenté un obstacle pour ce travail étant donné que les indicateurs doivent servir à la base à l'évaluation des réalisations par rapport à des objectifs établis *à priori*.

Le choix de partir pour ce travail des principes de tourisme durable reconnus universellement et de les croiser avec les enjeux du territoire en matière de durabilité a permis de contourner la difficulté citée plus haut en créant des références autres que celles utilisées pour le développement d'indicateurs.

Cependant, la disponibilité et la qualité des données représentent un réel handicap pour l'application de la grille d'indicateurs puisqu'elles soulèvent la question du coût d'une telle entreprise. ✨

Îles Comores

L'écotourisme, une source durable de revenus économiques

Les Comores sont un archipel de quatre îles volcaniques, situé à l'entrée nord du Canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte orientale de l'Afrique. Il comprend la Grande Comore ou Ngazidja, Mohéli ou Mwali, Anjouan ou Ndzuanî, et Mayotte ou Maore. L'ensemble couvre une superficie totale de 2236 km². La population comorienne est estimée à 744 959 habitants (RGPH 2003, projection 2013). L'archipel fait partie des 20 îles caractérisées par un endémisme spécifique remarquable de leur diversité biologique. Il présente une série de sites marins et côtiers avec de multiples attraits touristiques. Leur valeur patrimoniale résulte de la forte biodiversité qu'ils recèlent. En effet, la présence d'espèces endémiques, rares ou menacées comme le cœlacanthe (poisson-relique), la présence d'écosystèmes riches, d'un patrimoine paysager unique comme les îlots de Nioumachoua, l'îlot aux tortues, le dos du dragon, les baleines et les dauphins, les mangroves de Bimbini sont autant de véritables atouts à valoriser et à préserver.

Dans l'archipel se trouvent aussi des récifs coralliens riches et divers, des herbiers, des mangroves et des espèces associées (tortues, dugongs, etc.) représentant des éléments vitaux d'un patrimoine naturel remarquable. De plus, la diversité des ressources alimentaires et des niches écologiques offertes par le complexe récifal favorise une grande diversité en poissons et en invertébrés de toutes sortes, notamment des coraux, représentés par plusieurs milliers d'espèces. Cependant, la pauvreté, la croissance démographique et la pression anthropique qu'elles exercent sur les ressources naturelles et leurs écosystèmes représentent des menaces majeures aussi bien au niveau des écosystèmes qu'au niveau de la diversité biologique qui s'y trouve. Face à cette situation préoccupante et les risques importants de perte de la biodiversité, le gouvernement comorien a pris l'initiative de mettre en place les différentes aires protégées en vue d'une meilleure préservation de la diversité biologique.

Plage de Maloudja au nord de l'île de Ngazidja.



Photo : OULEDI Ahmed



Ouledi AHMED et
Hachime ABDÉRÉMANE

Ouledi AHMED est enseignant-chercheur à l'Université des Comores. Auteur de nombreux articles, rapports et ouvrages dans le domaine de l'environnement, du développement social, et du renforcement institutionnel, il est aussi consultant pour de nombreux organismes nationaux et internationaux et président de l'ONG « *Ulanga* » qui développe des activités de protection de l'environnement, de promotion et de valorisation de l'écotourisme aux Comores.

Hachime ABDÉRÉMANE est le Directeur exécutif de l'ONG *Ulanga*-Ngazidja. Il travaille depuis une quinzaine d'années au ministère de l'Environnement des Comores. Il est Directeur de publication et éditorialiste du Bulletin *Habari za Ulanga* (Les Nouvelles de l'Environnement) qui paraît depuis 1993.

hachimeabder@gmail.com
aouledi@yahoo.fr

Dans le cadre de son Plan d'Action Environnemental et de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la biodiversité, les Comores ont initié la mise en place de six aires protégées marines et terrestres dont

- deux sur l'île de Grande Comore : l'aire protégée marine du Cœlacanthe et l'aire protégée terrestre du Karthala ;
- deux à Mohéli : Parc Marin de Mohéli et parc terrestre autour de la montagne du Mlédjélé ;
- deux à Anjouan : l'aire protégée de la presqu'île de Bimbini et du Mont Ntingui.

Il s'avère donc primordial de gérer de manière durable les éléments de la biodiversité, de conserver et de valoriser au mieux notre potentiel biologique face à la pression anthropique. Cette protection de la biodiversité est particulièrement importante pour le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR). Dans ce document, l'exploitation non durable des ressources naturelles et les difficultés de mettre en place la relative législation nationale sont mises en évidence. Un des principaux problèmes est le manque de ressources financières pour soutenir la durabilité environnementale et la gestion des aires protégées.

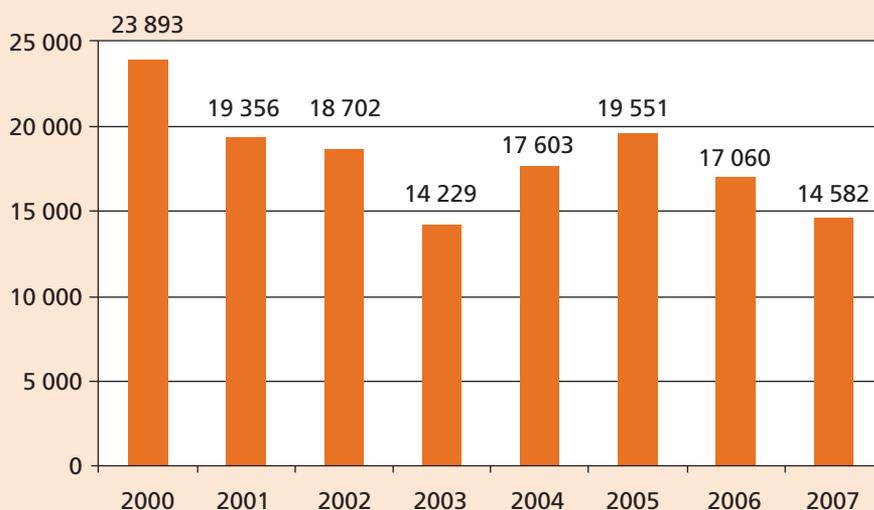
Le tourisme durable constitue une des alternatives à la fois pour la valorisation des ressources naturelles de l'archipel et pour combler ce manque de ressources financières. Son développement est actuellement entravé par de nombreux obstacles liés aux coûts élevés des liaisons aériennes, l'insuffisance des liaisons inter-îles, l'insécurité des liaisons maritimes inter-îles,

le coût élevé des séjours à l'hôtel du point de vue qualité-prix et une offre de produits touristiques limitée. Le tableau au bas de la page montre la faible fréquentation touristique du pays sur la période 2000-2007 ayant précédé l'élaboration de la stratégie nationale sur le tourisme.

C'est la diaspora comorienne qui constitue la part la plus importante de cette fréquentation. Le motif principal est la visite à des parents et amis (tableau 1 et 2). Il s'agit du segment le plus important qui connaît une croissance forte et stable. Il correspond à 73 593 arrivées de l'année 2000 à 2007 soit 50,76% du total des arrivées. Il s'agit pour l'essentiel de visiteurs d'origine comorienne résidant plus particulièrement en France et à la Réunion. Dans la même période, le tourisme d'affaires et professionnel a représenté 26 576 arrivées soit 18,33% du total des arrivées. Par contre, le motif de loisirs et de détente n'a représenté que 24% de l'ensemble des arrivées. Ceci est dû essentiellement à une situation socio-politique défavorable et au manque de promotion touristique sur le Comores.

La stratégie touristique élaborée en 2006 considère le tourisme comme une activité économique importante à développer pour contribuer au développement économique du pays. Elle a permis de procéder à un inventaire exhaustif des potentiels touristiques et des investissements hôteliers à réaliser. Ces potentiels demeurent cependant limités et la plupart des sites ne peuvent supporter de développement hôtelier majeur. Dans cette perspective, l'alternative que représente

Évolution de la fréquentation touristique entre 2000-2007



Source : ministère du Tourisme

Tableau 1 Arrivées aux frontières selon le motif de visite durant la période 2000-2003

	2000	2001	2002	2003
Tourisme de loisirs	13 071	7 745	3 508	1 298
Affaires et motifs professionnels	2 106	2 969	4 264	1 388
Visites à des parents et amis	7 753	7 050	9 472	10 698
Autres motifs	963	1 592	1 458	845
Total	23 893	19 356	18 702	14 229

Source : ministère du Tourisme

Tableau 2 Arrivées aux frontières selon le motif de visite durant la période 2004-2007

	2004	2005	2006	2007
Tourisme de loisirs	2 428	2 668	2 706	2 916
Affaires et motifs professionnels	3 020	3 142	5 313	4 374
Visites à des parents et amis	11 311	12 661	7 649	6 999
Autres motifs	844	1 080	1 392	293
Total	17603	19 551	17 060	14 582

Source : ministère du Tourisme

Tableau 3 Évolution des arrivées passagers depuis l'adoption de la stratégie touristique

	2007	2008	2009	2010	2011
Arrivées passagers	39 616	43 870	43 285	56 716	52 937
Arrivées passagers non-résidents	17 060	14 753	11 396	15 251	18 765
Arrivées touristes de loisirs	3 071	2 803	2 610	2 373	3 965
Total	59 747	61 426	57 291	74 340	75 667

Source : ministère du Tourisme

l'écotourisme permettrait de développer des activités écotouristiques classiques basées sur la mise en place de circuits de randonnées et d'exploration des points d'attrait des zones terrestres, côtières et marines.

Les études effectuées au cours de la décennie 2000 ont montré que l'archipel dispose d'importants atouts dont :

- un patrimoine naturel exceptionnel ;
- des paysages d'un grand intérêt et d'une certaine variété ;
- des plages rares, mais de bonne qualité ;
- des fonds sous-marins aux eaux d'une rare qualité de transparence ;
- des paysages de piémonts volcaniques spectaculaires et une possibilité de développement de l'agrotourisme ;
- un potentiel de développement (trekking) autour et dans le massif volcan Karthala ;

- le parc marin de Mohéli ;
- un accueil naturel chaleureux des communautés.

Les handicaps majeurs sont, entre autres :

- une perception négative d'instabilité politique et d'insécurité ;
- une faible organisation du secteur ;
- un niveau professionnel trop faible et une mauvaise organisation des guides ;
- une gestion non maîtrisée des déchets urbains (décharges sauvages, épaves) ;
- le problème de l'extraction du sable marin dans les villages côtiers ;
- un manque de relais d'accueil villageois en matière d'hébergement et de restauration ;
- des prix de services touristiques peu concurrentiels et peu cohérents.

L'écotourisme permettrait de développer des infrastructures plus légères et de compléter les activités touristiques classiques par des activités de randonnées et d'exploration des points d'attrait des zones côtières et marines. Une partie des sites a bénéficié déjà d'une action spécifique de la part des partenaires, ce qui a permis la sensibilisation et l'éducation de populations riveraines sur l'importance de préserver l'environnement marin et terrestre ainsi que la valorisation de ces sites. Grâce à cette action, une offre d'activités a été identifiée et permettra de valoriser les différents habitats et espèces qui y vivent : l'observation de la faune et de la flore marine et côtière (baleines à bosse, dauphins, oiseaux marins, tortues, concombres de mer, etc.), l'organisation de randonnées pédestres à travers des sentiers littoraux et des sentiers littoral-montagne aménagés et balisés, le développement des activités de mer avec des ballades en pirogues, des visites de mangroves, etc.

Le tourisme durable permettra de développer des activités génératrices de revenus pour les communautés riveraines des sites potentiellement touristiques, les pêcheurs, les agriculteurs et tous ceux qui vivent des produits marins et côtiers, en étroite collaboration avec les autorités locales qui gèrent ces aires. Il s'agit

de relever le défi du manque de ressources financières pour soutenir la durabilité environnementale et la gestion des aires protégées par le développement de l'écotourisme en tant que source durable de revenus économiques, nécessaires à la gestion des aires protégées et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, luttant ainsi contre la pauvreté.

Le tourisme durable permettra d'augmenter les revenus économiques de la population locale et de contribuer à réduire les pratiques actuelles qui affectent l'écosystème marin et terrestre par la participation active de toute partie prenante, y compris le secteur privé, les communautés locales et les pouvoirs publics.

C'est dans ce cadre qu'une ONG, *Ulanga* (Nature), se déploie depuis quelques années pour mettre en œuvre un programme pragmatique d'actions orienté vers l'élaboration d'un plan de valorisation écotouristique du patrimoine naturel, culturel et historique sur la base d'un inventaire des ressources. Une réflexion est en cours pour l'élaboration d'un schéma d'organisation de randonnées sur les îles avec un programme d'aménagement des sentiers littoraux et d'équipements, une signalétique de parcours de découverte (signalisation directionnelle et toponymique, halte, etc.) et des programmes d'animation

Une randonnée sur le plateau de Dibwani



Photo: OULEDI Ahmed.

Un lemur mongoz des Comores



Photo : OULEDI Ahmed.

évènementielle (danses folkloriques, expositions itinérantes, marchés occasionnels d'artisanat, contes, etc.).

Pour pouvoir atteindre ces objectifs, *Ulanga-Ngazidja* compte développer un plan de renforcement des capacités en écotourisme qui impliquera la formation des gestionnaires des sites et des écotouristes. Il s'agit de viabiliser la mise en place des sites d'écotourisme et des produits de découverte et d'initiation au patrimoine naturel et culturel. Un programme spécifique sera formulé en direction des associations riveraines des sites. Une place prépondérante sera également accordée à la sensibilisation et au renforcement des capacités des femmes et à leur implication dans les actions à développer.

L'ONG dispose d'un journal qu'elle diffuse depuis 1993 avec des articles et des reportages orientés vers la promotion de la gestion durable des ressources environnementales. Elle a produit un guide écotouristique qui met valeur les sites remarquables, les points de vue, les ressources côtières et marines, ainsi que les itinéraires pour mieux les visiter. Elle projette de créer une Maison de l'écotourisme qui sera un centre d'animation scientifique et d'écotourisme à Moroni, la capitale des Comores. Un site web est en

construction pour servir de cadre pour la mise en valeur et la promotion des ressources patrimoniales, la promotion d'une offre touristique locale de qualité et le développement de flux touristiques vers les Comores. Les îles de la lune ne sont plus un rêve, le tourisme durable peut faire d'elles une réalité que chacun d'entre nous sera à même de partager. Et ce, dans tous les vrais sens du terme.

Documents consultés

DELAUNAY, G., 2002 – Plan de développement de l'écotourisme pour le Parc Marin de Mohéli, Equaterre Association

Ulanga Ngazidja, 2007 – Guide d'écotourisme, île de Ngazidja

Union des Comores, 2005 – Document cadre stratégie touristique, « Les Comores une destination en devenir touristique ». Conférence des bailleurs de fonds en faveur des Comores, 8 décembre 2005.

Union des Comores, 2012 – Note de politique sur le tourisme, Rapport 1 : évaluation et diagnostic (version finale), projet ABGE 

Écotourisme dans le bassin du Congo

Utopie ou solution durable pour la croissance nationale ?



Christian JOHNSON-OGOULA et Aristide KASSANGOYE

Christian JOHNSON-OGOULA est titulaire d'une maîtrise en Géographie et d'un DESS en tourisme culturel de l'Université Omar Bongo. Fonctionnaire depuis près de dix ans au ministère du Tourisme, il a occupé plusieurs postes notamment celui de chargé d'études du Directeur Général, du Directeur Marketing et Communication à GABONTOUR et du Directeur général du Tourisme. Actuellement, il occupe le poste de Directeur technique adjoint à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN). Il s'intéresse à la mise en place d'un système de production touristique durable et efficace au Gabon. Il a beaucoup travaillé pour la promotion de la Destination Gabon au niveau national et international.

Il est enseignant vacataire (Marketing touristique) à la formation du DESS Tourisme de l'Université Omar Bongo.

Aristide KASSANGOYE est titulaire d'une maîtrise en Sociologie et d'un DESS en Tourisme culturel de l'Université Omar Bongo. Fonctionnaire depuis près de six ans au ministère du Tourisme, il a occupé plusieurs postes notamment celui de chargé d'études du Secrétaire général et du Directeur général adjoint du Tourisme. Actuellement, il occupe le poste de chef de service du Tourisme à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN). Ses domaines d'intervention sont le développement communautaire et l'appui au renforcement des capacités des communautés locales. Il a travaillé dans deux projets de l'Union européenne : sur la mise en place d'une entreprise de tourisme communautaire au village Setté-Cama au Gabon et sur le renforcement des acteurs locaux dans la gestion de l'écotourisme autour des parcs nationaux.

Il est enseignant vacataire (Tourisme et Artisanat) à la formation du DESS Tourisme de l'Université Omar Bongo.

johnchristiansah@yahoo.fr
kaasaris@yahoo.fr

Le tourisme est la première industrie du monde. Avec une contribution au PIB mondial estimée à plus de 11 %, 270 millions d'emplois créés, des recettes annuelles de 944 milliards de dollars US et 922 millions d'arrivées internationales en 2010, l'industrie du tourisme est devenue l'une des premières activités économiques du monde devant les industries du pétrole, de l'automobile et de l'électronique. En 2010, l'Afrique a enregistré 42,2 millions d'arrivées internationales pour 1200 milliards de francs CFA de recettes totales.

Entre 2008 et 2009, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a enregistré une augmentation de 3%. Le continent africain a été la seule grande région à connaître une telle augmentation et semble avoir été moins influencée par la récession économique. Toutefois, en 2009, la disparité entre l'Afrique du Nord (17,6 millions d'arrivées) et l'Afrique subsaharienne (50 pays, 28 millions d'arrivées) a encore été perceptible malgré une croissance observée de 3,4% par rapport à l'année précédente.

La part de l'Afrique centrale dans le tourisme international a été d'environ 0,3%, ce qui équivaut à moins de 3 000 000 d'arrivées internationales. Plus de 50% de ces arrivées proviennent de pays africains. Les touristes en provenance de l'Europe viennent en deuxième position et représentent la source touristique la plus importante. Les échanges entre pays de la sous-région sont nombreux et représentent plus d'un tiers des arrivées.

Pour ce qui est du réel poids du tourisme dans les économies des différents pays d'Afrique centrale, il est quasiment impossible de le connaître, car très peu de statistiques fiables sont disponibles. Au Gabon, depuis 2009, il existe certains chiffres grâce à l'élaboration du compte satellite du tourisme (CST), géré par la Direction générale du Tourisme. Ainsi, on note que dans ce pays, le tourisme constitue près de 6% du PIB du pays. Quelques chiffres ont pu être

Troupeau d'éléphants dans la région d'Iguéla au nord du parc national de Loango



Photo : ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux), Gabon

obtenus grâce à une étude menée dans les états de l'Afrique centrale¹, qui concernent la part du tourisme dans l'économie. Ainsi, nous pouvons noter que la Sao Tomé et Príncipe enregistre 12,4% du PIB pour son tourisme : 1,5% pour le Cameroun, 1% pour la RCA, 1% pour le Tchad et quasi nulle pour le Congo.

Par ailleurs, l'Afrique centrale recèle le deuxième massif forestier de la terre, la forêt équatoriale, après celui de l'Amazonie. Cette partie de l'Afrique, qui constitue un poumon essentiel de l'écosystème de la planète, est d'une biodiversité sans équivalent avec des richesses qui restent encore très mal connues. Cette grande diversité de ressources naturelles et de paysages, ainsi que d'un patrimoine culturel unique composé des cultures et des traditions atypiques très marquées, constituent de véritables potentialités touristiques. Potentialités qui n'engendrent pas encore suffisamment de produits touristiques fiables. Cependant, il est important de souligner que « les professionnels du tourisme s'accordent à dire que l'Afrique centrale est une destination émergente, où tout ou presque se met en place (législation, institutions, activités, etc.) et que les potentialités n'attendent qu'à être valorisées à leur juste valeur »².

Puisque dans ces pays d'Afrique centrale, la ressource touristique principale est la nature et comme « l'écotourisme est un voyage organisé dans le respect et la protection de la nature et dont les retombées directes vont aux populations locales », l'Afrique centrale devrait donc adopter comme forme principale de tourisme : l'écotourisme. C'est une forme de tourisme

durable qui tend à minimiser l'impact sur l'environnement naturel pour sa préservation à long terme et qui implique également une participation active des populations locales et des touristes à des actions de sauvegarde et d'éducation à la sauvegarde de la biodiversité (reforestation, protection de la faune et de la flore, réintroduction d'espèces menacées, etc.). Idéalement, l'écotourisme est la forme qui doit pouvoir servir à lutter contre la pauvreté des populations locales des pays d'Afrique centrale tout en préservant leur environnement et donc permettre une croissance économique durable.

L'écotourisme est, en effet, actuellement perçu comme l'un des secteurs les plus profitables au niveau mondial, car d'après les études réalisées, les vrais écotouristes dépensent généralement beaucoup plus d'argent durant leurs séjours que les touristes de masse (balnéaire). Il a été ainsi démontré que dans certains pays comme le Costa Rica, l'écotourisme prend une place considérable dans l'économie. L'écotourisme est également devenu la première source de revenus pour les communautés locales. Au niveau mondial, il est reconnu que l'écotourisme tient la première place en tant que tourisme durable.

Actuellement, le taux d'accroissement du tourisme dans le monde se situe entre 4 à 7% selon les années ; ce taux concerne environ 7% de la population mondiale et engendre 1,6 milliard de voyages par an. Le tourisme de nature représente 50% du marché touristique total et malgré le fait qu'il n'y ait pas de statistique fiable sur l'écotourisme, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et « The Ecotourism Society » considèrent qu'à peu près 7% de ce chiffre est représenté par l'écotourisme.

Tout ceci démontre que l'écotourisme constitue la forme de tourisme idéale pour une croissance nationale durable pour les pays d'Afrique centrale. D'autant que le potentiel écotouristique de l'Afrique centrale est réel et n'est plus à démontrer. Cependant, il faut noter que pour pouvoir développer le tourisme à partir du patrimoine naturel de l'Afrique centrale, il faut au préalable s'intéresser au tourisme dans sa globalité à l'échelle de la sous-région. Donc résoudre les freins majeurs du tourisme reviendrait à résoudre les problèmes rencontrés par le développement de l'écotourisme. L'écotourisme servira, finalement, à lutter contre la pauvreté en Afrique centrale si les États créent de bonnes conditions pour le tourisme.

1. Emilie Viard, chargée d'études au RAPAC

2. Emilie Viard dans « Afrique Centrale et Tourisme Réflexions autour du développement touristique »

Une large gamme d'acteurs (les communautés locales, les agences gouvernementales, les ONG, l'industrie du tourisme, etc.) sont impliqués dans la mise en œuvre de l'écotourisme. Parmi ces intervenants clés, il y a les membres du secteur privé de l'industrie du tourisme qui sont importants, car ils jouent un rôle clé dans la production et dans la promotion de l'écotourisme se caractérisant ainsi par la prépondérance de micro-entreprises.

Il a été constaté que dans différents pays d'Afrique centrale, l'activité écotouristique suscite un intérêt grandissant de la part des autorités administratives et de certains opérateurs privés. Même si ces pays enregistrent ce regain d'intérêt, leur système productif demeure encore embryonnaire. En effet, les différents opérateurs (publics et privés) connaissent différents problèmes qui sont d'ordre organisationnel (formation, métiers), structurel (inadaptation entre offre et demande) et infrastructurel (insuffisances, pistes, routes, etc.). Il est donc évident qu'il est nécessaire d'améliorer tout le système productif du secteur pour résoudre le problème constaté d'inorganisation du secteur.

Malgré l'existence de ressources touristiques variées, il est difficile de réaliser l'intégration nécessaire de ces ressources pour donner des activités touristiques fiables qui vont engendrer, grâce à l'intervention des agences de tourisme ou autres organisateurs, des produits touristiques. L'intégration des ressources à l'activité touristique ne se fait que par l'organisation conduite par les acteurs du secteur. En effet, l'intégration d'une ressource à une ou plusieurs activités se fait automatiquement en nécessitant un aménagement particulier, d'où un changement de fonction pour la ressource. Une fois enrichie, elle va être

Transfert des touristes vers le « Camp Kongou », en pirogues par les piroguiers locaux, sur la rivière Ivindo, Parc National d'Ivindo



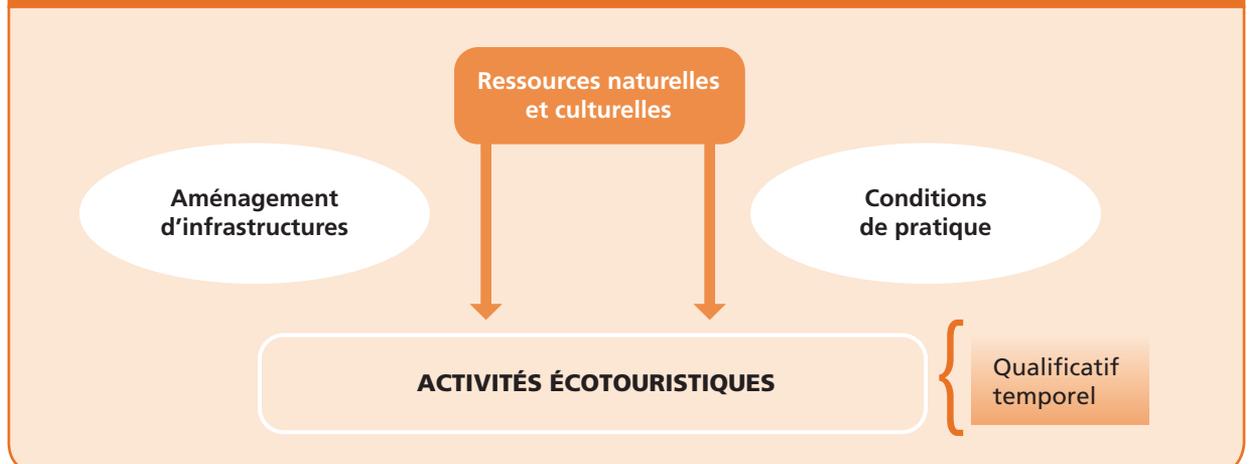
Photo : ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux), Gabon

l'occasion d'activités, de comportements, d'aptitudes propres aux loisirs et au tourisme.

Il est alors évident que « l'écotourisme en Afrique Centrale souffre de son inorganisation c'est-à-dire l'incapacité de transformation des ressources en produits fiables ». Cette transformation passe par un certain nombre d'actions programmées qui doivent être conduites aussi bien par les acteurs publics que privés de manière concertée.

Ainsi, la stratégie devrait s'appuyer sur la nécessité d'introduire une organisation dans le système productif prenant en compte les potentialités qui vont être intégrées à des activités répondant aux attentes du marché. Il s'agit de développer le produit qui va

Intégration des ressources aux activités touristiques



donc rendre les pays d'Afrique centrale plus attrayants en pratique grâce à la qualité de son organisation, c'est-à-dire à la qualité de l'intervention de ses acteurs. Cela va nécessiter d'opérer des changements importants dans la qualité du produit sans en changer la nature écotouristique : c'est *la stratégie de l'offre*.

Cette stratégie du produit doit se réaliser dans ce que l'on peut appeler « **pôles de compétitivité touristique** », déterminés sur la base de l'importance des potentialités écotouristiques qu'ils renferment. Les pôles de compétitivité devront constituer de véritables espaces de mise en œuvre de produits touristiques. Ces pôles représentent des zones géographiques comportant, chacune, des particularités au niveau de la flore, de la faune et des éléments de culture des populations locales. La détermination de ces zones est conduite par la recherche d'une diversité de lieux et d'éléments à découvrir par les visiteurs.

Cette stratégie complète celle présentée par Emilie Viard dans sa Réflexion pour le développement du tourisme en Afrique Centrale³. Elle précise en effet que « le développement touristique devrait s'inscrire dans une approche globale de développement de territoire. Le moteur principal du développement touristique à l'échelle sous régionale résiderait dans l'identification d'un besoin de développement économique au plan national. Il faudrait donc concevoir le tourisme comme une aide aux développements national et sous régional... l'identification de pôles touristiques (dans la même idée que le concept des

paysages/landscapes) tant au niveau national que sous-régional faciliterait l'approche territoire du développement du tourisme et donc la mise en réseau des sites d'intérêt... Ces pôles touristiques regrouperaient idéalement des caractéristiques remarquables et similaires. Il conviendrait par exemple de les thématiser (ex. : pistage gorille, rencontre avec le peuple de la forêt, grande chasse, circuit des chefferies, plage et détente, ponte des tortues marines, agritourisme, ornithologie, vison de baleine, plongée sous-marine, etc.) afin d'orienter le développement du tourisme dans ces pôles et faciliter du même coup la mise en place de circuits sous régionaux ».

La stratégie de pôles de compétitivité touristique, ayant pour base les alentours des aires protégées, permet le développement touristique local. Même si certains spécialistes du tourisme notent que « de par son emphase sur les voyages individuels ou en petits groupes, il serait utopique de croire que l'écotourisme puisse insuffler une vigueur nouvelle à l'économie d'un pays en difficulté, il y a lieu de reconnaître le fort potentiel de cette activité à améliorer l'économie locale »⁴. Parmi les bénéfices de l'industrie écotouristique, la création d'emploi pour les gens des communautés est souvent mentionnée et sert généralement d'indicateur de base. Cependant, n'est-ce pas la conjugaison de développements locaux qui va amener le développement national? Et ne vaut-il pas mieux des emplois locaux à temps partiel qui fixent tout de même les populations que de voir ces populations migrer vers les centres urbains et connaître le chômage? L'exemple de Sette Cama, au Gabon, illustre bien la contribution du tourisme durable au développement local. (cf l'encadré page...)

Au Gabon, une étude a été faite en 2009 concernant le développement de l'écotourisme dans le pays sachant que près de 11,25% du territoire est occupé par des aires protégées. Cette étude a montré que les 101 établissements d'hébergement recensés, qui ont une emprise directe sur les parcs nationaux (13 parcs) et donc qui participent à l'activité écotouristique, ont réalisé des chiffres d'affaires prévisionnels évoluant de 17,5Mds FCFA en 2008 à 25 Mds en 2012. En 2015, le chiffre d'affaires « écotouristique » serait de l'ordre de 35 Mds, auxquels il conviendra d'ajouter environ 7 Mds pour les autres dépenses connexes, soit 42 Mds de francs CFA courants au total⁵.

Pêcheurs locaux sur la rivière Ivindo, Parc National d'Ivindo.



Photo : ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux), Gabon

3. Op cit

4. Andy Drumm et Alan Moore, *Introduction à la planification de l'écotourisme*, 2003, 95 p.

5. Chiffres tirés du *Plan Directeur du Développement de l'Écotourisme*, 2009, 100 p. (à paraître)

Mosaïque forêt-savane dans le parc national de Lopé (patrimoine mondial de l'UNESCO)



Photo: ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux), Gabon

Ces chiffres sont atteints alors qu'aucune véritable politique de développement ne soit élaborée par les acteurs. Ce qui laisse penser qu'avec une politique et une stratégie de développement impliquant tous les acteurs, les retombées économiques de l'activité devraient être considérables et permettre de constituer un secteur économique important pour le développement économique local et national. Plus généralement, les gouvernements nationaux peuvent également s'assurer des recettes d'argent dérivées du tourisme par le biais des impôts à l'importation et des taxes. Ainsi, des chercheurs ont déterminé que le gouvernement du Belize avait gagné 7 millions BZ\$ à partir des taxes sur le carburant utilisé dans l'industrie du tourisme (Lindberg et Enriquez, 1994).

Le caractère utopique du développement économique engrangé par l'écotourisme est à relativiser, car dans tout projet écotouristique, les retombées économiques peuvent avoir une importance toute particulière pour les populations locales. En établissant le développement écotouristique par pôles, les touristes s'y rendant stimulent l'économie au niveau local, régional et national. Le tourisme procurant des emplois aux habitants à niveau local, ils auront plus d'argent à dépenser sur les lieux et l'activité économique de l'aire augmentera en se diffusant sur le plan national et finalement sur le plan régional. Cependant, il faut noter que « [...] ce n'est pas le tourisme qui permet le développement mais le développement géné-

ral d'une destination qui rend le tourisme profitable. Le tourisme n'est pas un phénomène isolé dans le sens où il dépend de nombreux facteurs externes. Il ne peut en conséquence se penser qu'en tenant compte de l'environnement global. C'est également une façon d'envisager le développement durable du tourisme »⁶.

Dans les pays d'Afrique centrale, les choses évoluent : les administrations nationales commencent à se doter d'un certain nombre de moyens législatifs, humains et opérationnels pour encadrer et dynamiser leur secteur productif touristique. Dans certains pays, beaucoup de travaux sont en cours d'élaboration, de consolidation ou d'actualisation afin que le cadre réglementaire et législatif se conforme aux standards internationaux et concerne non seulement l'action des acteurs publics, mais aussi celle des opérateurs privés. Tout ceci est encourageant pour faire que la croissance occasionnée par le développement par pôles écotouristiques s'observe véritablement et durablement sur le plan local avant de se propager sur le plan national et enfin au niveau régional. En effet, l'Afrique centrale détient un caractère exceptionnel et une qualité inégalée en termes d'histoire, de richesse culturelle, de faune et de flore. Elle se positionne comme une destination touristique différente, encore vierge. Reste à prendre les bonnes décisions au bon moment et surtout à les appliquer sans plus attendre, faisant ainsi de l'écotourisme une solution durable de la croissance des pays de l'Afrique centrale.

6. Op cit, Emilie Viard

Écotourisme communautaire dans le village Sette Cama

Sette Cama est un petit village du Gabon, situé au sud de la province de l'Ogooué Maritime dans la zone du parc national de Loango, région de gisements pétroliers importants qui devrait donc connaître une certaine prospérité. Pourtant, une bonne partie de ses habitants vit encore sans eau potable ni électricité. Le niveau de scolarité dépasse rarement le primaire dans les villages et l'accès aux soins médicaux et à l'emploi est problématique. L'esprit d'entreprise est complètement absent et les activités sont essentiellement celles de subsistance.

Le développement du tourisme durable devrait alors favoriser l'installation du secteur privé dans les zones riveraines des parcs nationaux. Pour cela, il appartenait aux communautés locales de saisir cette opportunité, évitant ainsi l'exode rural. Mais, trop souvent, les populations rurales étaient dans l'incapacité de mettre à profit ce genre d'occasions. Elles étaient des spectateurs passifs, parfois même des victimes du développement du tourisme dans leurs zones.

Le projet-pilote d'écotourisme communautaire à Sette Cama s'est alors basé sur un modèle participatif. Il tenait compte du fait que la participation active n'était pas possible pour tous, mais qu'elle devrait s'efforcer de faire bénéficier tout le monde.

En 2005, le projet conjoint (Union Européenne et État Gabonais) a débuté et a choisi la coopérative

Case Abiétu de Sette-Cama



Photo: Aristide KASSANGOYE

comme forme d'entreprise communautaire ; elle a été dénommée Abietu-bi-Sette Cama (le bien de Sette Cama en langue Lumbu). Cette coopérative gère un petit hébergement appelé *Case Abietu-bi-Sette Cama*. Au cours de cette première année d'exploitation, elle a permis d'accueillir près de 230 touristes, d'engranger près de 17 500 000 FCFA de recettes (hébergement, restauration, service guidage et vente de produits artisanaux) et a permis la formation professionnelle de 26 personnes, dont 10 hommes (écoguides) et 16 femmes (formation hôtelière). Une cinquantaine de personnes originaires de Sette Cama ont pu bénéficier directement des activités gérées par la Coopérative, notamment du travail occasionnel (pêche et petits services).

La Case Abietu a permis d'élargir l'offre touristique avec de l'hébergement, un service de restauration permettant de goûter à la cuisine traditionnelle, un service de guidage œuvrant activement au développement de produits touristiques et une production d'objets artisanaux.

L'optique adoptée a été celle du « tourisme pro-pauvres », c'est à dire le tourisme en tant qu'instrument de développement qui met les populations défavorisées au centre de la problématique du tourisme afin de faire reculer la pauvreté en améliorant les capacités et le niveau de vie. Les préoccupations environnementales sont également présentes, dans la mesure où un environnement dégradé nuit à la qualité de la vie de la communauté et aux chances d'attirer le touriste. Dans le cas de Sette Cama, la pauvreté était d'ordre financier et matériel, mais elle concernait aussi le manque de savoir-faire organisationnel, professionnel, décisionnel et relationnel (capacité à communiquer). 🌻

Femmes restauratrices de Sette-Cama



Photo: Aristide KASSANGOYE

Conservation de la biodiversité et développement durable des communautés riveraines

L'expérience pilote d'écotourisme dans le Parc National de Moukalaba-Doudou au Gabon

L'association gabonaise PROGRAM (Protectrice des grands singes de la Moukalaba) œuvre depuis 2004 à la valorisation, à travers l'écotourisme, du Parc National de Moukalaba-Doudou (PNMD), dans le sud-ouest du Gabon. La création d'un réseau de 13 parcs nationaux par le Gabon en 2002 visait, entre autres objectifs, à faire de la riche biodiversité de ce pays pour la conservation des forêts du Bassin du Congo un outil de croissance économique à travers la promotion d'un écotourisme à forte valeur ajoutée. S'appuyant sur cette dynamique, PROGRAM s'emploie à allier protection de l'environnement et développement durable des populations riveraines du PNMD. Focalisant ses efforts dans le village de Doussala, qui constitue la porte d'entrée est du parc, l'association gabonaise met en place les prémisses d'une fréquentation écotouristique centrée sur le pistage de gorilles sauvages. En effet, le PNMD dispose d'un atout majeur pour l'écotourisme avec la présence de la plus forte population de grands singes (gorilles de l'Ouest et chimpanzés communs) du Gabon, estimée à plus de 4 600 individus en 2005, et constitue le deuxième site mondial pour la conservation de ces primates. Abritant aussi beaucoup d'autres espèces (éléphants, buffles, cobes Defassa, crocodiles du Nil, hippopotames et de nombreux de petits singes), le PNMD peut constituer un fleuron pour l'écotourisme national et sous-régional.

Cependant, malgré un tel potentiel, l'écotourisme exige que certains critères soient réunis. PROGRAM commence alors un travail de fonds constituant à explorer ce parc pour identifier et évaluer les patrimoines naturels et culturels, afin de constituer une offre écotouristique qui assurera, d'une part, une adéquation avec les attentes des marchés potentiels et, d'autre part, une fréquentation pérenne du parc. Ce travail a permis de découvrir un site emblématique et à très fort potentiel dans le PNMD : la rivière Mbani. Écosystème particulier et refuge pour de nombreuses espèces intégralement protégées, le site Mbani est suivi écologiquement par PROGRAM depuis 2011 afin de déterminer la

Romain BEVILLE

Titulaire d'une maîtrise en Tourisme durable et écotourisme à l'Université Montpellier III, Romain BÉVILLES est Directeur exécutif adjoint de l'ONG « Association Protectrice des grands singes de la Moukalaba » ou « PROGRAM », située au Gabon. Basé à Tchibanga, il accompagne dans leurs efforts les populations locales pour la protection de l'environnement et la valorisation de leurs patrimoines. Il assure le suivi des activités de conservation menées par PROGRAM et travaille à la mise en valeur des potentialités écotouristiques du parc national de Moukalaba-Doudou.



romain.beville@gmail.com

saisonnalité du site, les périodicités de fréquentation de la faune ainsi que certains critères importants pour la structuration de l'écotourisme (garanties de vision, règles de sécurité, typologie de la faune, etc.).

Ainsi, après cinq années de travail, PROGRAM a réussi à constituer le cœur de l'offre écotouristique du PNMD. Avec les sites de Doussala et de la Mbani, l'ONG est en mesure de concevoir des circuits touristiques. Depuis 2010, une expérimentation de l'activité écotouristique est menée et plus de 200 touristes ont pu visiter le parc avec guide. En 2012, PROGRAM établit des partenariats avec des voyagistes et des agences de voyages nationales et internationales, notamment Saïga. Ces professionnels du tourisme sont des relais indispensables pour la fréquentation des sites écotouristiques d'Afrique centrale, car ils sont émetteurs de clients. Impliquant les communautés locales dans la gestion de cette activité, un certain nombre de prestations de services leur ont été confiées (guidage, pistage, restauration locale par un groupe de femmes, danses traditionnelles) et des renforcements de capacités ont été menés. Avec près de 50% des revenus générés qui reviennent aux communautés locales, PROGRAM a réussi son pari d'allier

approche communautaire et « gestion privée » (réservation, coordination, conception de séjour, etc.) qui relève de la responsabilité de l'ONG.

PROGRAM poursuit ses efforts en développant des activités de conservation liées aux problématiques environnementales du parc (braconnage, trafic d'ivoire, maintien des habitats, sensibilisation et éducation environnementale, etc.), en structurant l'écotourisme (recherche de partenaires/bailleurs pour mener un programme d'habituation des grands singes, renforcement des capacités et professionnalisation de la gestion de l'écotourisme, outils de suivi/évaluation, etc.) et en appuyant les populations locales dans la diversification de leurs revenus économiques et l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'exemple de PROGRAM et du PNMD démontre que l'écotourisme en Afrique centrale ne relève pas forcément d'une utopie. Avec une méthodologie d'évaluation rigoureuse des potentialités, un accompagnement des populations locales, une forte détermination et une bonne adéquation entre l'offre et la demande, il est possible de développer des sites écotouristiques à fort potentiel. Cependant, force est de constater que de nombreux défis doivent être relevés pour faire de ce secteur professionnel un outil durable pour la croissance nationale. Accessibilité des sites, logistique, aménagement des aires protégées, responsabilisation et professionnalisme des communautés locales sont des freins importants, mais qui peuvent être résolus avec un minimum de volonté et d'investissement. Une politique nationale concrète de promotion de ce secteur à travers

la facilitation des démarches administratives et d'entrée sur les territoires pour les touristes, la mise en place de structures de formation, la promotion de mesures fiscales incitant les investissements privés, l'accompagnement et le soutien aux PME touristiques et à la société civile, la réduction de la corruption, etc., sont autant de facteurs sur lesquels les politiques gouvernementales doivent travailler et résoudre pour asseoir définitivement l'écotourisme dans les moteurs de croissance nationale.

La fragilité de l'écotourisme et son exigence en matière de gestion afin de répondre aux critères et aux normes internationales nécessitent une approche rigoureuse et précautionneuse dans la conception de l'offre, des sites et des circuits internationaux. Le modèle développé par PROGRAM, qui s'appuie sur une collaboration étroite entre administration de gestion des aires protégées, société civile locale en appui continu et développement de partenariat avec le secteur privé pour une gestion professionnelle et économiquement pérenne de l'écotourisme, est sûrement un modèle à répliquer et à promouvoir sur les sites à forts potentiels naturels et culturels. Mais l'écotourisme, plus particulièrement en Afrique centrale, rencontre souvent un problème de financement qui empêche les associations locales et nationales de mettre en pratique leur vision, d'aménager les sites, de développer des outils de gestion structurants, de se conformer à la législation en vigueur et d'assister techniquement les administrations dans l'aménagement et la valorisation de leur territoire. 🌸

Panorama du Parc National de Moukalaba-Doudou



Photo : Romain Béville

Madagascar

Destination touristique naturellement durable



Patrick Hermann RAMONJAVELO

Titulaire d'une maîtrise en Relations internationales (Paris) et d'une autre en Économie du transport aérien (Aix-en-Provence), Patrick RAMONJAVELO est un spécialiste malgache des secteurs aérien et du tourisme. Après huit ans en compagnies aériennes, il est cadre marketing chez Amadeus France (Paris) depuis 2006, tout en conseillant bénévolement les ministres malgaches successifs du Tourisme depuis 2009. Convaincu que les pays les moins avancés comme Madagascar doivent s'engager sur la voie du tourisme durable, il propose l'approche des 4P (Partenariat Public, Privé et Populations) pour y parvenir.

Analyse de la situation

Entre 2003 et 2008, la destination Madagascar affichait une croissance moyenne annuelle de 11% du nombre de visiteurs pour atteindre le pic historique de 375 000 touristes en point de sortie 2008. Puis la destination a souffert, à partir de 2009, des effets de la crise financière mondiale sur les décisions de voyages, couplée à la crise sociopolitique nationale qui a effrayé le touriste. Conséquences : une chute de 50% sur les arrivées internationales en 2009 (versus 2008), des destructions d'emplois, du chômage technique et une perte sur de revenu national. Quatre ans après, le tourisme peine à retrouver sa santé d'avant crise malgré les efforts notables des acteurs du secteur. Ces derniers sont aussi confrontés à une détérioration des dessertes aériennes domestiques : irrégularités répétées des vols vers les destinations touristiques, prix des billets onéreux dissuadant la clientèle résidente ou encore l'absence de liaisons vers des villes enclavées. Étant donné l'immensité de l'île, et la faible infrastructure terrestre, le transport aérien doit être le levier pour dynamiser durablement le tourisme.

Par ailleurs, plusieurs départements concernés par le tourisme travaillent de façon cloisonnée, hermétique et peu ouverte. Les départements de l'environnement, de la culture, du patrimoine, du commerce, de l'industrie, des finances, du transport et de la sécurité y gagneraient assurément à œuvrer en synergie dans l'intérêt de la durabilité du tourisme.

Puis, il y a la question du modèle du tourisme pour Madagascar. Un tourisme de masse ou de niche ? Un tourisme durable sur le long terme ou un tourisme d'opportunité sur le court terme ?

Enfin, le tourisme est considéré comme un des secteurs qui permettra de relever le défi démographique qui se profile à vive allure. Madagascar doublera sa population actuelle en 2050 pour compter 40 millions d'habitants.

Secteur à forte capacité de résilience, le tourisme n'en reste pas moins une industrie composée d'investisseurs, d'agents économiques et de capitaux humains. Les crises répétées et l'absence de solutions concertées et pérennes ont engendré une perte de confiance à entreprendre dans le secteur.

Si les élections présidentielles ont lieu d'ici la fin 2013, comme le souhaitent la majorité des Malgaches, la relance du tourisme pourrait s'opérer dès 2014. Encore faut-il que la stratégie choisie soit enfin durable... Il en va de l'avenir économique et social de la Grande Île.

patrick.ramonjavelo@gmail.com



L'Île de Madagascar, avec sa superficie supérieure à celle de la France et celle de la Belgique réunies, pour une démographie 3 fois et demi moins importante avec 21 millions d'habitants, dispose d'une faune et d'une flore quasi endémique. A-t-elle réellement conscience de ces avantages absolus ?

Madagascar est un creuset de populations, de cultures et d'idiomes. Est-ce qu'il a mesuré toutes ces richesses ?

La Grande Île est composée de 50% de jeunes de moins de 35 ans, prêts à relever tous les défis pour un avenir meilleur. Ce potentiel est-il pleinement valorisé ?

Les réponses aux trois questions sont à ce jour « non ». Et pourtant, l'espoir de changer ces « non » en « oui » renaît progressivement dans le secteur du tourisme malgache. En effet, tous les acteurs touristiques, privés et publics, ont décidé ensemble de positionner la destination Madagascar sur l'échiquier du « tourisme durable ».

Le tourisme durable, le positionnement choisi

Le tourisme durable est une approche que certains acteurs, tant publics que privés, ont essayé en vain de mettre en place depuis plusieurs années. Principales raisons : besoin de plus de pédagogie sur la thématique, passage en force sans consultation et travail de laboratoire inadapté sur le terrain.

Dès le mois de décembre 2011, les autorités en charge du tourisme ont mis en place une Commission « Tourisme Durable » qui a pour but de discuter, d'échanger, de proposer et de valider des actions pour la durabilité du tourisme. Cette Commission se réunit au sein de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) qui représente les acteurs privés du tourisme.

Par la suite, plusieurs cycles de rencontres ont eu lieu. Jamais le secteur n'a connu autant d'échanges, de consultations autour des trois questions clés : « Quel tourisme souhaitons-nous pour Madagascar ? », « Avons-nous une stratégie à recommander ? » et « Quelles sont nos attentes des pouvoirs publics ? ». Cette démarche de consultations et d'implication a séduit les acteurs du tourisme et cela a permis de faire émerger une vision partagée : « Faire de Madagascar la destination naturellement durable ».

« Mitambatra vato, misaraka fasika » ou « Ensemble, on est plus fort »

Le secteur du tourisme a longuement avancé en ordre dispersé. Chaque acteur avait sa propre feuille de route, ses objectifs individuels et ses réussites unipersonnelles. Peu ou pas de partage d'informations, aucune stratégie commune pour porter et développer le secteur. Le marasme politico-économique qui a lieu depuis 2009 n'a fait qu'amplifier cet état de fait. La confiance entre chaque acteur s'est quasiment écroulée.

Depuis mai 2012, nous avons noté l'inversion de la courbe de confiance qui est repartie vers le haut.

En effet, à cette date, les autorités publiques et acteurs privés ont échangé plus efficacement autour d'une table dans le but de valider la stratégie du secteur. Ils ont ensuite partagé, écouté et impliqué toutes les entités, publiques et privées. Des acteurs transversaux ont également été consultés : les ministères de l'Environnement, de l'Eau, de la Culture ainsi que des organismes nationaux et internationaux comme le Syndicat National des Agences de Voyages de France (SNAV), l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), l'Institut Français du Tourisme (LFT), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ou encore l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). La convergence de stratégies suivie d'une synergie des acteurs du tourisme avec l'appui des secteurs transversaux ont redonné confiance.

Les acteurs du tourisme malgache ne forment à présent qu'un seul et unique bloc pour relever les défis d'aujourd'hui et surtout de demain : créer des emplois, générer des devises et lutter contre l'extrême pauvreté.

Un plan stratégique à mettre en œuvre

À la suite des diverses consultations et des échanges avec toutes les parties prenantes du secteur tourisme, avec pas moins de trente réunions nationales et internationales en moins de six mois, le plan stratégique appelé DEFIS 2017 a été porté sur les fonts baptismaux. DEFIS est l'acronyme de **D**iversifications (produits, offres, marchés émetteurs, etc.), **E**mplois (directs, indirects et induits), **F**ormations (renforcement de capacité, développement de compétences, etc.), **I**nvestissements

(IDE traditionnels, IDL pour investissements directs locaux et IDE23 ou investissements directs étrangers de la 23^e région de Madagascar, sa diaspora forte de plus de 80 000 citoyens) et Synergies sectorielles.

Le plan DEFIS a évolué en avril 2013 à la demande des parties prenantes du secteur tourisme, qui constatent un contexte du moment encore fragile pour mettre réellement ce plan en route. Le fonds du plan stratégique s'est enrichi de nouveaux grands axes. DEFIS 2017 est remplacé par DEFIS 2020!

Ce nouveau plan intégrera le plan directeur établi en 2006 et les grandes lignes de DEFIS 2017.

DEFIS 2020 va reposer sur les cinq piliers suivants :

1. Transport aérien
2. Environnement
3. Formations et assimilés
4. Cultures et artisanat
5. Promotion et développement de notoriété.

DEFIS 2020 a deux objectifs principaux :

- Augmenter les investissements dans le secteur tourisme de 50 % d'ici 2020 (vs 2013)
- Multiplier par 1,5 le nombre d'emplois créés dans le secteur tourisme d'ici 2020 (vs 2013)

Les principaux axes du plan DEFIS 2020 sont les suivants :

- Bonne gouvernance sectorielle, à chaque niveau de réalisation : local, régional et national.
- GPECNT5 ou Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences nationales du secteur tourisme dans les 5 ans à venir : Quelles compétences sont attendues ? Combien de centres de formation ? Où seront concentrées les plus fortes demandes d'emploi ? En somme, il s'agit ici d'anticiper les demandes futures.
- Émergence d'un monde des affaires à l'échelle « très locale » : accès à des instruments de micro-finance et fonds pour les projets de tourisme durable locaux.

Le plan DEFIS 2020 est mis en œuvre à travers **l'approche des 4P (Partenariat Public, Privé et Populations)**.

L'approche des 4P a été évoquée pour la première fois lors de la conférence organisée par l'International Trade Center à Istanbul le 11 mai 2011, en marge du 4^e sommet des Nations Unies pour les pays les moins avancés (PMA4).

Il s'agit de réussir à mettre les populations « au cœur » de chaque projet du tourisme sur leurs territoires. L'information, la consultation et l'implication systématique des populations locales sont des préalables pour la viabilité et la durabilité des projets touristiques.

De plus, dans des pays comme Madagascar, où le droit coutumier est encore fortement en vigueur, il est essentiel que les dépositaires des pouvoirs traditionnels, les autorités émotionnelles ou encore les sages des communautés locales soient consultés en même temps que les autorités publiques.

L'approche des 4P est celle qui rend assurément durable tout projet mis en œuvre dans les terroirs. Elle peut être la garantie de créations d'emplois pour les locaux et l'assurance des retombées positives pour les communautés villageoises.

Un raffermissement des liens avec les entités internationales

Depuis mars 2009, des organismes internationaux et des instruments bilatéraux ont progressivement diminué, puis cessé toute coopération avec Madagascar. L'Organisation Internationale de la Francophonie, le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale ou encore la BMZ (coopération allemande) ont suspendu tour à tour leurs coopérations. Seuls les projets humanitaires urgents sont éligibles à des décaissements. Au fur et à mesure que la lumière des coopérations s'éteignait, le feu des forêts augmentait et le désespoir des populations locales s'affichait. Les attraits du tourisme étaient et sont encore à risque en raison d'une baisse de la vigilance des populations. Patrimoines naturels, représentant 2% de la biodiversité mondiale, et patrimoines culturels de Madagascar sont toujours sous pression. Faute d'aides financières bilatérales et multilatérales conséquentes, il est devenu difficile de maintenir et de développer les avantages absolus de la destination Madagascar.

Dans ce contexte, le ministère du Tourisme a consenti à faire des efforts budgétaires afin d'assurer la présence de Madagascar dans les « rendez-vous internationaux majeurs » afin de garder contact avec les instances internationales, de (re)nouer des contacts et d'acquiescer du savoir en matière de tourisme durable. Une délégation ministérielle était présente aux 2^e et 3^e Conférences annuelles du Partenariat mondial pour le Tourisme durable à Séoul (Corée du Sud,) puis à Bonn (Allemagne), au Sommet Rio+20 à Rio de

Janeiro (Brésil), au 93^e Conseil Exécutif de l'Organisation mondiale du Tourisme à Madrid (Espagne), au Salon IFTM Top Résa 2012 à Paris (France), au Salon WTM 2012 à Londres (Grande-Bretagne), au Salon ITB Milan (Italie) et tout récemment à la réunion d'Experts du tourisme organisée par la CNUCED à Genève (Suisse).

Un autre objectif avoué de ces participations est de partager la vision « tourisme durable » et le plan stratégique « DEFIS 2020 ». Pour preuve, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a accepté d'organiser une Conférence Internationale sur le Tourisme Durable avec les autorités du tourisme de Madagascar dès que les élections auront eu lieu. Plusieurs thèmes du tourisme durable devront y être abordés (ex. : thématique de l'eau, du transport aérien, de la production et de la consommation durable, etc.). De nombreux experts et professionnels devraient être présents à cette Conférence qui validera le choix de Madagascar pour un tourisme durable et servira de rampe de lancement à la stratégie du tourisme sur le long terme.

Enfin, il est à noter que plusieurs organisations non gouvernementales se mobilisent pour développer à leurs niveaux le tourisme durable. L'association franco-malgache FINARITRA a, par exemple, convaincu des classes de secondes du Lycée Louis Le Grand (Paris-France) et du Collège Saint-Gabriel (Majunga-Madagascar) de réaliser des travaux sur le thème des « enjeux du tourisme durable pour les acteurs du tourisme à Madagascar » durant l'année scolaire 2012-2013. Les recommandations de ces étudiants concernés par le développement durable seront communiquées aux entités publiques et privées du tourisme malgache dans les prochains jours. Cette action de l'association FINARITRA démontre que la future génération de tout horizon s'invite volontiers dans les réflexions sur la mise en route optimale d'un tourisme durable, dès lors qu'elle est impliquée.

Le tourisme durable n'est pas une option, mais une « priorité » pour Madagascar afin de réussir à relever les DEFIS 2020! 🌟

Palais de la Reine de Madagascar



Photo : Wallasucré

Le Tourisme Rural Intégré en Basse Casamance

Un tourisme par et pour les populations, mise en place et gouvernance



Modou DIOUF et Ousmane BASSE

Modou DIOUF est coordonnateur de
l'Office de tourisme de Casamance

Ousmane BASSE est enseignant-
chercheur au Département de Tou-
risme à l'Université de Ziguinchor

Au Sénégal, la Basse Casamance, de par la richesse naturelle de son territoire, de sa côte balnéaire, de son fleuve, de sa culture plurielle et de ses forêts, possède un riche potentiel touristique sous-exploité. Ce secteur est sans nul doute celui qui, dans l'avenir, pourrait contribuer de manière significative à la croissance de cette région méridionale du Sénégal, située entre la Gambie et la Guinée Bissau.

Région essentiellement tournée vers l'agriculture, notamment la riziculture et la culture de l'arachide, elle recèle de ressources naturelles très variées, d'espèces sauvages et d'écosystèmes de toutes sortes.

Cependant, le tourisme s'est développé dans la région par l'entremise du Club Méditerranée au village du Cap Skirring et a très vite eu des effets d'entraînement sur l'économie locale, la culture et l'environnement naturel.

Ainsi, pour construire une dynamique saine et durable en faveur des populations locales, un nouveau modèle de mise en œuvre du tourisme a été expérimenté dans une dizaine de villages en Basse Casamance : le Tourisme Rural Intégré (T.R.I.).

Le Tourisme Rural Intégré ou un modèle de tourisme respectueux

Par l'initiative de Christian SAGLIO, coopérant français, et d'Adama GOUDIABY, Directeur du Centre artisanal de Ziguinchor, le tourisme rural intégré a vu le jour en 1974 en Casamance, avec le soutien de l'Agence de coopération culturelle et technique¹. C'est à cette époque et avec la diversification de l'offre touristique que le concept de «Tourisme Rural Intégré» a été adopté. Cette forme de tourisme vise en général la clientèle associative sensible aux problèmes de développement communautaire dans les pays du Sud.

C'est ainsi que le premier campement villageois en Casamance a été construit à Elinkine en 1974.

1. L'ACCT est née à Niamey (Niger) en Mars 1970. Elle rassemble les pays liés par l'usage commun de la langue française, à des fins de coopération dans le domaine de l'éducation, des sciences et des techniques (cf. l'introduction de l'Almanach africain, 1976-77, n°2)

Ensuite, en moins de 10 ans, une quinzaine de campements ont été bâtis dans le respect de l'architecture traditionnelle locale (case ronde, case à étage, case à impluvium).

Depuis 1980, certains campements ont reçu de 2000 à 5000 visiteurs par an.

16 campements villageois ont été répertoriés depuis le lancement du concept :

- Dans le département de Bignona, 11 campements : Abéné, Affiniam, Baila, Koubalan, Kafountine, Diannah, Kabadio, Thiock-Essyl, Finthiok, Coubanao, Djilacoune ;
- Dans le département de Ziguinchor, 2 campements : Enampore (2^e campement construit en 1976), Dioher ;
- Dans le département d'Oussouye, 3 campements : Elinkine (1^{er} campement en 1974), Oussouye, Niambalang.

L'appropriation du concept de «Tourisme Rural Intégré» par les populations villageoises se justifie par la capacité de pouvoir contrôler et de veiller sur cette activité tout en respectant les us et coutumes, les mœurs, l'identité culturelle, la mise en valeur du patrimoine culturel (architecture locale, danses et folklore) et naturel (la faune, la flore, mangrove) dans le développement local.

Les campements villageois et la coopération internationale

Le Tourisme Rural Intégré est un produit que le Sénégal écoule sur le marché international du fait de sa spécificité depuis les années 1980. Par ce produit, certains campements villageois de Casamance sont plus connus à l'étranger que sur le plan national ; c'est le cas par exemple d'Enampore avec sa case à impluvium et d'Oussouye avec sa case à étage.

Par ailleurs, certains villages exploitant un campement ont été à l'origine de partenariats entre des territoires du nord et du sud. Ces coopérations se sont investies dans la construction et l'équipement d'infrastructures sociales au bénéfice des populations locales. Par exemple, nous pouvons citer des partenariats féconds avec des villes Françaises :

- Enampore et Pornichet ;
- Baila et Oudan ;
- Koubalan et Colomars ;
- Kafountine et Yzeure.

Cette coopération issue du Tourisme Rural Intégré a permis aux villageois de tirer profit du secteur touristique. En 1993, la commune française de Pornichet a offert au villageois d'Enampore 114 lits affectés à divers services et organisations de la zone (Paroisse St Antoine de Padou ; Orphelinat Djibélor ; Maternité

Case à impluvium

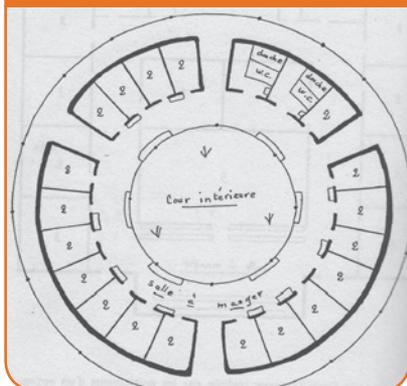


Photo : Muriel SCIBILIA

Intérieur d'une case à impluvium

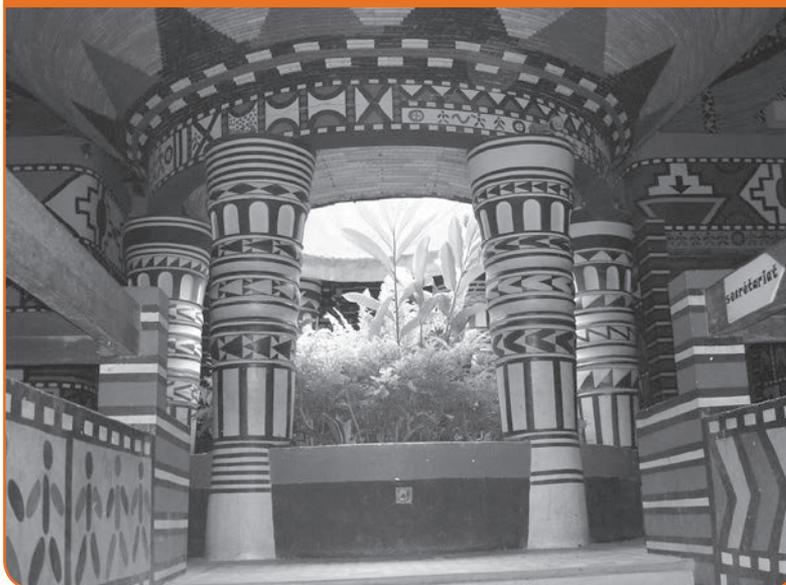


Photo : Christian Commenge – Voir le site de voyage de Christian et Renée (www.lestroiscaravelles.net)

Case à étage



Photo: Office de Tourisme de Casamance

de Dombondir...). Des coopérations dites décentralisées ont appuyé le développement de campements villageois. Le programme de coopération décentralisée entre la région de Ziguinchor et la région Alsace 2013–2015 met une priorité sur l'appui au développement du tourisme et du tourisme intégré en partie.

Entre 1978 et 2010, plus de 1 500 000 Touristes ont séjourné dans les campements villageois rapportant ainsi plus de 20 millions FCFA de recettes par an. Ces retombées économiques ont été réinvesties entièrement par les populations locales dans des micros projets générateurs de revenus participant au combat pour la réduction de la pauvreté.

Les effets entraînés des campements villageois sur l'économie locale

Les bénéfices sont considérables pour les communautés villageoises. Ils permettent de salarier à plein temps les travailleurs durant la haute saison touristique et de fournir des revenus additionnels aux paysans. Les villageois ont su investir leurs bénéfices dans des activités génératrices de revenus (produits halieutiques ou agricoles, apiculture, aviculture, vannerie).

Ainsi au cours des premières années de fonctionnement:

- Le campement villageois d'Elinkine a construit une maternité, un dispensaire, un puits et quatre nouvelles salles de classe, mais a aussi permis le désenclavement du village par une piste d'accès. Les villageois ont mené des opérations de reboisement et de plantation d'arbres fruitiers.
- Le campement d'Enampor a investi dans la création et l'équipement de six salles de classe, ouvert un dépôt alimentaire collectif et acheté une moto pompe pour l'alimentation du château d'eau du village.

Dans certains campements, les bénéficiaires ont permis l'acquisition d'équipements scolaires et sanitaires, dans d'autres, comme Abéné et Baïla, les profits ont contribué à la construction de lieux de cultes (mosquées, églises, etc.).

À cela s'ajoutent des microprojets comme :

- Le maraîchage à Elinkine, Koubalan, Thionk-Essyl et Abéné, permettant à ces campements de trouver un marché de proximité à bon prix.
- L'achat de pirogues pour la pêche et les balades à travers les bolongs² à Elinkine, Affiniam et Baïla.

2. Bolong: bras de mer.

Le coût total des réalisations s'élève à près de 90 millions de francs CFA (à l'an 2000), ce qui est tout à fait significatif pour des villages autrefois encastrés et condamnés à l'économie de subsistance.

Organisation et gouvernance du Tourisme Rural Intégré

Sur proposition de la Fédération des campements villageois, il a été institué un modèle de gouvernance pour tous les campements.

Cette Fédération s'est donné pour objectif, d'accompagner les campements dans la rationalisation de leurs activités et vers une gestion pérenne de leur réceptif.

L'atteinte de cet objectif vise l'élaboration concertée d'un manuel de procédures relatif à la gestion et à l'administration des campements villageois; manuel qui sera ensuite diffusé auprès de tous les campements qui souhaiteraient l'adopter. Ce manuel traite les différents points qui encadrent l'activité des campements et qui permettent d'atteindre les objectifs suivants :

- Augmenter l'efficacité en termes d'organisation en élaborant un règlement intérieur encadrant l'ensemble des tâches relatives à l'exploitation du campement ;
- Définir les orientations de la gestion comptable et financière en proposant une nouvelle répartition des bénéfices.

Le conseil de gestion compte aussi s'investir dans le soutien à la communication et à la commercialisation du Tourisme Rural Intégré.

Pour ce faire, il s'agira :

- d'inciter l'ensemble des campements à mutualiser leurs moyens financiers pour accroître leur visibilité ;
- d'élaborer des stratégies de promotion basées sur la mise en place d'offres attrayantes et sur la valorisation du concept de tourisme rural intégré ;
- de former le personnel en accueil, hébergement, restauration, animation et en guidage.

Le Conseil d'administration de chacun des campements villageois, composé d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de membres, est élu par tous les villageois lors d'un congrès annuel ou bisannuel. Il choisit l'équipe de gestion (Conseil de gestion) qui se compose d'un gérant, de son adjoint, de deux cuisinières et d'un gardien

Le CA gère les comptes du campement. À chaque fin de mois, il contrôle les dépenses et les recettes et calcule les bénéfices. 45% des bénéfices sont partagés à parts égales aux employés et 55% sont destinés à la caisse du village pour le développement local.

Il organise des réunions lorsqu'il y a des décisions à prendre pour le campement (le plus souvent pour son entretien) et des congrès pour rassembler toute la population et l'informer sur l'évolution du campement.

Le CA contrôle l'activité du CG et rend des comptes aux villageois. Chaque décision de l'équipe de gestion doit être soumise au Conseil d'administration pour validation.

Par cette forme d'organisation et de gouvernance locale, le tourisme rural intégré a révolutionné les comportements et les mentalités de ces villageois.

Conclusion

Le Tourisme Rural Intégré a été et reste une opportunité, aussi bien pour le Sénégal qui complète son offre balnéaire par un produit touristique viable que pour la Basse Casamance dont les populations ont bénéficié directement, et de façon significative, des retombées du secteur touristique, ou indirectement par l'exploitation de créneaux d'activités génératrices de revenus. Cependant, en raison de l'expérience vécue jusque-là, les points soulevés et expliquant en partie le succès du tourisme rural intégré doivent faire l'objet d'attention et méritent d'être exploités pour une relance de cette forme de tourisme.

Le Tourisme Rural Intégré doit être un levier solide pour la lutte contre la pauvreté et la sauvegarde du patrimoine local.

Dans un monde où l'on parle de plus en plus de tourisme durable, le Tourisme Rural Intégré, qui est peut-être la mère de cette forme de tourisme, doit être soutenu dans l'objectif de permettre aux populations locales de disposer d'un outil de travail qui engendre des revenus additionnels pouvant contribuer valablement au développement des territoires tout en contribuant à la préservation et à la mise en valeur de la biodiversité, des cultures et identités locales. 🌻

Le tourisme durable dans le Chouf Souayjani

La valorisation des patrimoines culturels et naturels pour une économie verte



Nouha GHOSSEINI

Depuis 2004, Nouha GHOSSEINI est Présidente de la Fédération des municipalités du Chouf Souayjani, ainsi que Maire de Baakline, Caza du Chouf, Liban. Titulaire d'un doctorat de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de La Sorbonne-Paris IV, elle est actuellement professeure à l'Université Libanaise, à l'École Doctorale des Sciences et Techniques. Ses spécialisations sont: architectures, paysages et développement durable.

Le regroupement des communes du Chouf Souayjani occupe une position centrale dans le Chouf qui est l'un des principaux Caza du District du Mont-Liban. Sa proximité de Beyrouth (à une distance de 42 à 54 km) et du littoral dote le regroupement d'un potentiel d'attraction indéniable au cœur d'un cadre exceptionnel. Le climat modéré se prête à l'estivage et à l'hivernage et constitue un attrait touristique essentiel.

De plus, le Souayjani, qui s'étend sur une superficie de 5 996 hectares, possède des ressources naturelles importantes (forêts, cours d'eau, sources d'eau potable, etc.) qui constituent des valeurs paysagères dignes d'être protégées afin d'en profiter sur le plan de l'attractivité touristique du regroupement.

La région se caractérise aussi par ses sites historiques, son patrimoine bâti et le cachet rural de la majorité de ses localités qui conservent toujours des témoignages historiques: monuments, anciennes demeures, villas, mais surtout des tissus anciens variés, conservés dans leur entité.

La population du Chouf Souayjani est au nombre de 54 385. Une bonne partie des gens qui a quitté la région durant la guerre civile ne s'est toujours pas retournée. Ceci est dû au manque flagrant de secteurs de services et d'activités économiques qui pourraient drainer les investissements et attirer cette population à la recherche d'un mode de vie meilleur.

Fin 2009, la Fédération des Municipalités du Souayjani (FMCS)¹ a eu une subvention de la part de l'Union européenne (de l'ordre de 678 000 euros)² pour revitaliser durablement le secteur touristique dans la région. Cette subvention représente une opportunité grandiose: la mise en valeur de la richesse naturelle

1. Cette Fédération a été fondée en 1979, elle regroupe neuf communes du Souayjani (Baakline, Aïn Bal, Gharifeh, Mazraat ech Chouf, Kahlounieh, Aatine, Jdeidet ech Chouf, Semkaniyé et Aïn ou Zain). Les travaux des différents conseils municipaux et fédéraux ont été pendant longtemps entravés par les années de guerre. L'absence d'élections municipales, donc de renouvellement de la vie municipale saine, et les effets du déplacement d'une partie de la population depuis 1982, a beaucoup privé la région de son épanouissement économique et social. Cependant, les efforts municipaux déployés depuis 1998 et le retour des déplacés (même timide) nous mènent à espérer en un avenir meilleur pour la région.

À l'état actuel, les capacités financières des différentes municipalités, ainsi que celles de leur Fédération, restent insuffisantes pour entreprendre des projets de grande envergure, surtout que leurs revenus se réduisent aux taxes et aux allocations du Fond Municipal autonome. Pour ces raisons, la région du Chouf Souayjani souffre toujours d'un marasme socio-économique aigu.

2. Fonds accordé à la FMCS par l'intermédiaire et sous la direction du ministère du Développement administratif (OMSAR).

et patrimoniale de la région est un élément indispensable pour un développement local durable et permet de favoriser le tourisme durable et déclencher une économie verte à toutes les échelles.

L'objectif du projet – sujet de la subvention – se résume suivant trois axes :

1. **Durabilité économique** et réduction des disparités sociales
2. **Durabilité environnementale** : démarrer un processus de développement durable du patrimoine urbain et naturel par le biais des actions de Réhabilitation des zones urbaines sensibles.
3. **Bonne gouvernance et planification du développement urbain durable** : (a) diffuser la connaissance du patrimoine culturel en impliquant les jeunes et les étudiants dans la promotion d'action d'animation socioculturelle et territoriale avec la population locale ; (b) donner l'opportunité aux habitants de participer dans les processus de développement urbain en promouvant l'entrepreneuriat dans le domaine du patrimoine (bâti et naturel) comme facteur de développement socio-économique local ; (c) assurer un cadre administratif qualifié représentant l'autorité locale qui aura la charge de coordonner et de superviser la réalisation de tous ces objectifs.

Plus en précision, l'objectif principal du projet est la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel du Chouf Souayjani. À cet objectif principal viennent s'ajouter d'autres qui lui sont conséquents :

1. Réhabiliter le bâti traditionnel et surtout les quartiers anciens afin de leur donner une nouvelle vie et de rendre décent et agréable le cadre de vie de leurs habitants. Cette réhabilitation portera sur l'espace public, le bâti et le renouvellement des activités tout en suivant une logique de priorité.
2. Valoriser les différents sites (bâti et naturels) ou secteurs pour leur permettre de retrouver leur mémoire des lieux et leur identité qui se démarquent parmi les richesses patrimoniales de la région ou leur trouver une nouvelle fonction pouvant tirer le meilleur parti de leur contexte actuel.
3. Faire fructifier le patrimoine de la région et le transformer d'une source de problèmes et de dépenses continues en une source de revenus et en un générateur de profits : musique, maison d'hôtes, etc.

4. Assurer une main-d'œuvre qualifiée capable d'intervenir sur les constructions traditionnelles en prenant en compte les particularités de ce type de bâtiment.

5. Sensibiliser la population aux questions relatives au patrimoine afin qu'elle se montre plus exigeante et plus sensible dans les cas d'interventions, d'entretiens ou d'ajouts d'une part et dans les cas de nouvelles constructions inspirées du modèle traditionnel d'autre part.

6. Promouvoir le regroupement et y dynamiser le tourisme durable, l'écotourisme et les activités économiques traditionnelles en y attirant d'un côté les touristes et les visiteurs, et de l'autre, les investisseurs.

Bien que complexe et ambitieux, le projet s'organise en suivant les différentes actions qui le composent ; il s'agit de mettre en place un réseau écotouristique complexe englobant des activités à intérêts diversifiés, et ce, à travers deux volets basés sur les opportunités de la région :

Volet 1 : la richesse patrimoniale et de l'histoire des communes

Volet 2 : la richesse des sites naturels exceptionnels

Les circuits écotouristiques seront identifiés par trois actions :

Action 1 : promotion et communication

Action 2 : réalisation des sous-actions sous les deux volets cités ci-dessus, considérées primordiales pour assurer les objectifs de notre projet.

Action 3 : campagnes de sensibilisation de la population locale aux bénéfices du tourisme durable et ses retombées sur la qualité de leur vie et formation des guides touristiques locaux.

À nos yeux, ce projet est d'une grande pertinence pour les collectivités territoriales et la population locale de ces neuf communes. Une fois achevé, ce projet contribuera à la fructification du secteur économique (artisanat, commerce, agriculture, plus spécialement celle de valeur ajoutée etc.), ainsi que le freinage du déplacement de la population rurale vers les villes et l'encouragement des déplacés de la guerre à retourner et à investir dans leur village natal.

Plus précisément, les bénéfices d'un projet de cette envergure atteindront les groupes suivants :

- Les ayants-droit et les propriétaires des magasins et des maisons traditionnelles à réhabiliter (Souk

de Baakline ou quartier Al Hassan à Aatine). Ils bénéficieront : (a) d'un habitat de valeur historique et architecturale, b) d'un meilleur cadre de vie, (c) d'une *plus-value* sur leurs biens, (d) des retombées de l'amélioration de l'activité touristique et commerciale.

- Les artisans de la construction traditionnelle
- Les propriétaires des maisons traditionnelles qui sont destinées à devenir les maisons des hôtes et qui seront publiées sur le réseau Internet afin d'informer les touristes et les investisseurs.
- Les artisans, notamment les membres de *l'Atelier Artisanal du Chouf* (qui sont des femmes), et les autres artisans qui s'installeront dans le souk de Baakline,
- Les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie, qui seront les premiers à bénéficier de l'amélioration de l'activité touristique.
- Le reste de la population du Souayjani qui bénéficiera elle aussi :
 - d'un meilleur cadre de vie ;

- d'une valeur ajoutée sur les biens immobiliers ;
- des retombées de l'amélioration des activités touristiques et commerciales.

- Les touristes étrangers et les visiteurs venant d'autres régions libanaises, qui trouveront dans la région, d'une part, des lieux de visite intéressants et variés, des sites naturels exceptionnels, des monuments, des quartiers anciens, ou un souk traditionnel, et d'une autre part, des facilités d'hébergement de tous genres : maisons d'hôtes, hôtel de charme, etc.

Pour être en mesure de mener à bien un projet de développement touristique rural dans une région réceptrice telle que le Chouf Souayjani, il faut réunir au préalable un certain nombre de conditions d'ensemble, sans quoi le projet risque fort d'être voué à l'échec. Ces conditions se résument comme suit :

Pendant la phase de mise en œuvre du projet

- une situation politique stable ;
- une acceptation auprès de la population locale qui fait partie intégrante de l'expérience touristique, à

Vue générale de Baakline



Photo: Nouha Ghosseini

Cascades de Baakline



Photo : Nouha Ghosseini

- la fois comme communauté hôte et comme bassin de main d'œuvre ;
- une sensibilisation et une réduction de l'incertitude de la communauté rurale. La sensibilisation peut être perçue comme une réconciliation de la population avec son passé, en lui montrant tout ce que le patrimoine représente comme savoir-faire et comme esthétique. Pour cela, des programmes de formations initiale et continue constituent un instrument essentiel pour sensibiliser la population locale à la notion du patrimoine et assurer la durabilité du tourisme en milieu rural ;
- organisation d'ateliers, de réunions régulières et de séminaires consacrés à des activités simples qui demandent une qualification peu élevée. Certes, la main-d'œuvre locale peut acquérir de l'expérience par elle-même, mais il est plus efficace de lui donner des bases solides dans ce domaine ;
- le respect des règles d'aménagement ainsi que l'application des législations existantes en matière de protection de l'environnement ;
- création d'une cellule pluridisciplinaire émanant du bureau de développement local et touristique du Chouf Souayjani pour s'occuper de la mise en œuvre des projets et de leur suivi dans toutes les localités de Souayjani. Cette cellule constituera un conseil pertinent en matière de développement rural durable et de son marketing.

Après la mise en œuvre du projet

- la prise en compte de l'instabilité politique. Malheureusement, le Liban souffre gravement d'une instabilité politique chronique. Ceci se répercute sur l'économie en général, en particulier sur l'industrie touristique. Face à cela, il serait important de dresser un plan de revitalisation du secteur du

tourisme qui pourrait être appliqué en tenant compte de la situation politique précaire pour assurer sa durabilité ;

- la prise en compte de l'impact négatif de projets majeurs, de nature touristique ou immobilière, qui risquent de gravement dénaturer l'environnement et de porter atteinte à la vie quotidienne des habitants ;
- recueillir et analyser régulièrement des statistiques sur le nombre de visiteurs, leurs activités, leur provenance, les moyens de transport, la structure de leurs dépenses, la sensibilité aux questions d'environnement et enfin l'évaluation et le bilan des séjours des touristes (cette activité relevée du Bureau de Développement Touristique) ;
- réactiver/redécouvrir les savoir-faire traditionnels dans la réhabilitation des bâtis anciens, notamment à travers des chantiers-écoles en coopération avec des ONG ou des associations spécialisées ;
- orienter les investisseurs vers un recrutement du personnel au sein même du village ;
- créer un réseau d'hébergement dans les neuf villages du Souayjani et développer un site web commun et former les propriétaires sur l'accueil, la gestion des maisons et des chambres d'hôtes ainsi que le marketing. Ceci devrait mener à une standardisation des prestations dans une phase ultérieure ;
- travailler à réduire le caractère saisonnier des activités touristiques.

Le suivi et l'évaluation réguliers du projet, assurés par la cellule pluridisciplinaire, permettent de surveiller la bonne réalisation des objectifs, le déroulement des opérations et tout ce qui peut interférer avec. Il faut également appréhender les effets inattendus pour pouvoir en tirer de l'expérience et corriger les problèmes dans l'avenir.

Jusqu'à présent, le projet est en cours de réalisation, c'est un projet de vie subventionné financièrement par des pays Amis. À l'heure de la rédaction de cet article, le futur de notre pays, le Liban, glisse de plus en plus dans l'incertitude. Avenir sombre, incertain, complexe, mais aussi ouvert, flexible, changeant : il nous appartient sans aucun doute... Malgré cette situation critique, ma responsabilité première, en tant que présidente de la Fédération des Municipalités du Chouf Souayjani, se concentre sur la réalisation des objectifs du projet, c'est-à-dire d'assurer une meilleure vie à nos concitoyens et d'élaborer une composition originale des espaces publics et des paysages à partir d'éléments existants. Ce qui donne un sens culturel, historique et social à ces espaces, leur rend leur valeur d'espaces scéniques réappropriés par le grand public et leur redonne une dignité formelle pour qu'ils récupèrent leur plénitude urbaine. Le conseil de la Fédération des Municipalités travaille, par tous ses moyens (même minimes), à exécuter les volets du projet. Le sillon a été tracé, il faut continuer à le creuser pour le bien-être de notre société. 🌸

Vestiges du temple romain de Baalbeck au Liban

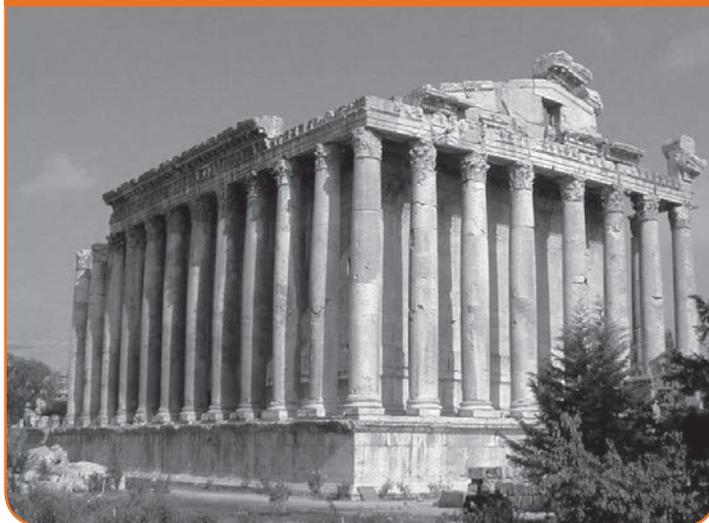


Photo : Maramouch

Vers un tourisme durable dans les zones rurales du Vietnam

À travers son histoire de milliers d'années de lutte contre des envahisseurs et de reconstruction du pays et avec ses ressources naturelles disponibles et potentielles, le Vietnam est une des destinations touristiques attrayantes en Asie du Sud-Est pour les voyageurs internationaux. Le pays poursuit son processus d'industrialisation et de modernisation depuis une vingtaine d'années, mais l'économie nationale est basée essentiellement sur l'agriculture. Sur une grande partie du territoire du nord jusqu'au sud, s'étendent les zones rurales imprégnées de cultures villageoises issues des générations de Vietnamiens. La culture villageoise constitue un atout du secteur touristique du Vietnam et appuie le développement durable du pays dans le contexte de l'intégration mondiale.

La culture villageoise se définit comme celle d'une communauté de villageois apparue depuis très longtemps et transmise d'une génération à l'autre. La culture d'un village a été formée de tous les éléments matériels et immatériels de son histoire, complétée et enrichie à travers le temps par la créativité des habitants en interférence avec leur environnement extérieur. Cette culture est caractérisée par la vie communautaire nourrie de l'expérience, de sentiments et de croyances des habitants qui y vivent. En plus, la culture villageoise vietnamienne se démarque par une culture diversifiée et accumulée par une longue histoire du peuple vietnamien à travers des milliers d'années sous la domination de la Chine et des centaines d'années d'échanges culturels avec les pays occidentaux.

Esquisse des patrimoines culturels vietnamiens

La culture villageoise traditionnelle vietnamienne comporte deux éléments de base, la culture matérielle et la culture immatérielle, typiquement vietnamienne, qui peuvent constituer des attractions touristiques si elles sont exploitées adéquatement.

Éléments de la culture matérielle

- des haies de bambou, des anciens portails des villages et des pavillons de garde qui étaient auparavant au service de la défense et de la sécurité du village et constituent maintenant des traits décoratifs des paysages villageois au Vietnam. La haie de bambou servant de forteresse naturelle et de frontière inviolable en temps de guerre au Vietnam reste toujours le symbole du village vietnamien.
- des figuiers des banians (arbres appelés également banian de l'Inde), des puits communaux et des toits des maisons communales qui sont considérés comme les trois composantes incontournables de la culture traditionnelle et qui sont des images habituelles d'un village traditionnel vietnamien. La maison communale était le



DUONG Van Sau

DUONG Van Sau, Professeur – chercheur en histoire. Il est actuellement directeur du Département de la Culture et du Tourisme de l'Université de la Culture de Hanoi. Il a effectué des études et recherches approfondies sur les patrimoines culturels et le tourisme culturel en Asie du Sud-Est.



sauv@huc.edu.vn

Bambous vietnamiens

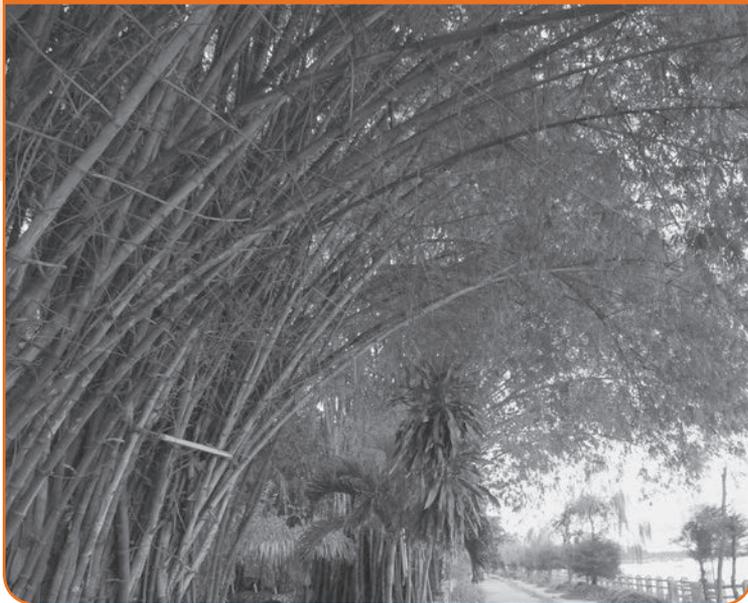


Photo: TRUONG Viet Thanh

bureau des chefs du village où se déroulaient les réunions, se lançaient les appels de déploiement des militaires, se effectuaient les collectes des recettes fiscales et les recrutements des soldats et où se prenaient les remises de récompenses et les sanctions disciplinaires... La maison communale était considérée également comme un « petit tribunal de l'État », dans les zones rurales.

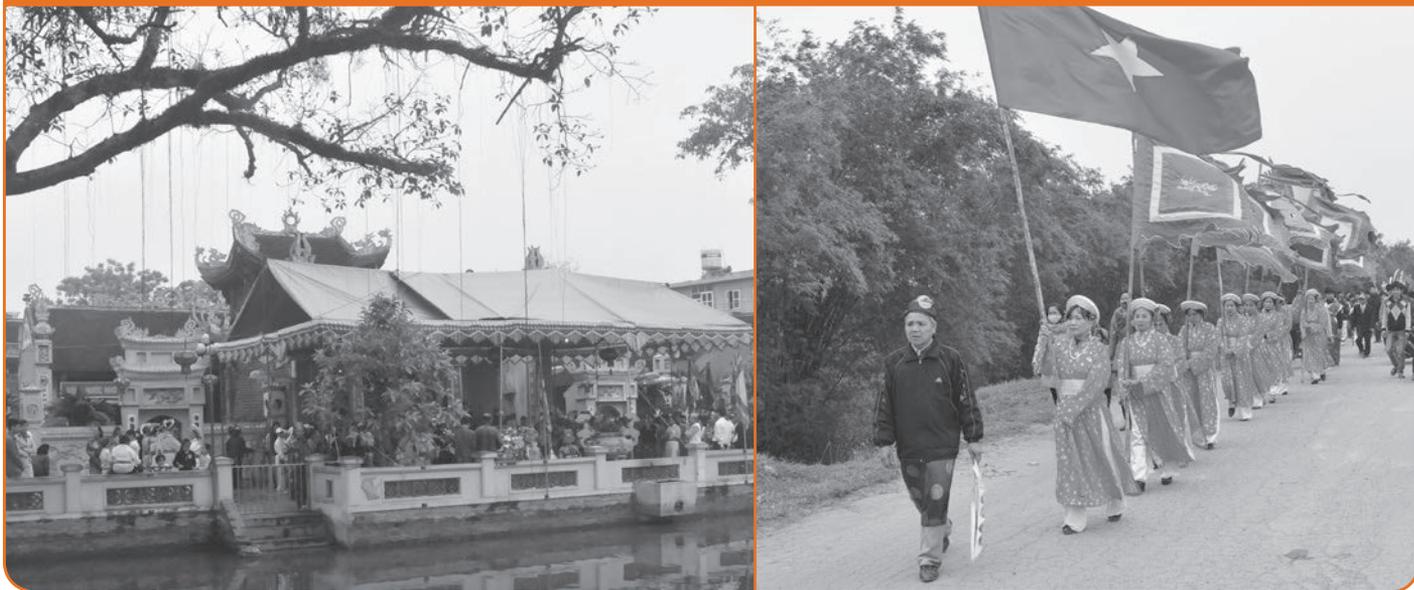
- *des pagodes, des temples et des sanctuaires* qui sont des centres culturels et religieux représentant la vie spirituelle des villageois. Ils constituent notamment des lieux sacrés des croyants bouddhistes dont l'architecture et la décoration reflètent la culture et la tradition atypique de chaque région rurale. Actuellement, les pagodes et les temples sont devenus des monuments historiques où se trouvent des œuvres d'art (sculptures, peintres). Il s'agit, par ailleurs, de lieux publics où se tiennent des activités artistiques collectives des villageois.
- *des maisons familiales* qui sont des lieux où les villageois pratiquent le culte pour honorer la mémoire de leurs dernières générations disparues. La pratique du culte devant l'autel des ancêtres reflète la tradition intergénérationnelle des vietnamiens. Elle a pour but de maintenir et de nourrir des valeurs morales qui servent de fondements de l'éducation aux générations suivantes.
- *des ateliers d'artisanat traditionnel*: à travers les mains d'artisans talentueux, des matériaux simples et habituels venant des champs, des jardins et des étangs sont transformés en œuvres d'art extraordinaires et en souvenirs portant les valeurs culturelles rurales.

- *des rues pavées de briques rouges et des maisons ombrées de grands arbres*: une maison avec toit de tuiles rouges dotée d'une cour pavée de briques rouges, d'un jaquier et d'un aréquier esquisse l'architecture villageoise dans la région nordique du Vietnam. Le chant du coq à midi, des nuages de fumée blanche qui s'échappent, l'un après l'autre des cheminées des maisons, le son du sabot du troupeau de buffles rentrant à l'enclos au moment du coucher du soleil, la précipitation des agriculteurs de rentrer après une journée fatigante de travail dans les champs dessinent un beau tableau des paysages ruraux.

Éléments de la culture immatérielle

- *des conventions et des rituels du village* qui constituent « un code civil » de chaque village et qui relie les individus à la vie communautaire en leur faisant respecter les règles communes du village. Chaque village adopte ses propres conventions établies depuis sa fondation. Ces conventions et rituels contribuent à maintenir l'ordre social du village et sont devenus des patrimoines spirituels des villageois.
- *des coutumes et des mœurs du village* qui sont des pratiques sociales définies dans aucun document officiel, mais qui peuvent se transmettre d'une génération à l'autre. Fier de ses traditions et fort de la solidarité communautaire, le village s'érige en quelque sorte en une autorité de fait pour contrebalancer le pouvoir central. Il existe ainsi une expression qui est sur les lèvres des chaque villageois vietnamien « l'ordre du roi doit céder le pas aux coutumes du village ». Des coutumes villageoises permettent d'éduquer et de valoriser le sens de la communauté et l'art de vivre ensemble entre des individus dans le village.
- *des fêtes et des festivités religieuses*: habituellement, les villages organisent chaque année une fête qui représente une occasion aux villageois de montrer leurs sentiments respectueux envers des génies, des bouddhas et des héros qui ont apporté des contributions à la fondation et à la défense du village en particulier et du pays en général. Les fêtes et festivités religieuses traditionnelles offrent l'occasion aux villageois de se réunir pour se réjouir après la dure saison des récoltes et de retrouver des villageois expatriés loin du village autour d'activités communautaires. Il s'agit des activités annuelles qui contribuent à resserrer le rattachement des villageois à leur village natal.
- *des chants populaires villageois*: des chants traditionnels dont les paroles valorisent les paysages du village, l'amour de la vie, le peuple et l'espoir de bonnes

Fête du village



Photos : DUONG Van Sau

récoltes, occupent une grande partie dans la vie spirituelle du village.

- *de l'art gastronomique* : il s'agit des recettes traditionnelles qui se préparent à partir des ingrédients disponibles dans le village. Son art gastronomique a été apprécié de plus, grâce à l'hospitalité des villageois. La gastronomie villageoise contribue à diversifier la gastronomie du Vietnam et en fait un pays de tourisme gastronomique en Asie du Sud-Est.
- *de l'air frais et des paysages paisibles* : aller séjourner dans un village est un des modes d'évasion des citadins pour fuir la fatigue du quotidien. Le son des tambours joués par les enfants au festival de mi-automne, le chant des grenouilles, des cigales et des insectes, les nuits d'été sous le ciel éclairé par la lune pleine et le parfum des fleurs d'arrec, de pampelousse, de lotus et de riz font la beauté atypique des villages vietnamiens. Le tourisme rural propose une option de voyage à ceux qui cherchent des moments de repos hors de la vie urbaine.

Vers un tourisme durable dans les zones rurales

Pays essentiellement agricole, le Vietnam puise sa force démographique dans les zones rurales où vit 75% de la population. À travers la longue histoire et la culture riche du pays, les villages ont été le berceau de la culture des vietnamiens. Les zones rurales vietnamiennes ont ainsi en possession des potentiels pour

développer les activités touristiques. Aujourd'hui, dans le processus d'intégration à la mondialisation, les villages constituent une destination attrayante dans les programmes de tourisme culturel du pays. Cependant, afin de faire face aux problèmes environnementaux (pollution, détérioration des ressources naturelles) et afin de préserver des valeurs culturelles traditionnelles et d'améliorer l'économie locale, l'orientation vers un tourisme de manière durable représente une piste de développement pertinente qui pourraient générer des impacts positifs pour ces régions sur le plan environnemental, social et économique.

En effet, sur le plan environnemental, l'exploitation des activités touristiques dans les zones rurales contribue à valoriser l'atout touristique et écologique. Elle nécessite donc la prise de conscience et des efforts déployés par des habitants et des autorités locaux dans la conservation des paysages naturels. Sur le plan social, le tourisme durable permet le maintien et la promotion des valeurs culturelles traditionnelles (festivité, coutumes, gastronomie, etc.) qui s'exposent actuellement aux menaces de disparition dans le contexte de modernisation et d'intégration mondiale du pays.

Le tourisme contribue également à diminution des disparités de développement entre les régions du pays. Autrement dit, le tourisme permet l'interférence entre les cultures et accélère des changements positifs dans les zones rurales à travers des investissements dans les ressources humaines dans les domaines de la protection et de la bonification des paysages. Avec leur

dynamisme, les activités touristiques créent un nouveau rythme de vie et une nouvelle vitalité en diminuant la pauvreté et la rigidité du mode de vie dans les zones rurales. Elles contribuent à l'évolution des relations humaines dans les communautés villageoises en créant deux principales formes de relations : coopération et concurrence.

Du point de vue économique, le tourisme rural constitue une des solutions de création d'emplois dans les zones éloignées et moins développées en changeant leur structure économique. Il permet d'améliorer les recettes locales et de générer une croissance économique en favorisant « l'exportation directe » des produits locaux. Il favorise également l'éradication de la pauvreté et la réduction de l'écart des revenus entre les zones rurales et les zones urbaines. Le tourisme a donné naissance à de nombreux nouveaux services en zones rurales tels que le guide de visite aux sites touristiques (fermes, village artisanal, vestiges historiques et culturels, etc.), la production d'aliments et de boissons à partir de produits locaux, le service de restauration ; hôtellerie ; location d'équipements touristiques et de moyens de transport ; fabrication et commercialisation des souvenirs, etc. Les recettes générées par ces services contribuent directement au développement économique dans ces zones rurales.

Perspectives du tourisme durable dans les zones rurales vietnamiennes

Le tourisme rural ne cesse de se développer grâce à la diversification des produits offerts. Plusieurs programmes touristiques ont été mis en place et ont été appréciés des voyageurs internationaux, tels que « *Découverte des villages nordiques vietnamiens* », « *Découverte de la civilisation dans les zones insulaires* », « *Aventures de pêche* », « *Tourisme à la ferme* », etc. Ces tours permettent aux voyageurs de vivre une expérience de la vie quotidienne des villageois et des agriculteurs vietnamiens.

Selon une étude menée par le Département du Tourisme de l'Université de Hue au Vietnam, les indicateurs compétitifs du tourisme vietnamien s'améliorent progressivement, en passant du 96^e rang mondial en

2008 au 89^e rang en 2009 et au 80^e rang en 2011. Par ailleurs, développer le tourisme rural contribue considérablement à augmenter la main d'œuvre dans le secteur du tourisme. Ainsi, alors qu'en 2001 le secteur a enregistré 109 000 travailleurs directs et 221 000 travailleurs indirects, ces chiffres se sont élevés respectivement à 425 000 et 1,075 millions en 2008. Il est prévu d'atteindre respectivement 620 000 et 1,6 millions en 2015 et 870 000 et 2,2 millions en 2020¹. Avec les autres zones, les zones rurales se considèrent comme moteur de développement, ce qui contribue à l'atteinte des objectifs des stratégies nationales qui consiste à faire du tourisme un secteur économique de pointe, caractérisé par le professionnalisme, par l'adaptation et la modernisation des infrastructures techniques et par la diversification des produits touristiques imprégnés de l'identité et de la culture vietnamienne. On prévoit une démarcation du secteur grâce à sa grande compétitivité à l'échelle régionale et internationale. Le Vietnam se fixe comme objectif de devenir l'un des principaux pays touristiques au niveau mondial d'ici 2030².

En conclusion, la mise en place du tourisme rural est considérée comme une nouvelle piste de développement économique pour le Vietnam, dont 92% de la superficie est occupé par les zones rurales et qui considère l'agriculture comme la racine de l'économie et de la culture du pays. Une exploitation efficace et responsable de ce type de tourisme contribue au développement du tourisme au Vietnam et en fait un outil de promotion efficace de la culture vietnamienne à l'échelle internationale. ✨

Une expérience sur la rizière



Photo : TRAN Tinh (AVI)

1. Source : Institut de recherche pour le développement

2. Source : Stratégie nationale sur le développement du tourisme du Vietnam vers 2020 et perspectives d'ici 2030

Premier village du Vietnam à être reconnu comme vestige historico-culturel

Porte communautaire du village



Photo: Minh Phuong.

Situé à une cinquantaine de kilomètres de Hanoï, le village de Duong Lam est le premier village du Vietnam à être reconnu comme site historico-culturel en 2006 et montre les caractéristiques traditionnelles typiques d'un village vietnamien d'autrefois, tel ce portail. Le nombre de touristes a triplé ces dernières années dans la région, passant de 1,4 millions en 2008 à 4,6 millions en 2011. La gestion des déchets se pose donc avec plus d'acuité que jamais à Duong Lam, d'autant plus que 55 % de ces déchets proviennent des activités touristiques.

Le temple et ses deux arches



Photo: Minh Phuong.

Le grand puits du village et le toit courbé des maisons traditionnelles



Photo: Minh Phuong.

Ce village hautement touristique est réputé pour ses 800 maisons anciennes, dont 140 sont plus que séculaires. Elles sont construites en parpaings de latérite et composées de plusieurs pièces. Noyau de la culture nordique du Vietnam, Duong Lam stimule la curiosité des voyageurs désirant découvrir la diversité culturelle du pays.

TUONG Huyen-Tram



tuonghuyentram@gmail.com

Les textes des légendes nous ont été fournis par TUONG Huyen-Tram, étudiante en Master 2 « Intelligence Economique et Développement Durable » à l'Université de Versailles Saint-Quentin. En 2011, elle a fondé le club « Découverte d'Hanoï » ayant pour objectif l'organisation des circuits touristiques verts à Hanoï pour les touristes francophones. Elle a représenté la jeunesse vietnamienne à de nombreuses rencontres internationales telles que la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable Rio+20, la 18^e Conférence sur le changement climatique.

Processus d'invention culturelle et tourisme durable en milieu rural

Le cas d'« Anne... la maison aux pignons verts »



Marie LEQUIN et
Jean-Bernard CARRIÈRE

Marie LEQUIN est professeure titulaire à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Ses domaines d'expertise portent sur le loisir, la culture et le tourisme.

Jean-Bernard CARRIÈRE est professeur titulaire à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Il est spécialisé en sciences de la gestion.

Le présent article a pour objectif de proposer un cadre de gouvernance pour la planification d'inventions culturelles issues de collectivités, structurées sous forme de produits touristiques durables et résultant d'une participation active des acteurs concernés. Soit une création collective, culturelle et touristique qui témoigne autant d'une affirmation renouvelée d'identité culturelle que d'une volonté d'intégration socio-économique à des milieux extérieurs, nationaux et internationaux. À titre d'illustration, ce cadre sera utilisé pour analyser une invention culturelle dans le secteur du tourisme, soit les sites et produits touristiques imaginés à partir du roman Anne... La maison aux pignons verts, rédigé par Lucy Maud Montgomery sous le titre original Anne of Green Gables. C'est la région où l'auteur a vécu, l'Île-du-Prince-Édouard (Canada), qui lui a inspiré le monde imaginaire dans lequel évolue l'héroïne de son roman.

Une première partie porte sur le processus de mise en œuvre d'une invention culturelle à caractère touristique par voie de gouvernance participative. La deuxième en présente une illustration à travers l'analyse du cas mentionné.

Processus de mise en œuvre d'inventions touristiques durables et gouvernance participative

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) définit le tourisme durable comme une forme de tourisme où un équilibre est recherché entre les dimensions de durabilité – environnementale, économique et socioculturelle. Ainsi, une initiative en tourisme durable (TD) se doit de : 1) exploiter de façon optimale et responsable les ressources de son environnement ; 2) respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil ; et 3) assurer une activité économique viable sur le long terme en offrant à toutes les parties prenantes des avantages économiques appropriés et équitablement répartis¹. Pour ce faire, le TD requiert une participation de tous les acteurs concernés. Ce qui définit le caractère viable d'un projet d'invention culturelle dans le secteur du tourisme correspond aux valeurs de durabilité qui y sont associées. Ainsi, un processus d'invention culturelle en tourisme repose d'une part, sur la participation créative des parties prenantes

Marie.lequin@uqtr.ca

Jean-bernard.carriere@uqtr.ca

1. Charte mondiale du tourisme durable http://www.atlaskasbah.com/download/omt_lanzarote1995.pdf

et, d'autre part, sur les objectifs de durabilité socio-culturelle et pas seulement environnementale ou économique.

Culture, patrimoine et renouveau culturel

Au cours des dernières décennies, on observe une évolution de la notion de culture dans nos sociétés modernes. D'une notion à usage anthropologique et social, la culture, d'abord considérée comme une fin en soi, a progressivement été reconnue comme une ressource économique, notamment en développement régional (Barrère *et al.*, 2005).

Dans cette perspective, le tourisme culturel peut s'inscrire comme une forme durable de développement patrimonial et territorial résultant d'interactions avec d'autres cultures. Enfin, le besoin de renforcement de l'affirmation identitaire et une plus grande intégration à des ensembles socio-économiques externes constituent les moteurs de renouveau pour un tourisme culturel durable.

De renouveau culturel à invention culturelle

Une invention culturelle peut être définie comme toute nouveauté – relative ou radicale – à caractère culturel, collectivement développée, légitimée et institutionnalisée au niveau d'une région, en tant qu'élément moteur d'affirmation identitaire et d'intégration socio-économique.

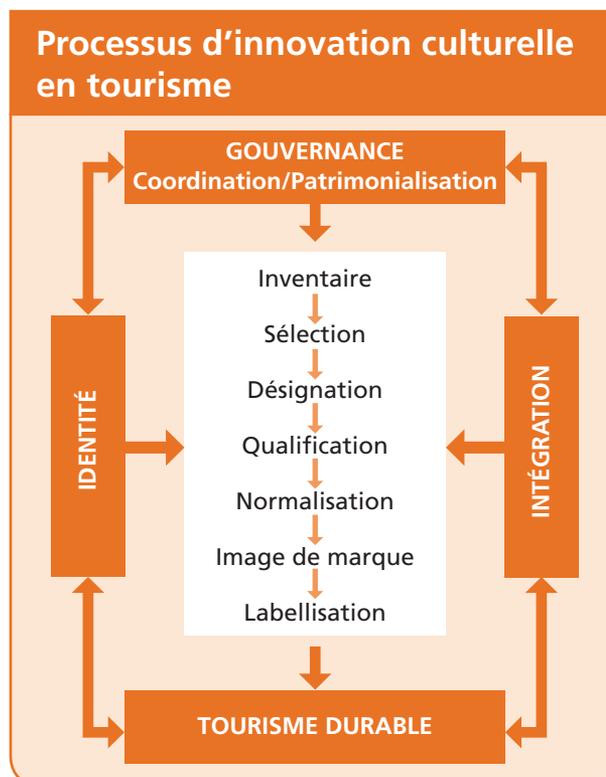
Dans une perspective de relance et de revitalisation de territoires voués au développement du tourisme, plusieurs exemples récents d'innovations culturelles associés au tourisme ont été documentés en France, notamment en lien avec la création et le développement touristique de parcs naturels régionaux. Un recensement de 23 exemples de cas divers montrent que ces innovations portent tant sur la revalorisation de techniques historiques de construction, d'initiatives renouvelées d'élevage de races patrimoniales, de création de festivals musicaux, d'innovations artisanales, de fabrication d'instruments de musique anciens (ex : cornemuse dans les Landes), ainsi que d'innovations de nouveaux produits locaux (fromages, olives, marrons, artisanat) (Chevallier, 2005). Ces innovations culturelles sont toutes associées au passé d'une région, en vue de le revaloriser et de contribuer au développement socio-économique du territoire, généralement par le biais du tourisme.

Gouvernance participative et invention culturelle en tourisme

Partant d'une vision de gouvernance participative en tourisme durable, l'objectif premier de la planification d'une demande touristique est d'offrir une expérience touristique nature/culture de qualité, unique et globale. En complément, l'offre touristique doit viser un objectif de développement socio-économique régional, durable et démocratique. Selon ces perspectives, toute invention culturelle locale ou régionale qui regroupe à la fois un lieu, un objet, un événement, une époque ou de nouvelles relations sociétales internes et externes et qui recèle un potentiel d'attraction touristique, peut servir de fondement aux objectifs.

La gouvernance participative est ici entendue comme l'établissement de processus, de règles et de structures partagés de gestion – informels ou formels – de coordination entre les parties prenantes d'un domaine (Young 1999 ; Lequin, 2001 ; Lequin et Carrière 2008).

Aux fins d'explicitation, la gouvernance participative repose sur deux processus internes, distincts dans l'analyse, mais complémentaires et indissociables dans l'action finale : le processus *politique* des coordinations établies entre les parties prenantes et le processus de *patrimonialisation* propre à l'invention culturelle (Lamara 2009). La Figure illustre les deux processus simultanément à l'œuvre.



De façon générale, les principales étapes du *processus politique* de coordination se veulent à effet cumulatif: 1) *Concertation* des acteurs sur une vision renouvelée et partagée des objectifs touristiques régionaux; 2) *Promotion* et crédibilisation de la démarche auprès de la population régionale et l'engagement d'intervenants clés; 3) *Mise à l'équilibre* des représentativités et des légitimités de participation; 4) *Gestion* des principales interdépendances et des enjeux régionaux à privilégier; 5) *Coordination* logistique: budgétisation, ressources humaines, communication, mise en marché et contrôle de qualité des prestations et structuration institutionnelle régionale (Carrière et Lequin, 2009).

Quant au *processus de patrimonialisation*, il comporte six grandes étapes: 1) *Inventaire* des éléments culturels communs au niveau régional; 2) *Désignation* patrimoniale des produits, des objets ou des manifestations culturelles comme sujets formels de patrimonialisation; 3) *Qualification* du nouveau produit culturel par le biais d'activités de valorisation publique (ex.: conservation et mise en tourisme); 4) *Normalisation* de la production d'objet ou de prestation de services; 5) *Constitution d'images de marque* de produits; et le cas échéant 6) *Labellisation* du produit.

En définitive, la synthèse de ces deux processus d'analyse permet de mettre en évidence les logiques d'actions sous-jacentes à la gouvernance régionale.

Anne... La maison aux pignons verts

Le cas d'invention touristique et culturelle retenu, *Anne... La maison aux pignons verts*, émane de l'œuvre littéraire de Lucy Maud Montgomery publiée en 1908. Le roman raconte la vie d'Anne (Shirley) entre 11 et 16 ans chez ses parents adoptifs: Marilla (Cuthbert), plutôt conservatrice, et son frère Matthew, plus facilement attendri par la nature positive et enjouée d'Anne. Ainsi, dès les premières pages du roman, le lecteur est amené à mesurer l'ampleur de la capacité de l'auteur – à travers le personnage principal d'Anne – à reconstruire le comté² réel de Cavendish en celui imaginaire d'Avonlea.

Traduit en 20 langues, ce premier roman de Montgomery connut un succès international avec 50 millions de copies vendues. Il fut suivi de sept autres romans et deux œuvres autobiographiques. Ce corpus a inspiré le développement de nombreux sites touristiques dans le comté de Cavendish – lequel reçoit quelque 200,000 visiteurs annuellement – et autres produits

dérivés dont deux films (1919, 1934); 13 séries télévisées et diffusées internationalement de 1952 à 2013, ainsi qu'une comédie musicale décrite sur le site internet de *Tourism PEI* comme «la plus durable au Canada». Enfin, une nouvelle série télévisée est en voie de réalisation par le réseau d'État canadien-anglais (CBC); elle présentera une Anne «mise à jour», dans des situations plus contemporaines³.

Retombées économiques des sites rattachés à Anne

Une enquête préparée par The Tourism Research Centre School of Business de l'Université de ÎPÉ (2008) sur le profil des personnes ayant visité les principaux sites reliés au thème *Anne...* *La maison aux pignons verts* a recensé un total de 170 000 visiteurs au cours de l'été 2007, soit près de 25% du total des visiteurs venus sur l'île durant cette période, révèle une différence significative dans les ratios de visiteurs au niveau de leur provenance: si les touristes canadiens représentent 74% des visiteurs venus sur l'île, seulement 20% de ces derniers ont visité les sites thématiques d'*Anne*; les États-Uniens représentent 16% des visiteurs pour l'ensemble de l'ÎPÉ alors que 40% ont visité les sites thématiques; enfin, si seulement 10% des visiteurs de l'île sont d'origine internationale, 50% d'entre eux se sont rendus sur les sites thématiques. Concernant les visiteurs internationaux, l'enquête souligne qu'ils proviennent essentiellement d'Europe et du Japon; la part substantielle de ces derniers est attribuable au fait que le roman fait partie du curriculum scolaire des Japonais; les valeurs de bienséances qui y sont promues s'harmonisent bien leur propre culture. Le rapport d'enquête conclut que les sites dédiés à l'œuvre de Montgomery présentent un fort potentiel d'attraction de niveau international et constituent une niche substantielle pour le tourisme culturel de l'île.

Le processus de gouvernance participative d'invention culturelle

Le processus de gouvernance à la base du développement des sites touristiques de l'univers imaginaire d'Avonlea est attribuable aux initiatives de quatre groupes d'acteurs: 1) les élus du comté de Cavendish; 2) les héritiers légaux de l'auteur, sous la dénomination sociale «Ann of green Gables Licensing Authority inc.»; 3) le ministère du Tourisme de ÎPÉ; et 4) l'Agence Parcs Canada, acteur important du développement du site historique Green Gables, le seul

2. Au Canada, un comté est une division territoriale administrative.

3. <http://www.cbc.ca/news/arts/story/2012/06/11/pei-anne-green-gables-television-584.html>

au pays dont la création soit attribuable à une œuvre littéraire et non à un fait historique

Le processus de patrimonialisation des divers sites thématiques

Le processus de patrimonialisation se décline en étapes distinctes, en parallèle à celui de gouvernance participative.

Inventaire des sites

Plusieurs sites ont été répertoriés et développés, notamment depuis les trois dernières décennies, dont le site historique national Green Gables. Ce lieu protège et met en valeur le village d'Avonlea, érigé par Parcs Canada, ainsi que la maison retenue par l'auteure comme la plus représentative de son œuvre. Il faut toutefois souligner que Montgomery n'a jamais vécu dans cette maison. En plus de ce site patrimonial, d'autres sites d'importance reliés à l'œuvre de Montgomery ont été inventoriés :

- Le site de la maison natale de l'écrivaine Lucy Maud Montgomery
- La ferme Montgomery
- Les écoles de l'île où l'auteur a enseigné
- Les musées dédiés à l'auteur
- Le L. M. Montgomery Institute (Université de P.E.I.)
- Le site où reposent les restes de l'écrivaine au cimetière de Cavendish

Sélection et désignation

La sélection, la désignation et la qualification des sites et produits furent réalisées par la communauté des résidents et des commerçants de Cavendish, en collaboration avec les héritiers. Ces opérations ont en bonne partie été paramétrées selon les protocoles de Parcs Canada, principal subventionnaire dans les années 1980.

Qualification, normalisation et labellisation

Il faut souligner qu'à la suite d'une longue contestation juridique, les héritiers ont obtenu gain de cause en 2002 sur un litige portant sur la propriété intellectuelle dont les droits s'étendent aux objets qui correspondent aux situations décrites dans l'œuvre de l'auteure⁴. Les héritiers ont entériné plus de 86 accords de licences de distribution de produits dérivés avec des commerces sur l'île⁵.

Image de marque

La question de l'image de marque s'inscrit dès le début de la publication de l'œuvre originale en 1908 et plus tard sur les sites touristiques. Elle porte notamment sur la marque d'Anne comme produit littéraire, alors que l'éditeur original Lewis Page a vu le potentiel de développer un « Montgomery brand » en commissionnant une suite de romans de 1908 à 1915 portant des titres apparentés et de même facture graphique que le premier ouvrage.

Enfin, le gouvernement de l'ÎPÉ a officialisé l'ensemble de ces sites touristiques tirés du roman Anne... La maison aux pignons verts en associant son nom à l'une des quatre régions touristiques de l'Île (voir carte).

Les régions touristiques de l'ÎPÉ



*Source: Régions touristiques de l'Île-du-Prince-Édouard
<http://www.tourismpei.com/pei-touring-regions>

Synthèse de l'invention culturelle Anne... La maison aux pignons verts

Cette brève déconstruction du cas d'Anne illustre les fondements et les jalons de l'invention culturelle en tourisme et permet de constater qu'elle peut avoir plusieurs registres, en amont et en aval des sites touristiques en question. L'invention culturelle touristique repose sur le constat que l'appréciation d'un lieu n'est jamais neutre, sa vision d'un paysage jamais innocente. Le « regard du touriste » (Urry, 1990) constitue en fait l'invention d'une narration « socialement organisée et systématisée » (p. 2) par des antécédents culturels qui remontent loin dans le temps chez ce visiteur. Pour lui, l'attrait vient précisément de la dissolution des frontières entre l'espace réel et l'espace imaginé, soit *sa part d'invention culturelle propre*. Le site offre un lieu où se combinent dans la création – l'interprétation et le renforcement de deux espaces sociaux. Dans un monde post-moderne, la distinction rigide entre les deux est ténue : les deux représentations de ces espaces coexistent et sont fortement

4. Les héritiers de l'auteur de « Anne aux pignons verts » ont réussi à obtenir les droits d'auteurs par une décision de la cour supérieure de l'Ontario en 2002. <http://www.robic.ca/admin/pdf/595/238-03BGA.pdf>

5. Produits sous Licence http://www.innovationpei.com/ann_list.php3

interdépendantes, l'une alimente l'autre. En somme, les lieux imaginaires peuvent produire des lieux réels et les lieux réels produire des lieux imaginaires.

Conclusion

Dans des contextes de relance de territoires touristiques, les inventions culturelles agissent comme éléments déclencheurs de conservation du patrimoine naturel, mais tout autant d'émancipation culturelle et économique. Dans un monde en voie de mondialisation, la rationalité de tels projets doit être analysée à une échelle mondiale de référence; dans le cas présenté, cela signifie définir un nouvel équilibre entre identité régionale et intégration à l'externe, tant en termes d'invention culturelle, de tourisme durable et de développement régional. L'approche inventionniste permet de se voir à la fois comme un produit de l'histoire, mais où le passé devient inspiration pour le changement. Une telle vision de la dynamique de renouvellement culturel incite à développer des produits touristiques culturels – à caractère durable – en s'inspirant d'un passé régional, tout en progressant au-delà de ce passé. ✨

Références

Barrère C., D. Barthélemy, M. Nieddu, F-D Vivien (2005). *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?* Paris: L'Harmattan, 337 p.

Carrière J.-B. et M. Lequin (2009). «Gouvernance des territoires fauniques au Québec». *Revue Gouvernance*, vol. 6, n° 1, printemps.

Chevallier D. (2000). «Avant-Propos», dans Bérard Laurence, André Micoud, Philippe Marchenay et Michel Rautenberg (dir), *Campagne de tous nos désirs : patrimoines et nouveaux usages sociaux*. Paris: Édition de la Maison des Sciences de l'homme, p. i-xii.

Lamara H. (2009). «Les deux piliers de la construction territoriale: coordination des acteurs et ressources territoriales», *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/8208>

Lequin M. (2001). *Écotourisme et gouvernance participative*. Québec; Presses de l'Université du Québec, 254 p.

Lequin M. et J.B. Carrière (2008). «La gouvernance et la mise en valeur des territoires fauniques au Québec. Une conjonction stratégique», dans Lequin, M., B. Sarrasin (2008). *Tourisme et territoires forestiers : vers de nouvelles perspectives de mise en valeur*. Québec: Presses de l'Université du Québec, p. 23-58.

Montgomery L. M. (1908). *Anne of green gables*. Toronto: Seal Books; McClelland-Bantam.

The Tourism Research Centre School of Business University of PEI (2008). *A Profile of the Anne Tourism Market: Based on the 2007 Exit Survey Data*, Tourism Research Center at the University of Prince Edouard Island, 67 p.

Urry, J. (2002). *The tourist gaze* (2nd éd). Thousand Oaks, Calif.: Sage.

Young Oran R. (1999). *Governance in World Affairs*. Ithaca and London: Cornell University Press, 224 p.

La maison aux pignons verts

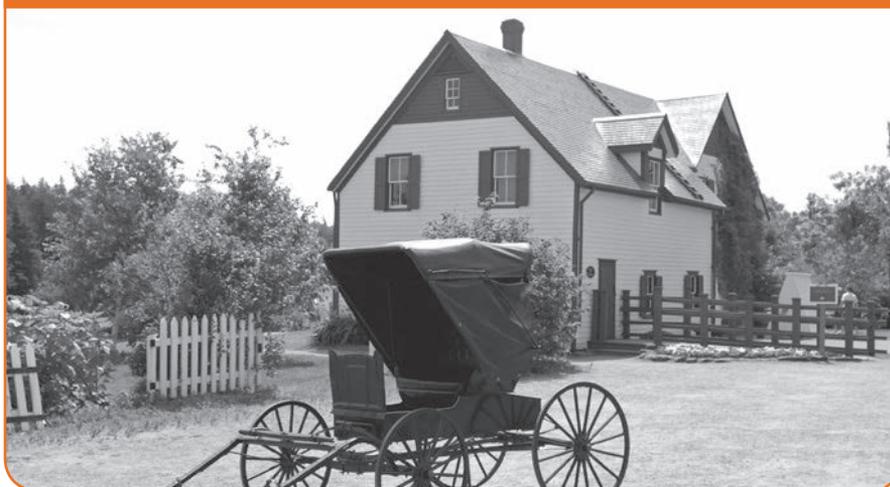


Photo: Maisna, Dreamstime.com

Le Projet pilote bioculturel d'Antrema à Madagascar

15 années de valorisation d'un patrimoine naturel et culturel

La perte de la biodiversité reste un sujet de préoccupation majeur, car les efforts faits depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992 ne parviennent pas à l'enrayer. Par exemple, la Convention sur la diversité biologique née à Rio s'est fixée, après le constat d'échec des fameux Objectifs 2010 pour la Biodiversité, de nouveaux objectifs dits d'Aichi pour 2020, renouant avec l'esprit qui a présidé au Sommet de 1992 Vivre en harmonie avec la nature. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour 2015 incluent celui de « préserver l'environnement ». Ainsi, l'interdépendance de l'Homme et des écosystèmes dans lesquels il vit est bien présente dans les grandes conventions et engagements multilatéraux. Pourtant, la diversité biologique actuelle, résultat de millions d'années d'évolution, s'érode et disparaît bien souvent sans avoir livré ses secrets. Dans ce contexte mitigé, il est plus que jamais nécessaire de redoubler d'efforts et de croiser les compétences et les métiers afin de faire émerger des idées innovantes pour ralentir et inverser cette terrible tendance.

Le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris

Dans les années 1990, le Parc zoologique de Paris (PZP), plus connu sous le nom de Zoo de Vincennes, faisant partie du Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, lieu de recherche multidisciplinaire, d'expertise, d'enseignement, de conservation et de diffusion sur la biodiversité, s'est engagé dans une nouvelle voie : préserver des espèces dans leur milieu naturel, *in situ*. Il s'associait ainsi au mouvement lancé par le célèbre naturaliste britannique Gerald Durrell également fondateur du Durrell Wildlife Preservation Trust pour la préservation des espèces *in situ*. Le PZP, fidèle aux liens tissés depuis plusieurs décennies entre les scientifiques du Muséum et leurs homologues malgaches, a choisi d'engager des forces pour la préservation des Primates malgaches. De nombreux scientifiques malgaches ont été formés au Muséum tandis que de nombreux chercheurs français organisaient des expéditions à la découverte des écosystèmes exceptionnels de la Grande île dans le but de décrire et de connaître les richesses de sa



Claude-Anne GAUTHIER

Après avoir obtenu un doctorat en primatologie à l'Université de Jussieu – Paris 7, en 1994, Claude-Anne Gauthier occupe plusieurs postes au Muséum national d'Histoire naturelle et plus particulièrement au Parc zoologique de Paris. Tout d'abord chargée du développement des relations internationales et gestionnaire de la collection de primates du zoo, elle assure ensuite sa direction de 2000 à 2006. Dans le même temps, elle renforce les liens entre le Muséum et Madagascar en créant, en 2000, avec les partenaires malgaches, la Station Forestière à usage multiple d'Antrema et le projet pilote bioculturel associé, qu'elle coordonne depuis. En 2006, elle rejoint le ministère des Affaires Étrangères, plus précisément la direction de la Coopération pour le développement international, où pendant 3 ans elle gère un portefeuille dédié à la biodiversité dans les pays en développement et aux négociations multilatérales. Cet intérêt pour la préservation de la biodiversité mondiale, la conduit au poste de directrice adjointe à la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, où de 2009 à 2012, elle est en charge de dossiers de première importance comme l'appui aux négociations multilatérales pour la création de l'IPBES, la plate intergouvernementale pour la biodiversité et les services écosystémiques. En 2012, de retour au Muséum à Paris, elle assure le suivi du projet Antrema et lui donne une nouvelle direction, afin de permettre sa sécurisation sur le long terme à travers la mise en place d'actions écotouristiques.

claude-anne.gauthier@mnhn.fr

Propithèque (ou Sifaka en langue malgache)



Photo: Anne Claude

faune et de sa flore. On compte parmi ces chercheurs le professeur Jean-Jacques Petter qui a publié le premier ouvrage de référence sur les lémuriens de Madagascar aux éditions scientifiques du Muséum.

L'espèce ambassadrice des lémuriens retenue par le PZP est le très rare Propithèque couronné (*Propithecus coronatus*) vivant dans le nord-ouest de Madagascar, méconnu de la science et classé « en danger » sur la liste rouge de l'UICN. Un accord historique entre le Muséum et les autorités malgaches a permis l'importation d'individus sauvages au PZP en

1987 et 1993. L'expérience et le dévouement des scientifiques, vétérinaires et soigneurs du PZP ont permis d'obtenir la première reproduction *ex situ* en 1994. Aujourd'hui, les descendants de ces fondateurs sont présents dans plusieurs parcs zoologiques français et européens. Des données scientifiques fondamentales ont également été collectées par de nombreux étudiants et chercheurs en éthologie et en écologie. Il a alors semblé naturel de s'intéresser à la situation de ces lémuriens dans leur milieu naturel. En 1990, une première mission a été menée par deux chercheuses du Muséum qui se sont rendues dans la zone où les grands lémuriens blancs avaient été capturés. Elles sont restées près de trois semaines à Antrema et ont observé les groupes de lémuriens sauvages et constaté les pressions qui pesaient sur l'ensemble de l'écosystème.

En 1998, une nouvelle mission du muséum s'est rendue à Madagascar pour collecter des données scientifiques, mais aussi constituer une documentation iconographique qui devait servir de référence pour mettre en place la préfiguration de la rénovation du PZP : réaliser un environnement rappelant le milieu naturel et fonctionnellement adapté à la biologie de l'espèce. Le PZP a été fermé en 2008 pour être totalement rénové. Il ouvrira ses portes en 2014 et offrira aux visiteurs une vaste volière dans laquelle ils retrouveront les Propithèques. C'est avec un photo-reportage précis du milieu de vie de ces lémuriens uniques au monde, mais plus encore avec une demande d'aide très particulière, que l'équipe est revenue à Paris. En effet, au cours de cette mission, l'équipe a rencontré un per-

sonnage remarquable : le Prince Tsimanendry, gardien d'une tradition de conservation en faveur des Propithèques couronnés aussi appelé Sifakas à Madagascar.

Une culture traditionnelle de conservation

C'est à l'occasion d'une cérémonie traditionnelle que le Prince et la communauté Sakalava ont dévoilé l'existence de leur lien ancestral avec les Sifakas. Ces derniers, considérés comme l'incarnation des ancêtres, portent également le secret de l'utilisation de plantes médicinales permettant de réduire des fractures et de guérir de graves blessures. Ce secret a été transmis au Prince par ces parents ; il en est ainsi depuis des générations. Les Sifakas font ainsi l'objet d'un grand tabou ou « fady » en malgache. Il est interdit de les blesser ou de les toucher, donc de les chasser. Plus encore, cette tradition touche tout un écosystème. En effet, l'autorité du Prince s'étend sur le Fokontany d'Antrema, une péninsule de 20 300 ha, dont 1 000 ha de parc marin, située au sud de la ville de Mahajanga, troisième ville de Madagascar. L'écosystème y est composé de mangroves, de forêts sèches sur dunes, de savanes, d'un réseau hydrologique dense organisé en petites rivières et lacs permanents et semi-permanents et de patates coralliennes (Photo 3). Partout, les scientifiques chargés de réaliser des inventaires en 2000 et 2005 ont trouvé des espèces endémiques de la faune ou de la flore et ont témoigné de la qualité des écosystèmes. Les études les plus récentes, réalisées en 2012 et 2013, montrent que la population de Sifakas est de l'ordre de 700 individus faisant d'Antrema le réservoir de cette espèce.

Aire protégée (ou village sacré) située au sud de la ville de Mahajanga

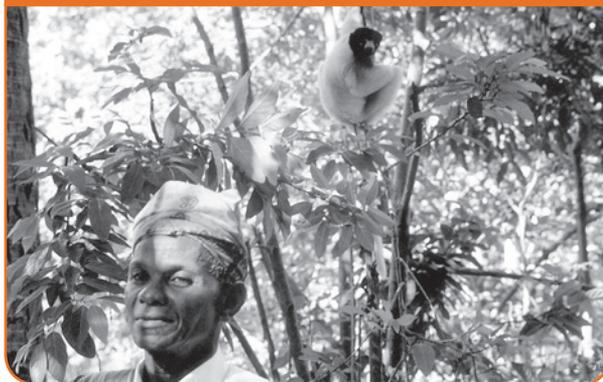


Photo: Maxim Seth

Forêt sèche et mangrove d'Antrema



Photo : Anne Claude

La valeur du socio-écosystème d'Antrema, sa fragilité et surtout la demande de soutien du Prince pour l'aider à maintenir cette culture de conservation ont décidé le Muséum à s'engager *in situ*. C'est le début d'une longue et riche expérience humaine et scientifique. À la demande de la communauté Sakalava emmenée par le Prince, Antrema devient, en 2000, la première Station forestière à usage multiple de Madagascar, seule solution administrative de classement permettant à la population de rester sur le site. En effet, à cette époque le code de l'environnement malgache prévoit uniquement des réserves intégrales et parcs nationaux dont les communautés sont généralement exclues. Afin de donner un cadre d'action à cette Station, dont la gestion est confiée au Muséum par le ministère de l'Environnement, le projet pilote bio-culturel d'Antrema est développé et coordonné par le Muséum, en partenariat avec la faculté des Sciences de Tananarive et la communauté Sakalava d'Antrema et avec le soutien financier du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Ce partenariat entre science, développement et société civile fixe dès le début des objectifs de gestion durable des ressources naturelles, de bonne gouvernance et de création de bénéfices économiques, sociaux et financiers.

Le projet pilote de conservation et développement d'Antrema

Le projet est à la croisée des chemins entre la recherche et le développement. Ses partenaires techniques et financiers publics et privés sont aujourd'hui au

nombre de 42 (exemples : FFEM, Fondation Nature et Découverte, UNICEF, FID, PSDR, etc.). La partie scientifique est principalement assurée par le Muséum qui a construit et équipé un camp de recherche et acquis des moyens utilisés par de nombreux chercheurs et étudiants malgaches et étrangers qui contribuent à la connaissance du lieu. La valorisation par la connaissance du patrimoine socio-écologique a créé une véritable opportunité pour la gestion durable des écosystèmes fragiles d'Antrema.

Les actions de développement en faveur de la communauté Sakalava sont le moteur du projet et ont contribué à en faire un véritable partenaire. En effet, les activités de développement ont été réalisées en fonction des besoins exprimés

par la communauté : l'accès à l'eau potable, l'éducation, la promotion et l'autonomisation des femmes, l'accès aux soins et la réduction de la mortalité infantile, l'élimination de la faim, ou encore le désenclavement le Fonkontany. Grâce au FFEM, mais aussi aux partenaires locaux du développement, il a été possible de répondre à toutes ces attentes et de mettre en œuvre une approche participative systématique. En effet, chaque infrastructure ou activité a été réalisée avec une contrepartie de la population. Ces réalisations ont permis de structurer la communauté Sakalava, composée de 1 000 personnes regroupées en 10 villages, en associations d'usagers ou par activité.

Reboisement communautaire de palétuviers



Photo : Anne Claude

L'association de femmes *Antrema Miray* constitue l'association chapeau dans laquelle s'expriment plusieurs groupes de responsabilité.

Par exemple, lorsque le projet a été mis en place, une seule école était active et était fréquentée par une poignée d'élèves. Depuis 10 ans, le projet a appuyé la réhabilitation de l'école existante, contribué à la construction de trois nouvelles écoles, à l'acquisition d'une partie du mobilier et des fournitures scolaires pour environ 200 élèves. Les enseignants sont parfois rémunérés directement par les parents d'élèves tous réunis en associations. Dix puits ont aussi été construits en créant des emplois et en utilisant des matériaux locaux (sable, pierre, etc.), de même pour le pont qui permet aujourd'hui aux personnes de circuler dans la station sans risque d'être attaqués par les crocodiles, nombreux à Antrema. Le grenier à riz d'Antrema a pu recouvrir son potentiel de production grâce à la construction d'un micro-périmètre irrigué au village de Kapahazo, mais aussi grâce à la mobilisation des hommes pour nettoyer deux ensembles de canaux d'irrigation de deux villages côtiers. Les fortes pluies et le manque d'entretien ont en effet rendu les zones de cultures difficilement utilisables, mais l'appui technique et l'encouragement du projet ont permis une

mobilisation des hommes pour ces travaux pénibles. Les activités ardues ne sont cependant pas l'apanage des hommes. En effet, à Antrema, ce sont les femmes qui remettent les kilomètres de pistes en état après chaque saison des pluies (voir Carte).

Le rôle des femmes dans le projet

D'une manière générale, les femmes sont très présentes dans la vie du projet. La coordinatrice locale du projet a fait son DEA pour le projet en 2003. D'origine Sakalava, cette jeune femme encadre une équipe de terrain composée de huit personnes, dont deux femmes. Plus encore, les femmes se sont regroupées pour améliorer la gestion de la filière de vannerie. Elles ont suivi des formations pour diversifier leur production et doivent aujourd'hui être renforcées par une association de commerce équitable installée à Mahajanga. Cette activité leur confère une véritable autonomie financière. Cependant, l'autonomie des femmes vient aussi de leur désir d'avoir recours à la planification familiale. Aujourd'hui, l'intérêt des femmes pour le sujet augmente et nombre d'entre elles y ont recours. Ceci n'est pas sans lien avec la généralisation du recours au système de santé. Antrema

Carte des infrastructures mises en place par le projet

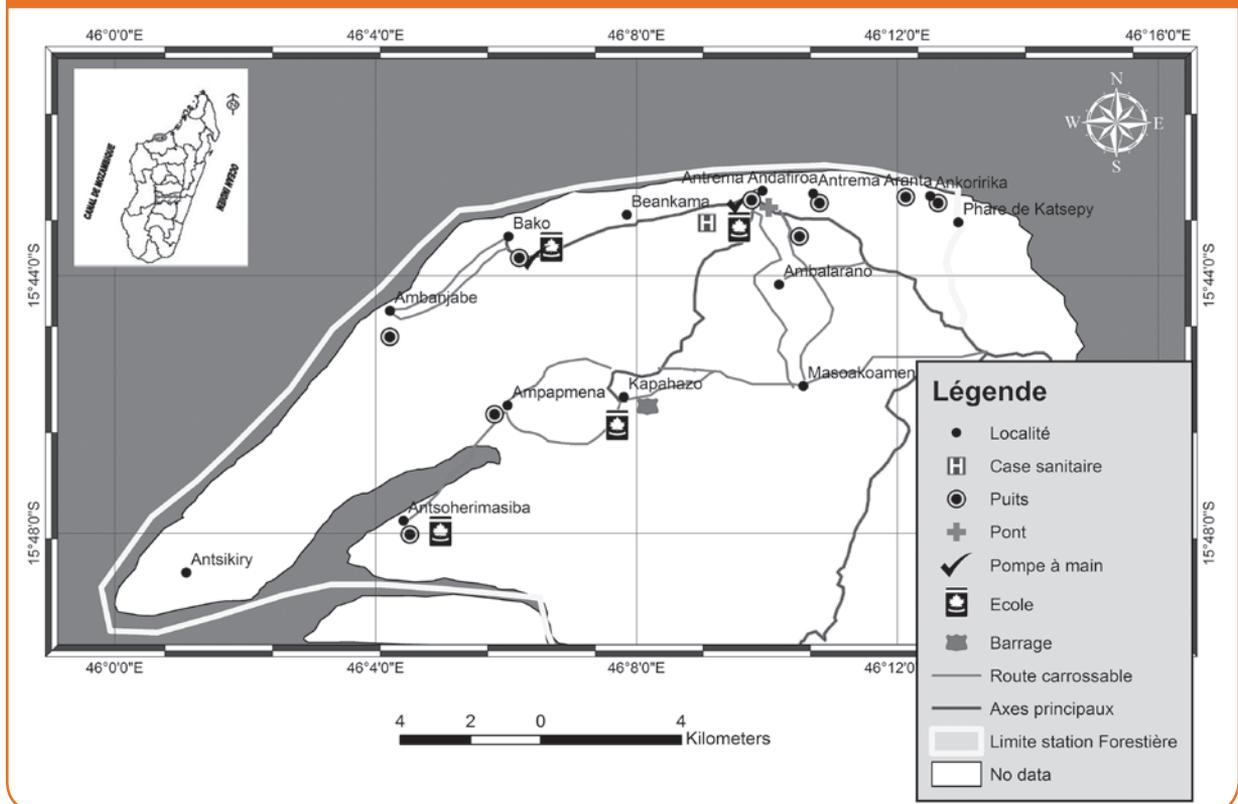


Photo: Elisabeth Leciak

La vannerie à Madagascar



Photo : Anne Claude

est passée, en 10 ans, de l'automédication traditionnelle à la réalisation, en 2012, d'une case sanitaire. Ce progrès a été possible grâce aux femmes. En effet, au début du projet, elles venaient rencontrer l'équipe du projet avec leurs enfants ou pour leurs compagnons, afin de solliciter une aide médicale. À cette époque, l'équipe faisait des rotations entre Antrema et le Centre de Santé de Base, prenait en charge les consultations, les coûts des médicaments et les carnets de santé et formait les villageois à l'application de la prescription médicale et aux principes d'hygiène de base. Cette activité d'appui a duré trois ans, aux termes desquelles les villageois se rendaient par leurs propres moyens au CSB et prenaient en charge leurs médicaments et soins. La demande des villageois d'avoir un CSB à Antrema a ainsi vu le jour, mais la réglementation dans ce domaine n'autorisait pas l'État à construire une telle infrastructure aussi proche du CSB existant à Katsepy. Les excellentes relations entre le projet et le personnel soignant du CSB, en particulier la sage-femme Rasajy qui suit les femmes et les enfants d'Antrema, ont permis de mettre en place une collaboration innovante : la construction avec la participation de la communauté, d'une case sanitaire. Le personnel du CSB est chargé de faire deux rotations par mois à Antrema et la population d'assurer la nourriture et l'approvisionnement en eau. Pour l'année 2012, on compte 60 consultations prénatales,

Case sanitaire construite par la communauté et le personnel du centre de santé communautaire de base (CSB)



Photo : Anne Claude

103 consultations et 127 vaccinations. Ce sont également les femmes qui ont adhéré à la proposition de lancement du petit élevage de poules et de canard qui n'existait pas sur le site jusqu'en 2010.

Nul doute que les femmes ont eu et auront dans les prochaines années un rôle essentiel dans le projet.

L'écotourisme pour pérenniser le site bioculturel d'Antrema

Antrema devrait obtenir dans les prochains mois un statut d'aire protégée communautaire auquel la population a été sensibilisée dès 2010 grâce à des visites et à des actions de sensibilisation dispensées par les responsables administratifs d'Antananarivo et de Mahajanga, invités par le projet. Après 15 années de soutien se pose désormais la question de la pérennisation financière nécessaire à la gestion de l'aire protégée ainsi que les rôles et bénéfices pour la communauté Sakalava vivant dans l'aire protégée. Depuis plusieurs années, des discussions ont eu lieu entre les partenaires du projet sur la meilleure façon de donner à Antrema son autonomie financière et une moindre dépendance vis-à-vis des subventions internationales. L'écotourisme qui semblait la meilleure approche a longtemps été refusé par la communauté, par crainte de perdre ses terres, de voir des étrangers vivre chez elle, mais aussi du tourisme sexuel en recrudescence à Madagascar.

L'idée est aujourd'hui acceptée et se concrétise au travers de deux actions complémentaires.

D'une part, les visites sur le site de bailleurs potentiels, d'architectes et experts de l'énergie propre, de

professionnels du tourisme ainsi que de responsables du Muséum ont permis d'identifier le meilleur site d'implantation d'un écolodge ainsi que le potentiel touristique terrestre, côtier et marin. Toutes ces visites ont été accompagnées par les villageois qui s'approprient ainsi le projet, apportent leurs connaissances du terrain et apposent le principe de réalité aux idées des visiteurs (Photo 7). Grâce au FFEM, il est possible d'explorer et d'instruire la mise en place d'une telle infrastructure écotouristique et de commencer la formation de la population. Un projet architectural sera finalisé en décembre 2013. Pour sa réalisation, des financements sont acquis de la région Île-de-France, de la Fondation pour les Aires protégées et la Biodiversité de Madagascar ainsi que du FFEM.

Le projet prévoit que la communauté continue d'être partie prenante dans ce programme d'écotourisme comme elle l'a été pour toutes les activités mises en place jusqu'ici. La communauté doit rester le partenaire du projet dans toutes ses dimensions : fonctionnement et gestion de l'écolodge, guidage et agriculture biologique pour la restauration.

Afin d'anticiper la formation de la communauté qui le souhaite, Antrema a été ouvert en août 2013 aux touristes avec des propositions d'hébergement, de restauration et de guidage dans la zone de camping du Camp de base 1. Tout ceci est pris en charge par la population locale avec l'appui du projet (Brochure touristique).

Cette première expérience d'ouverture à l'écotourisme s'inscrit dans l'esprit du projet, fondé sur l'intérêt esthétique et culturel du site. Elle propose une approche de gestion intégrée de valorisation et de préservation des ressources naturelles. Les 20 300 ha

d'Antrema sont accessibles aux visiteurs en dehors des espaces réservés à la communauté et ceux dédiés à la recherche. Des rencontres authentiques pour partager les valeurs traditionnelles des Sakalava d'Antrema sont organisées avec le Gardien des traditions pour des cérémonies et des événements exceptionnels. Ceci pourra également être organisé avec les scientifiques pour des rendez-vous de partage de connaissances. Ceci a déjà été testé avec des élèves de classes vertes venus à Antrema, mais également avec des visiteurs qui ont accepté dès 2011 de faire un séjour de découverte. Cette expérience confirmera certainement le potentiel du site en termes de qualité des écosystèmes et d'accueil de la communauté. À Mahajanga, un tel trésor de nature est d'un intérêt majeur et l'offre touristique est appuyée par l'Office Régional du Tourisme du Boeny en partenariat avec les voyageurs Majungais. La richesse du site et de ses environs permet de proposer une grande variété d'activités nature à la fois sur terre et dans la partie marine. Les activités balnéaires favorisent le repos (Photo 8) et des circuits de marche « découverte » répondent aux attentes des passionnés de découvertes nature et scientifiques (Photo 9). Les traces des comptoirs arabes datant du 17^e siècle sont encore visibles sur les îles voisines et peuvent être visitées à l'occasion d'une sortie dans la baie de la Mahavavy. Ici le tourisme est planifié et neutre pour l'environnement.

Le guidage est fait par la communauté qui a préservé le site depuis tant d'années, en renforçant toutefois ses connaissances scientifiques et historiques des lieux. Le renforcement de capacité est donc un point essentiel du projet. Des formations de guidage, d'initiation aux langues étrangères et aux différents métiers du tourisme sont en cours et sont complétées par des formations dans le cadre de partenariats avec des

Visite du site écotouristique avec les représentants Sakalava



Photo: Anne Claude

Promenade sur la plage



Photo: Anne Claude

Promenade en savane



Photo : Anne Claude

professionnels du tourisme de Madagascar et avec l'Institut du Tourisme et d'Hôtellerie de Madagascar. Il s'agit de s'assurer que les emplois qui seront créés soient prioritairement occupés par les membres de la communauté qui le souhaitent. L'objectif est un partage équitable des bénéfices pour contribuer à la réduction de la pauvreté.

L'expérience acquise actuellement, à la fois par la communauté, les acteurs du tourisme de Mahajanga et les partenaires du projet, permettent d'organiser et de préparer la construction, le fonctionnement et les services qu'offrira l'écologie *Antrema Lodge* qui sera construit au sud d'Antrema et accessible par la mer depuis Mahajanga (Photo 10). Ce site isolé sur la côte de sable blanc face au canal de Mozambique sera aménagé avec infrastructures, lodges, restaurant, espaces de détente et hébergement des personnels, construits en matériaux locaux (sable, pierre, etc.), excepté le bois qui proviendra de filières certifiées. Certains éléments de l'architecture seront faits selon le style local. La population sera donc employée pour réaliser ces éléments de construction traditionnels. L'énergie propre, solaire et éolienne, sera seule utilisée pour faire fonctionner l'ensemble des équipements. Un système de gestion durable de l'eau et des déchets sera mis en place. Le projet utilisera les technologies maîtrisées à Madagascar et présentes à Mahajanga afin de s'assurer du suivi de tous les systèmes mis en place.

Des objectifs appropriés à la durabilité seront posés pour s'assurer des retombées environnementales et économiques positives.

Antrema Lodge pourra être réalisé et accueillir ses premiers visiteurs dès la fin 2014, de sorte que ce projet démarré en 1998 trouve une voie pérenne pour la gestion de l'aire protégée et le bien-être de la population Sakalava qui a préservé ce site exceptionnel. 🌻

Site d'implantation de l'écologie



Photo : Olivier Arnoult

Économie verte et tourisme religieux à Saut-d'Eau, Haïti



Jean Fernney PIOU

PIOU Jean Fernney est consultant au ministère du Tourisme d'Haïti. Il évolue depuis une dizaine d'années dans le secteur du tourisme, principalement dans le tourisme durable. Il enseigne à l'ISERSS, une des facultés de l'Université d'État d'Haïti (UEH), au département Tourisme et Patrimoine.

Le concept d'économie verte, peu connu en Haïti, est présenté dans l'article qui suit tout en l'associant à un site de tourisme religieux : Saut-d'Eau. Ce site lie nature, histoire et culture à la foi chrétienne teintée de syncrétisme. L'application des principes du tourisme durable, par la formation et l'éducation de la population, contribuera à l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables.

Parler du tourisme dans la Caraïbe sans faire mention du rôle joué par Haïti constituerait un réel impair dans la mesure où c'est à partir de la célébration du bicentenaire de la création de Port-au-Prince, en 1949, que cette région a été placée sur la carte touristique mondiale.

À côté du tourisme international, les déplacements périodiques de la population haïtienne constituent un tourisme motivé par la religion. C'est le cas de Saut-d'Eau. L'histoire rapporte que la Vierge Marie y fit une première apparition, le 16 juillet 1848, dans la localité dénommée *Les Palmes* et une seconde à la chute de Saut-d'Eau. Depuis, Saut-d'Eau ne désemptit pas. Des adeptes, tant du christianisme que du vodou, font le déplacement, et ce, plusieurs fois pendant l'année, mais principalement autour du 16 juillet, date de la fête patronale¹.

Ressource spirituelle reconnue à travers tout le pays, Saut-d'Eau est aussi une ressource écologique qui mérite d'être protégée par la mise en place d'une stratégie de développement prenant en compte les finalités de l'économie verte, voie certaine vers le développement du tourisme durable. Menacé dans la qualité de son environnement, le pays doit adhérer à *l'économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques*².

Dans les sections qui suivent, nous allons tenter de montrer qu'il est possible que Saut-d'Eau devienne le fer de lance de l'expérimentation des avantages de l'économie verte.

Le choix d'un modèle de développement

Pays au développement industriel marginal, Haïti a tout intérêt à se mettre à l'heure de l'économie verte. Un tel choix, en plus de sa portée socio-économique, démontrera la préoccupation des dirigeants face au problème de réchauffement climatique, phénomène attribué largement au carbone, un des principaux gaz à effet de serre.

1. www.sautdeauhaiti.com

2. <http://www.unep.org/french/greeneconomy/>

L'avenir de la population haïtienne est fondamentalement lié à l'état de l'environnement du pays. Par conséquent, il doit être objet majeur de préoccupation aussi bien des gouvernants que des gouvernés. De plus, le modèle de développement à mettre en valeur ne peut promouvoir la consommation à outrance. Les pays africains semblent partager cette approche. En effet, dans l'introduction du *Résumé aux décideurs* portant la date des 13 et 14 septembre 2011, produit par le Groupe d'Experts de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, il est noté :

« Le passage à une économie verte peut jouer un rôle moteur important dans les efforts menés pour assurer le développement durable et lutter contre la pauvreté. Du point de vue pratique, elle favorise une croissance du revenu et de l'emploi au moyen d'investissements publics et privés, contribue à la réduction des émissions de carbone et de la pollution, améliore l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des ressources et empêche les pertes de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques. »³

Une telle vision, pour porter fruits, doit se concrétiser à travers des décisions gouvernementales et, en particulier, des choix clairs dans les budgets nationaux. Dans le cas d'Haïti, la croissance économique en question ne pourra se concrétiser sans d'importants investissements au niveau des secteurs des énergies renouvelables et des innovations technologiques. En premier lieu, des politiques publiques doivent être conçues et mises en application pour contrer la dégradation de la terre et de l'eau et pour limiter les risques et les désastres. Avec une couverture forestière tendant à disparaître, Haïti doit prendre des mesures de grande envergure pour freiner le mécanisme infernal du déboisement. Toutefois, ce drame a commencé il y a plusieurs siècles.

Entre indépendance et fêtes religieuses

En raison de la trajectoire historique de la République d'Haïti, le milieu naturel a servi de pourvoyeur de richesses pour les tenants de l'esclavage, par l'exploitation de minerais d'or, de bois précieux, de teintures naturelles et d'autres ressources encore.

Sur les terres colonisées, des plantes inconnues jusqu'alors furent introduites puis exploitées à travers le système esclavagiste. Pour retrouver leur dignité, les esclaves insoumis, ou *marrons*, se réfugièrent dans

Cascade Nanso, un des lieux de culte de la ville de Saut-d'Eau, Haïti.



Photo : Fernney Piou

les montagnes, préparant ainsi l'indépendance du pays acquise en 1804, aux termes de douze années d'une guerre de libération particulièrement meurtrière.

Avec la jouissance de l'indépendance, la religion vient rythmer la vie des populations rurales. Les fêtes patronales ou champêtres, associées à la foi catholique, ont contribué et contribuent encore à assurer la vivacité de la culture haïtienne. Ces célébrations intéressent au plus haut point plusieurs catégories de personnes : a) les adeptes des cultes religieux, catholiques et vodouisants ; b) les passionnés des fêtes foraines ; c) les amateurs de musique populaire ; d) les vacanciers qui séjournent dans la région ; et e) les touristes internationaux et les haïtiens vivant à l'étranger.

Sur le plan économique, la clientèle des fêtes champêtres apporte une certaine vigueur à l'économie locale par la consommation de biens et de produits du terroir. Pour que cette affluence puisse être bénéfique pour la population hôte, la promotion d'une culture de protection de l'environnement, de valorisation des produits locaux et de respect des traditions ancestrales est indispensable.

3. http://www.unep.org/roa/amcen/Amcen_Events/4th_ss/Docs/AMCEN-SS-IV-EG-3_FR.pdf

Tourisme religieux et réduction de la pauvreté

Pour revenir à Saut-d'Eau, cette ressource écologique à protéger, il importe de rappeler qu'au début des premiers pèlerinages vers cette commune, les adeptes du christianisme et du vodou venaient de toutes les régions du pays. La recherche de bienfaits divins l'obligeant, ils s'accommodaient de l'inexistence d'infrastructures et de l'inconfort qui en découlait. À partir des années 1980, ce lieu de pèlerinage national a pris une tout autre ampleur avec la forte présence d'Haïtiens de la diaspora. Et depuis ces deux dernières décennies, bénéficiant des retombées des NTIC, sa renommée ne cesse de grandir.

Durant les fêtes patronales, les objets du culte vodou, produits prisés localement ainsi que par les pèlerins, contribuent largement à l'augmentation du flux monétaire au sein de la population. Toutefois, cette grande consommation⁴ qui ne survient qu'une saison par année, ne peut garantir la survie des ateliers familiaux

À Saut-d'Eau, les séjours touristiques, tous secteurs confondus, représentent une population de plus de 20 000 personnes (données très conservatrices), entraînant un flux d'environ 1,2 million US\$⁵. De plus, l'existence de lien plus formel entre le tourisme et la communauté permettrait, à tous les points de vue, d'améliorer les conditions de vie des habitants

Saut-d'Eau, un développement possible

Les écueils

Autrefois difficile d'accès, cette ville intérieure est aujourd'hui grandement désenclavée. Les populations des zones avoisinantes peuvent ainsi visiter la ville plusieurs fois durant l'année et dans de meilleures conditions. Toutefois, pour que Saut-d'Eau connaisse le plein développement de son potentiel touristique et prenne la voie d'un développement vert, des efforts importants restent à faire sur le plan des infrastructures routières. Des routes de desserte, des sentiers ainsi que des pistes de randonnées doivent être aménagés tout en veillant à la protection des sites et à la réduction des émissions de CO₂ (en interdisant par exemple l'utilisation de VTT sur les pistes).

Sur le plan économique, les petites entreprises de Saut-d'Eau devraient être éligibles à des financements

conçus pour le tourisme durable. Ces fonds peuvent provenir de l'État seul ou de l'État en partenariat avec le secteur privé et les organisations internationales. C'est l'OMT qui affirme, avec raison, que le tourisme peut être un puissant catalyseur pour une transition vers l'économie verte. Saut-d'Eau pourra ainsi être une des zones d'expérimentation de cette assertion.

En ce qui a trait aux infrastructures d'hébergement, leur insuffisance offre l'occasion aux organisations communautaires de développer ce service chez l'habitant, renforçant ainsi le tournant vers le tourisme vert. Un tel résultat ne pourra cependant être obtenu hors d'un plan élaboré avec la participation des organisations locales. Un des axes majeurs de ce plan sera la formation des membres des organisations et des opérateurs touristiques locaux. En ce qui a trait au contenu, priorité sera accordée aux thèmes montrant l'imbrication et la dépendance du tourisme vert aux ressources naturelles et au savoir-faire de la population locale. La population dans son ensemble sera informée sur les multiples aspects de cette option.

L'effort que tous les habitants de Saut-d'Eau (les Saudelais) doivent déployer pour associer production agricole, protection de l'environnement et tourisme religieux ne doit pas être sous-estimé. Il sera colossal. Il devient dès lors évident que le regroupement des forces aptes à contribuer à l'émergence de ce lieu culturel dans la catégorie des sites mondiaux de destination de tourisme est une condition de base à la réussite de cette entreprise.

Les avancées

Il importe cependant de souligner les pas déjà faits dans le sens du tournant vers un tourisme durable à Saut d'Eau :

- Des sessions de sensibilisation de la population et de formation d'opérateurs locaux sur la protection des ressources naturelles et la prise en charge des touristes sont réalisées tant par le ministère du Tourisme que par la Fondation Saut-d'Eau Haïti qui, depuis trois ans, commémore sur place la journée mondiale de l'eau.
- Du côté des opérateurs traditionnels, l'engagement est pris pour une meilleure utilisation des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Dans le secteur de l'énergie, des systèmes photovoltaïques sont utilisés pour l'éclairage.

4. Document sur l'Agrotourisme, Fernney Piou, 2012.

5. Discours du Secrétaire d'état à l'Agriculture. Mars 2013, Haïti

- Des opérateurs du tourisme alternatif, depuis bientôt une année, se sont regroupés à travers le RENAPROTS⁶ pour mettre en application les principes du tourisme durable. Les activités comme la fête de l'eau, la foire de la montagne, la fête du cacao, la foire écotouristique et de production, pour ne citer que celles-là, sont réalisées par des membres du réseau.⁷

L'État, un partenaire incontournable

Jusqu'à tout récemment, l'investissement dans le secteur du tourisme était dominé par la catégorie d'entrepreneurs traditionnels. Vers la fin des années 1990, avec l'émergence du tourisme alternatif, les communautés locales ont fait leur apparition dans le secteur, et ce à travers leurs propres organisations.

Toutefois, plus de vingt ans après, s'il est vrai que le rôle des communautés dans le tourisme s'est accru, celui de l'État ne s'est pas fait sentir. Et cette absence d'accompagnement des organisations et des populations met en péril d'importants éléments du patrimoine culturel national. Conséquence : la principale richesse de Saut-d'Eau est aujourd'hui menacée. Les sources d'eau voient, en effet, leur débit se réduire considérablement compte tenu des pratiques anti-environnementales répandues telles que : coupe des arbres, brulis, développement de l'agriculture sur des terres à forte déclivité, aménagement sauvage de

l'espace territorial et sur les sites culturels, illuminations d'arbres à l'aide de bougies de cire. Ces quelques faits établissent clairement que l'avènement de l'économie verte dans le tourisme ne peut se réaliser sans l'encadrement de l'État.

Conclusion

Comme présenté dans les sections qui précèdent, la destination Saut-d'Eau, tout en charriant une forte dimension de la culture haïtienne, peut aussi contribuer à promouvoir un tourisme durable. En effet, tournée vers la nature et la culture, cette option met au premier plan la population locale, ses productions agricoles, artisanales et culturelles, ouvrant ainsi l'horizon vers l'économie verte. De plus, la place de plus en plus grande que les communautés d'accueil occupent dans cette forme de tourisme constitue un appui sans précédent pour le respect et la promotion des valeurs culturelles locales.

La population de Saut-d'Eau, avec tout le poids culturel qu'elle charrie, demande à juste titre d'être formée, informée, stimulée par l'État et soutenue encore plus par les organisations régionales. Il s'agit là de deux conditions complémentaires. L'une ne peut opérer efficacement sans l'autre. Ainsi, la population pourra, après un certain nombre d'années, s'approprier le concept d'économie verte et le transformer en ressources à multiplier et en résultats à atteindre. 🌻

Rivière Cresson, ville de Saut-d'Eau.



Photo: Fernney Piou

6. Réseau National des Promoteurs du Tourisme Solidaire

7. www.sautdeauhaiti.com; www.vallue.org; www.fesmar.org; www.fondtah.org.ht

Les ressources culturelles festives classées au patrimoine national au service de la durabilité touristique

Une réflexion autour du Tour des Yoles Rondes de la Martinique



Fabiola NICOLAS-BRAGANCE
et Pascal SAFFACHE

Fabiola NICOLAS-BRAGANCE, docteurante à l'université des Antilles et la Guyane. Sa thèse se focalise sur les processus de patrimonialisation à l'œuvre au sein des manifestations culturelles festives. Ses recherches portent essentiellement sur les potentialités touristiques des Antilles françaises et de la Guyane et analysent les interactions complexes qui se lient, sur le plan culturel, entre le secteur touristique et les fêtes patrimonialisées.

Pascal SAFFACHE, Maître de conférences, habilité à diriger les recherches. Président honoraire de l'Université des Antilles et de la Guyane. Ses travaux ont d'abord porté sur les caractéristiques environnementales des marges côtières antillaises, avant de s'orienter vers l'aménagement de l'espace et les conséquences de l'aménagement sur les marges côtières. Il aborde généralement le fait touristique comme un facteur de dérégulation du système littoral.

La Martinique est un territoire insulaire qui s'est vendu de manière stéréotypée en ne proposant qu'un produit touristique indifférencié. Or, pour faire face à la concurrence des autres territoires insulaires, l'urgence est de dépasser l'image réductrice d'un pays tropical. Après l'écotourisme, les professionnels comptent sur les dimensions patrimoniales du territoire pour renforcer sa notoriété. Le Tour des Yoles Rondes est un événement culturel sportif qui s'inscrit dans une logique de patrimonialisation sans précédent. C'est à ce titre qu'il est désigné comme le plus à même de contribuer à la durabilité du processus touristique. Cependant, force est de constater qu'il se veut beaucoup plus un moteur d'impulsion pour la culture martiniquaise qu'un produit de développement touristique.

Dans l'histoire de la Martinique, le tourisme est une activité relativement récente. Aujourd'hui, le secteur se révèle être un important moteur de croissance pour l'économie martiniquaise. C'est effectivement une ressource commerciale qui profite à un grand nombre d'activités périphériques qui en tirent un revenu. Pour autant, force est de constater que le produit touristique proposé est à bout de souffle, dégradé et soumis, aussi bien à un contexte concurrentiel régional qui s'amplifie, qu'aux nouvelles évolutions de la demande touristique internationale.

Certes ce territoire s'est vendu de manière stéréotypée, mais le devenir touristique de cette destination n'est point encore compromis si l'on considère les ressources culturelles spécifiques dont elle dispose. Bien que ces dernières aient pour principale fonction de donner corps et de valoriser une identité locale, il n'en demeure pas moins qu'elles sont aussi de nature à renforcer l'attractivité et la spécificité des lieux. Bien activées, elles fonctionnent « comme de véritables projets de développement durable » (Pauchant, 2000) capables d'accroître la notoriété de la destination en lui donnant une signature touristique.

C'est à travers le prisme du patrimoine culturel festif, et singulièrement celui qui a trait au Tour des Yoles Rondes de la Martinique, que nous tentons de mettre en exergue les relations qui existent entre la fête locale, la population qui s'approprie et se reçoit de ces temps festifs et l'activité touristique qui se nourrit de nouveaux exotismes pour perdurer. L'objectif est de comprendre en quoi la valorisation du patrimoine culturel festif peut participer à asseoir la pérennisation du tourisme martiniquais, car au-delà de l'allant de soi du cadre théorique dans lequel le patrimoine culturel est un vecteur de l'attractivité touristique, il est

fabiola_nicolas@yahoo.fr
psaffach@martinique.univ-ag.fr

permis de se questionner, de manière très concrète, sur la faisabilité d'une telle mise en relation dans le cas martiniquais.

La tendance à l'individualisation : vers une nécessaire diversification de l'offre touristique martiniquaise

L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) décrit l'activité touristique comme « un phénomène social, culturel et économique qui implique le déplacement de personnes vers des pays ou des endroits situés en dehors de leur environnement habituel à des fins personnelles ou professionnelles ou pour affaires »¹. Foncièrement attaché à la mobilité (Urbain, 2002), le tourisme est donc une activité de rupture qui répond à un besoin d'évasion. Force est toutefois de constater que l'acteur majeur du fait touristique : le touriste, « celui qui voyage par curiosité ou désœuvrement » (Boyer, 2002), est longtemps resté, et demeure encore, un « célèbre inconnu » (Deprest, 1997 ; Urbain, 2002), malgré son nombre et sa valeur marchande. La définition qu'en donne l'OMT accentue le flou sémantique, car il désigne le touriste « comme toute personne séjournant en dehors de sa résidence habituelle pendant une période de plus de 24 heures et de moins d'un an ». En réaction à cette définition, Urbain (2002) dira ceci : « Partez seulement en week-end et vous voici touriste malgré vous ! Dans son souci de généralisation, la définition de l'OMT fait finalement obstacle à toute identification réelle du touriste ».

Pourtant, le touriste est de plus en plus autonome et a désormais recours à des stratégies d'auto-organisation, qu'elles soient individuelles, associatives ou relayées par des agences spécialisées situées aux marges des grands voyageurs (Urbain, 2002). L'érosion de certaines destinations, dont la Martinique, et à *contrario*, l'augmentation des flux vers d'autres destinations telles que l'Afrique sont le reflet de ces mutations. Or, l'analyse des attentes et du comportement des touristes, et singulièrement du touriste originaire de la France hexagonale (principalement clientèle de la Martinique), est essentielle pour déterminer de la pertinence de la ressource culturelle festive en tant qu'offre touristique.

La demande est de plus en plus individualisée. C'est sur ce constat que la Direction du Tourisme (2005) a établi un rapport de synthèse, à caractère prospectif, sur le thème de l'individualisation, ainsi que sur celui de son impact sur les pratiques et les attentes touristiques vis-à-vis l'offre². Cette étude se focalise exclusivement sur l'évolution des habitudes de consommation du touriste français. Elle conclut que les choix de ce dernier sont moins rationnels puisqu'il suit ses envies, ses impulsions et sa personnalité. En conséquence, il a désormais besoin de choix pour exprimer son individualité. La dynamisation touristique passerait donc par la diversification de l'offre pour que chacun puisse y trouver son compte. Les vacances obéissent de moins en moins à un profil type, symbolisé dans le cas de la Martinique, par les trois « S » (*sea, sand, sun* : mer, sable, soleil). L'offre touristique serait effectivement sujette à une segmentation croissante, mais ce sont les trois « L » (*Lore, landscape, leisure* : patrimoine, paysage, loisir) qui dominent la tendance actuelle, bien sûr souvent associés aux classiques trois « S ». La quête de la couleur locale (architecture, costumes, arts et traditions populaires, costumes et accents du terroir, etc.), la recherche de l'épanouissement physique par la pratique d'activités corporelles, mais également le désir de fête et de distractions familiales ou collectives sont autant d'aspiration qui témoignent de la complexification des besoins et des envies des touristes (Py, 2007).

Une mise en perspective touristique du Tour des Yoles Rondes de la Martinique

La fête locale, et singulièrement le Tour des Yoles Rondes de la Martinique, est l'archétype de la ressource territorialisée. Le tour est une compétition sportive dans laquelle les membres d'équipage des yoles rondes³ se livrent une lutte acharnée pour atteindre la ligne d'arrivée en vainqueur. La yole ronde, embarcation traditionnellement utilisée par les pêcheurs, a connu des évolutions techniques qui en font aujourd'hui un engin sportif dont la construction est régie par des règles strictes, dans un souci de

1. <http://www.media.unwto.org/fr>

2. Bauer, A. *L'individualisation des sensibilités et des comportements : impacts touristiques*, Rapport de synthèse, Ministère délégué au tourisme, mars 2005, http://www.dgcis.gouv.fr/files/files/archive/www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/etudes/demande/individualisation.pdf

3. La yole ronde est un bateau en bois robuste, mais très difficilement manœuvrable. Léger, sans quille, sans lest, sans dérive, ni gouvernail, à faible tirant d'eau, pouvant naviguer à une ou deux voiles, il est conçu par assemblage de planches ou bordés fixés horizontalement sur une ossature faite de membres » (Société des Yoles Rondes de la Martinique, 2004).

respect de la tradition⁴, d'une part et d'optimisation de leurs performances d'autre part. Cette compétition unique est très prisée des Martiniquais pour qui elle représente une source de joie et de fierté, une occasion de faire la fête autour d'un intérêt commun. Elle fait effectivement partie des manifestations qui revêtent « une importance pour le sentiment d'identité et de continuité des communautés au sein desquelles il est créé, transmis et recrée » (Unesco, 2010)⁵. Cette manifestation sportive démontre, année après année, son aptitude à mobiliser l'affectivité et s'impose comme « riche de sens, de sentiments et d'images » (Bourdin, 1984). Elle a donc une indéniable essence patrimoniale sous-tendue par des valeurs historiques, culturelles et idéologiques.

Ce temps festif se déroule en plusieurs phases, sur plusieurs jours et en investissant plusieurs lieux, quoiqu'avec un fonctionnement et une portée différente. Il s'y découvre un éventail d'ambiances, d'un lieu à l'autre. L'occupation de la frange littorale martiniquaise est poussée à son paroxysme lors du tour. En effet, les habitants se déplacent en très grand nombre pour assister au départ et à l'arrivée des courses de yoles. Aux côtés des fervents partisans, on retrouve tous ceux qui viennent pour l'ambiance du tour, celle qui se vit généralement aux abords des régates, dans les bateaux suiveurs, car en plus d'être un évènement sportif et culturel majeur, le tour est un temps festif, une occasion pour des milliers de jeunes de faire la fête. Ces derniers ont créé leurs propres réjouissances, faisant du littoral le lieu de rendez-vous incontournable des vacances.

Ainsi, le Tour des Yoles Rondes a la faculté d'établir l'île dans le cadre de la distinction, de l'attractivité et de la compétitivité. C'est, de surcroît, un attrait touristique (De Granpré, 2007) puisque tout en n'existant pas à des fins spécifiquement touristiques, cette manifestation fournit un certain nombre de services d'animation aux touristes. Dans l'attente des embarcations et de la fin du suspens quant à la yole gagnante de l'étape, sur le village du tour, les plages s'animent. Les animations sur les podiums, les différents stands, les restaurateurs ambulants, etc. sont autant d'occasions d'apprécier ces lieux de la fête. Ainsi, la vie économique et culturelle est valorisée puisque la présence de pôle d'attractivité est bien réelle.

Le Tour des Yoles Rondes: lieux anthropologiques et/ou non-lieux

Le Tour des Yoles Rondes s'inscrit comme un évènement qui favorise les échanges et les relations essentiellement entre les membres de cette communauté consciente de son histoire unique, qui authentifie et célèbre ses traditions (Hellriegel, Slocum, 2006). Ce sont donc des lieux chargés de sens, dans lesquels s'inscrivent l'identité, les relations et l'histoire des Martiniquais. Certains sont donc tentés de se replier sur la sphère locale afin de préserver leurs traditions. Comme le suggère Amirou (2004), le tourisme, dont les effets s'apparentent à ceux que génèrent la mondialisation, est, dans ce cas précis, « vécu et représenté comme une dépossession, une invasion et un déracinement », et c'est précisément pour cette raison que

Tour des yoles rondes de la Martinique



Photo : Fabiola Nicolas-Bragance, août 2011.

4. « Le bateau construit en bois massif ne doit pas dépasser 10,50 mètres de longueur et posséder des voiles pouvant aller jusqu'à 83 m² de superficie à la misaine (1 voile) et 10 m² à la voilée (2 voiles). Dépourvu de quille de dérive et de gouvernail, le « lest » est assuré par les équipiers dont le nombre varie entre 15 et 18 », <http://yoles-rondes.net/>
5. Rapport mondial de l'Unesco, *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001878/187827f.pdf>

«le terroir, le territoire, l'intime, le proximal deviennent des valeurs refuges». Il n'est donc pas dénué d'intérêt de se poser la question suivante : doit-on considérer le tourisme comme une activité qui va nécessairement asphyxier la créativité culturelle des hôtes et parallèlement la déposséder d'elle-même ?

Dans le cas du Tour des Yoles Rondes, ce qui peut se percevoir est une communauté fermée sur elle-même, qui certes donne à voir des moments partagés, chaleureux et enjoués, mais qui en réalité vit un temps de l'entre-soi. De ce fait, une fois que la curiosité du visiteur est assouvie, le risque est qu'il se retrouve dans un lieu qui, au final, devient pour lui, un «non-lieu», c'est-à-dire, «un espace qui ne peut se définir comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique» (Augé, 1992). Il convient dès lors de noter que sur les villages du tour, le temps de l'attente est comblé par les populations locales, parce que ce qui s'y joue est le fruit d'un processus de socialisation long et approfondi, ce que peut donc difficilement partager un «non initié», surtout lorsqu'il «circule silencieusement dans l'anonymat» (Abélès, 1994).

Toutefois, du côté des populations locales, il est à noter que la «reconnaissance culturelle» (Amirou, 2004) est un enjeu considérable. En effet, passé la crainte du nombre, la présence des touristes sur les lieux de la fête est essentiellement perçue comme un motif de fierté. Ainsi, le tourisme est une motivation supplémentaire qui incite les identités locales à se manifester, à s'exprimer, à se démarquer et qui, par extension, les pousse à mettre en place, ou du moins à désirer, des initiatives locales à même de rendre possible la rencontre touristique sur les lieux festifs du tour. Parallèlement, les animations festives du tour multiplient les occasions pour les visiteurs de passage de vivre des expériences directes. Elles donnent en effet à la consommation touristique «une dimension participative et affective» (Lipovetsky, 2006). La facette festive du Tour des Yoles Rondes dispose donc d'atouts pour un public touristique en quête d'authenticité et soucieux d'expérimenter une rencontre avec la population locale.

Conclusion

Le Tour des Yoles Rondes, outre sa facette sportive, est l'archétype même de la fête effervescente. Il répond aux critères fondateurs de la fête : «la danse, le chant, l'ingestion de la nourriture, la beuverie» (Caillois, 1950).

On ne peut aucunement nier que le contexte actuel de mondialisation fait peser sur les cultures une menace d'uniformisation culturelle. Mais, quoiqu'il en soit, les manifestations culturelles classées au patrimoine national ne sont pas figées dans leurs expressions. Au contraire, en perpétuelle évolution, le patrimoine se transforme, se nourrit d'échanges, d'emprunts, d'ajouts et se développe aussi au contact d'autres cultures, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement celles des touristes. La valorisation et l'exploitation raisonnée de cet événement sportif et festif peuvent lui permettre de prendre part à une dynamique générale de développement local. C'est certainement dans la crainte de la perte que vont se formuler les bonnes équations pour que le couple patrimoine culturel festif et tourisme fonctionne. L'enjeu étant finalement de «parvenir à dépasser pour les valoriser, les conflits qui peuvent exister entre les attentes et les aspirations des visiteurs et celles des communautés d'accueil» (Icomos, 1999)⁶.

Bibliographie

- Abélès, M. «Augé M, Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité», *L'Homme*, 1994, vol. 34, n° 129, pp. 193-194.
- Amirou, R. *Imaginaire de la mondialisation et reconnaissance culturelle*, [en ligne], 2004, http://classiques.uqac.ca/contemporains/amirou_rachid/imaginaire_mondialisation/imaginaire_mondialisation.pdf
- Augé, M. *Non lieux*, Paris, Seuil, 1992, p. 149.
- Baue, A. *L'individualisation des sensibilités et des comportements : impacts touristiques*, Rapport de synthèse, Ministère délégué au tourisme, mars 2005, http://www.dgcis.gouv.fr/files/files/archive/www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/etudes/demande/individualisation.pdf
- Bourdin, A. *Le patrimoine réinventé*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, p. 239.
- Boyer, M. «Comment étudier le tourisme ?», Paris, Presses Universitaires de France, tome XXXVII, 2002, pp. 393-404.
- Caillois, R. *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard, 1950, p. 250.
- Deprest F, *Enquête sur le tourisme de masse. L'écologie face au territoire*, Paris, Belin, 1997, p. 207.
- Grandpré (de), F. «Attraites, attractions et produits touristiques : trois concepts distincts dans le contexte d'un développement touristique régional», *Téoros*, 26-2/2007, pp. 12-18.
- Hellriegel, D., Slocum J.-W. *Management des organisations*, 2^e édition, Paris, De Boeck, 2006, p. 727.
- Lipovetsky, G. *Le bonheur paradoxal*, Paris, Gallimard, 2006, p. 466.
- Pauchant, E. «Vous avez dit authentique ?», *Espaces tourisme & loisirs*, n° 169, 2000, pp. 13-14.
- Py, P. *Le tourisme : un phénomène économique*, Paris, La documentation française, 2007, p. 184.
- Urbain, J.-D. *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*, Paris, Editions Payot et Rivages, 2002, 348 p.

6. Icomos. *Charte internationale du tourisme culturel. La Gestion du Tourisme aux Sites de Patrimoine Significatif*, adoptée par ICOMOS à la 12^e Assemblée Générale au Mexique, octobre 1999, http://www.international.icomos.org/charters/tourism_f.pdf

Le dernier ouvrage de notre collection Points de repère

contient une mine d'informations pour bien cerner ce qu'est la participation citoyenne en évaluation environnementale

CONSULTEZ-LE EN LIGNE À :

<http://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=549>



La maison de l'écotourisme

La Maison de l'Écotourisme de Mohéli est une association apolitique et non gouvernementale qui ne vise aucun but lucratif, réunissant tous les acteurs du tourisme à Mohéli : autorités, population et opérateurs privés. Elle est créée le 1^{er} septembre 2004 pour une durée de quatre-vingt dix-neuf (99) ans. Son siège est situé à Bandar-es-Salam (juste à côté de l'aéroport de l'île Autonome de Mohéli). Elle cherche à promouvoir le développement de l'écotourisme et de ses principes à Mohéli en structurant l'offre, en organisant la promotion vers l'extérieur, en assurant un meilleur accueil des touristes, en informant les touristes sur les ressources touristiques existants, en favorisant la qualité des différents services proposés et la sécurité des touristes.

Afin d'atteindre ses objectifs, la Maison de l'Écotourisme est chargée de réaliser trois missions. Ces missions sont celles de :

- Jouer un rôle de réceptif en organisant le réseau des prestataires locaux, en les appuyant pour améliorer la qualité des services proposés, en montant des produits d'écotourisme et en informant les visiteurs des ressources touristiques du territoire.
- Organiser le marketing de l'écotourisme à Mohéli en entretenant des contacts, du local à l'international, en diffusant l'information et en mettant en œuvre une stratégie marketing.

- Être garante de la Charte d'Écotourisme de Mohéli à travers le travail de rédaction, le processus de certification et de labellisation puis de suivi du respect des critères par les opérateurs labellisés ; la MEM proposera l'utilisation de son logo pour labelliser les prestataires engagés dans la Charte d'écotourisme et respectueux de ses critères. 🌿



La Maison de l'Écotourisme de Mohéli
Bandar Es Salam Mohéli Union des Comores
contact@moheli-tourisme.com
www.moheli-tourisme.com

Sauvetage d'un dugong (plage de Moidjio)



Photo : Parc marin de Mohéli.

La francophonie mobilisée pour l'élaboration des Objectifs de Développement Durable



L'Organisation internationale de la Francophonie a pris une part active à la Conférence de Rio+20 en conduisant plusieurs travaux préparatoires et en organisant une vingtaine d'opérations et événements parallèles en marge des travaux de la conférence.

De même, fidèles aux engagements antérieurs de l'Organisation, les chefs d'États et de gouvernements de la Francophonie ont clairement affirmé dans la Déclaration du Sommet de Kinshasa d'octobre 2012 leur engagement à participer activement à la formulation et à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

C'est dans ce contexte qu'une initiative de l'Organisation a été prise avec comme objectif principal d'élaborer la contribution de la Francophonie au processus des Nations Unies pour l'adoption des ODD suivant les enjeux, les intérêts et les spécificités des États et Gouvernements membres. Les enjeux prioritaires que l'Organisation a retenus pour sa contribution aux ODD sont les suivants : les modes de consommation et de production durables, l'éducation, la jeunesse et l'emploi des jeunes, la transition énergétique et l'énergie durable pour tous ainsi que la prise en compte de la dimension culturelle dans le développement durable en se basant sur une gouvernance respectant les principes de démocratie, de la paix, et des droits de l'Homme.



Rapports d'expertises accessibles sur Internet :
www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub.php?id=9



57 États et gouvernements
membres de l'OIF

20 États observateurs



INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (IFDD)

56, RUE SAINT-PIERRE, 3^e ÉTAGE, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 4A1 CANADA

L'IFDD est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie.